

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2022/203242]

## Extrait de l'arrêt n° 70/2022 du 19 mai 2022

Numéro du rôle : 7696

*En cause* : le recours en annulation du décret de la Communauté française du 30 septembre 2021 « relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et résilience européen », introduit par l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges J.-P. Moerman, T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Détienne, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia et W. Verrijdt, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 décembre 2021 et parvenue au greffe le 10 décembre 2021, un recours en annulation du décret de la Communauté française du 30 septembre 2021 « relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et résilience européen » (publié au *Moniteur belge* du 21 octobre 2021) a été introduit par l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », l'ASBL « Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique », l'ASBL « Pouvoir organisateur du Centre d'Enseignement secondaire catholique à Habay-la-Neuve », l'ASBL « Ecole libre Saint-Martin », l'ASBL « Centre Scolaire de la Sainte-Union Kain », l'ASBL « Groupe Sainte-Véronique », l'ASBL « Collège Saint-Augustin », l'ASBL « Enseignement secondaire diocésain du Plateau de Herve », l'ASBL « Collège Notre-Dame », l'ASBL « Centre Scolaire du Sacré-Cœur », l'ASBL « Communauté éducative Sainte-Marie de Schaerbeek Saint-Josse », l'ASBL « Collège Notre-Dame de la Tombe », l'ASBL « Comité scolaire des Ecoles fondamentales libres subventionnées de Seneffe », l'ASBL « Ecole de Commerce - Institut Notre-Dame », l'ASBL « Ecoles primaires et gardiennes libres de Messancy-Differt », l'ASBL « Collège Matteo Ricci », l'ASBL « Institut Technique Supérieur Cardinal Mercier », l'ASBL « Ecole pratique des hautes études commerciales », l'ASBL « Institut Supérieur de Musique et Pédagogie », l'ASBL « Ecole catholique de la Paroisse Saint Médard à Anderlues », l'ASBL « Centre psycho-médico-social libre Tournai-Ath », l'ASBL « Pouvoir Organisateur des Ecoles d'Enseignement Spécialisé Sainte-Gertrude », l'ASBL « Association pour la Gestion des Bâtiments de l'Enseignement Catholique de Hannut et Environs », l'ASBL « Enseignement Catholique de Hannut », Pascal Dumont, Christophe Renier, Caroline Blaffart, Jonathan Trigaux, Marianne Criminisi et Cécile Fache, assistés et représentés par Me D. Renders et Me E. Gonthier, avocats au barreau de Bruxelles.

Par la même requête, les parties requérantes demandaient également la suspension du même décret. Par l'arrêt n° 32/2022 du 24 février 2022, publié au *Moniteur belge* du 28 février 2022, la Cour a suspendu les articles 5 et 19 de ce décret.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant au décret attaqué et à son contexte*

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation du décret de la Communauté française du 30 septembre 2021 « relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et résilience européen » (ci-après : le décret du 30 septembre 2021).

B.1.2. L'objet du décret consiste à mettre en œuvre, en ce qui concerne la Communauté française, le volet « bâtiments scolaires » du « plan national pour la reprise et la résilience » que la Belgique a soumis à la Commission européenne conformément à l'article 18 du règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 « établissant la facilité pour la reprise et la résilience » (ci-après : le règlement (UE) 2021/241).

B.2.1. Le règlement (UE) 2021/241 accorde un soutien financier aux États membres par le biais de la « facilité pour la reprise et la résilience », conçue comme un outil pour affronter la crise liée à la Covid-19 et pour augmenter la résilience des États membres en vue de futures crises éventuelles.

B.2.2. Le champ d'application couvre des domaines d'action d'importance européenne, structurés en six piliers, dont « la transition verte » et « les politiques pour la prochaine génération, les enfants et les jeunes, telles que l'éducation et les compétences » (article 3 du règlement (UE) 2021/241).

B.2.3. Par le règlement (UE) 2021/241, les États membres ont été invités à présenter à la Commission européenne des plans nationaux pour la reprise et la résilience contenant leurs programmes nationaux de réforme et d'investissement.

En cas d'acceptation de son plan national, l'État membre reçoit une contribution financière pour la mise en œuvre de celui-ci.

B.2.4. Le plan national belge a été validé par la Commission européenne et approuvé par le Conseil de l'Union européenne. Il s'accompagne d'une contribution financière d'un montant de 5,9 milliards d'euros.

Les travaux préparatoires du décret attaqué mentionnent que « la Communauté française a prévu d'affecter une part significative, estimée à 230 769 231 €, de l'enveloppe qui lui est octroyée par l'Union européenne pour un large plan d'investissement dans les bâtiments scolaires » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, p. 4).

B.3. Le décret attaqué organise la répartition, entre les trois réseaux d'enseignement, à savoir le réseau d'enseignement de la Communauté française, le réseau d'enseignement officiel subventionné et le réseau d'enseignement libre subventionné, des fonds européens pour la partie « bâtiments scolaires » du plan national pour la reprise et la résilience.

Par « bâtiments scolaires » au sens du décret attaqué, il faut entendre « tout bâtiment scolaire de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, de l'enseignement supérieur hors université, de l'enseignement de promotion sociale, ou bâtiment hébergeant des centres psycho-médico-sociaux ou des internats et homes d'accueil de l'enseignement fondamental, secondaire et du supérieur, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française » (article 1<sup>er</sup>, 9, du décret attaqué).

B.4.1. Conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret attaqué, le Gouvernement publie un appel à projets de travaux à destination de l'ensemble des pouvoirs organisateurs, en vue d'octroyer le montant du plan de reprise et de résilience affecté aux bâtiments scolaires. Cet appel est formalisé dans une circulaire du Gouvernement de la Communauté française.

B.4.2. Le 1<sup>er</sup> octobre 2021, la Communauté française a publié une circulaire n° 8291, intitulée « bâtiments scolaires : procédure d'octroi de financements et subventions exceptionnels dans le cadre du plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience (PRR) européen ».

Cette circulaire définit la procédure à suivre par les pouvoirs organisateurs désireux de soumettre un dossier de demande de subvention dans le cadre du plan de reprise et de résilience.

B.4.3. En vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, du décret attaqué, les dossiers de candidatures complets doivent être introduits dans les trois mois à dater de la publication de la circulaire. Le délai imparti aux pouvoirs organisateurs pour déposer une demande de subventionnement a donc expiré le 31 décembre 2021.

B.5.1. La répartition du subventionnement européen se fait selon une clé de répartition qui est fixée, en son principe, par le décret attaqué, mais qui est définitivement arrêtée par le Gouvernement de la Communauté française en fonction des dossiers retenus.

L'article 5, § 2, du décret attaqué définit la clé de répartition théorique comme suit :

« La répartition du montant visé au § 1<sup>er</sup> s'effectue entre les bénéficiaires moyennant le respect cumulativement :

a) des modalités et conditions fixées aux articles 6 à 17 du présent décret;

b) de la clé de répartition théorique du montant visé au § 1<sup>er</sup> définie comme suit :

1. 41,15 pour cent pour les investissements consentis au bénéfice des bâtiments scolaires dont la Communauté française à la charge de propriétaire ou de copropriétaire;

2. 34,12 pour cent pour financer les travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;

3. 24,73 pour cent pour financer les travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné ».

B.5.2. Les montants qui résultent de la clé de répartition constituent des enveloppes - une pour chaque réseau d'enseignement - qui peuvent évoluer à la hausse ou à la baisse, avec une diminution maximale de 15 % (article 6 du décret attaqué).

B.6.1. Les projets introduits par les pouvoirs organisateurs font l'objet d'une vérification quant à leur éligibilité au financement.

L'article 4 du décret attaqué fixe les conditions d'éligibilité des projets comme suit :

« Sont éligibles dans le cadre de l'appel visé à l'article 3, les projets répondant aux conditions cumulatives suivantes :

1. viser des bâtiments scolaires;

2. le bâtiment scolaire visé est la propriété du demandeur ou ce dernier dispose d'un droit réel propre ou l'a cédé à une société publique ou patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires, lui permettant d'en disposer et est affecté à un usage scolaire au moins pour une durée de 30 ans à dater de l'octroi de l'accord ferme de financement;

3. le demandeur s'engage à organiser la publicité prévue à l'article 34 du Règlement (UE) 2021/241;

4. la 'publication' ou la consultation en vue du marché de travaux des prestations concernées est postérieure au 1<sup>er</sup> février 2020;

5. le dossier ne peut être clôturé à la date de remise des projets. La clôture du dossier est fixée à la réception provisoire de celui-ci;

6. la réception provisoire accordée des travaux concernés par le financement exceptionnel doit intervenir au plus tard à la fin du second trimestre 2026;

7. les travaux réalisés répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu de l'article 2 du décret du 5 février 1990;

8. les travaux réalisés répondent aux conditions particulières relatives à chaque typologie de travaux définies aux articles 14 à 17 du présent décret;

9. ni les travaux de rénovation, ni les activités réalisées dans l'infrastructure visée ne peuvent causer de préjudice environnemental important au sens de l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852;

10. les demandeurs s'engagent à répondre à toute demande provenant de la Communauté française, de la Commission européenne ou de tout organe de contrôle entrant dans l'application du plan de relance et de résilience visé par le Règlement (UE) 2021/241, et ce en vue de permettre le contrôle de l'utilisation des interventions financières perçues et le rapportage des informations nécessaires à l'attention de la Commission ».

B.6.2. Les projets éligibles sont ensuite classés en quatre « *pools* de travaux », entre lesquels un ordre de priorité décroissant est établi.

Le premier *pool* regroupe les travaux de « démolitions/reconstructions de bâtiments existants », le deuxième *pool* vise les « rénovations moyennes *a minima* », le troisième *pool* concerne les « rénovations légères » et le quatrième *pool* regroupe « les interventions ponctuelles » (article 7 du décret attaqué).

B.7.1. Le décret attaqué instaure également un système de transfert de moyens entre les trois enveloppes, aussi appelé « mécanisme de vases communicants » ou « mécanisme de ponction », dans les limites des 15 % de diminution maximale d'une enveloppe.

Ce mécanisme permet de réallouer aux autres enveloppes les moyens éventuellement rendus disponibles à la suite de l'abandon ou de l'exclusion de certains dossiers (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, p. 12).

B.7.2. Les transferts ne peuvent toutefois être réalisés qu'après affectation de l'ensemble des projets dans un *pool* déterminé au sein d'une enveloppe et dans le respect de l'ordre de priorité des *pools* (article 8 du décret attaqué).

B.7.3. Le mécanisme de transfert de moyens entre enveloppes est défini à l'article 9 du décret, qui dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Au sein d'un même *pool* de travaux, et avant d'examiner un *pool* moins prioritaire, chaque enveloppe peut se réalimenter en ponctionnant dans les autres enveloppes pour autant que cette première présente des moyens insuffisants pour couvrir l'ensemble des dossiers émergeant au *pool* donné, et que l'une ou plusieurs autres enveloppes présentent un solde positif après attribution de ce même *pool*.

§ 2. Si deux enveloppes présentent un solde négatif après l'affectation d'un *pool* donné, la ponction effectuée sur la dernière enveloppe se fera, s'il échet, au prorata de la répartition théorique initiale. A l'inverse, si une seule enveloppe présente un solde négatif, la ponction sur les deux autres enveloppes se fait également au prorata de la répartition théorique initiale.

§ 3. Si chaque enveloppe présente un solde positif après l'affectation d'un *pool*, la priorisation passe au *pool* suivant en reprenant pour ce *pool*, le solde de chaque enveloppe.

§ 4. Si une enveloppe présente un solde négatif à l'attribution d'un *pool* donné et qu'aucune ponction n'est possible au sein d'une des autres enveloppes, les dossiers affectés à ce *pool* sont priorisés, s'il échet, au sein de celui-ci pour cette enveloppe selon les critères de priorisation et de cotation définis aux articles 12 [lire : 13] à 17 du présent décret ».

B.7.4. Les travaux préparatoires indiquent :

« L'article 9, § 2, prévoit la ponction de deux enveloppes sur la troisième ou d'une seule enveloppe dans les deux autres. Pour la compréhension de ce paragraphe, l'exemple suivant peut-être donné :

Si les enveloppes A et B manquent de moyens et que l'enveloppe C présente un solde disponible mais qui n'est pas suffisant pour couvrir les besoins de A et B, alors le solde disponible de C est réparti entre les deux autres enveloppes au prorata de ce que A et B aurait théoriquement comme pourcentage de l'enveloppe de départ si elles n'avaient été que deux au départ. Le même principe s'applique dans le cas inverse d'une seule enveloppe positive et de deux enveloppes négatives » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, p. 13).

B.7.5. En vertu de l'article 10 du décret attaqué, si un groupe de bénéficiaires émergeant à l'une des enveloppes ne présente pas suffisamment de dossiers pour consommer 85 % de son enveloppe, la totalité du solde laissé disponible pourra être réallouée aux autres enveloppes, selon le même mécanisme que celui qui est décrit aux articles 6 à 9.

B.7.6. Enfin, le mécanisme de vases communicants instauré à l'article 9 du décret attaqué ne s'applique pas entre les deux premiers *pools* de travaux : « démolitions/reconstructions de bâtiments existants » et « rénovations moyennes *a minima* » (article 11 du décret attaqué).

B.8. Pour chaque *pool* de travaux, les articles 14 à 17 du décret attaqué définissent la typologie des travaux, les critères d'éligibilité et les critères de priorisation.

Les critères de priorisation, qui sont pondérés et divisés en sous-critères dans les annexes 1 à 4 du décret attaqué, permettent de classer les dossiers appartenant à un *pool* déterminé en cas d'insuffisance de crédits au sein d'une même enveloppe après application des ponctions éventuelles.

B.9. En vertu de l'article 18 du décret attaqué, c'est le Gouvernement de la Communauté française qui arrête la répartition définitive des enveloppes ainsi que la liste des dossiers retenus, selon les modalités fixées aux articles 6 à 17 et 19 du décret attaqué.

B.10.1. L'article 19 du décret attaqué limite l'intervention financière accordée aux bénéficiaires pour les projets émergeant à l'une des trois enveloppes.

B.10.2. Ainsi, le taux de financement maximal pour les investissements directs sur les bâtiments dont la Communauté française a la charge de propriété ou de copropriété est de 82,5 % du montant total de l'investissement, le solde devant être financé par crédit ou capital propre.

B.10.3. Pour les projets portant sur des bâtiments scolaires du réseau officiel subventionné, les taux de financement maximum sont de (i) 60 % du montant total de l'investissement pour les dossiers émergeant aux *pools* « démolitions/reconstructions de bâtiments existants » et « rénovations moyennes *a minima* », (ii) 50 % du montant total de l'investissement pour les dossiers émergeant au *pool* « rénovations légères », et (iii) 35 % du montant total de l'investissement pour les dossiers émergeant au *pool* « interventions ponctuelles ».

B.10.4. Pour les projets portant sur des bâtiments scolaires du réseau d'enseignement libre subventionné, les taux de financement maximal sont de 65 % du montant total de l'investissement pour les dossiers visant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire et les centres psycho-médico-sociaux, et de 35 % du montant total de l'investissement pour les dossiers visant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur non universitaire. Par ailleurs, pour ces projets, l'intervention financière est plafonnée à deux millions d'euros par projet.

*Quant au fond*

*En ce qui concerne le premier moyen*

B.11. Les parties requérantes prennent un premier moyen de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 3, 4, 5, 16, 17, 18, 19, 22 et les annexes V et VI du règlement (UE) 2021/241.

*Premier grief*

B.12. Le premier grief porte sur la clé de répartition théorique des subventionnements, fixée à l'article 5, § 2, du décret attaqué. Cette clé, qui est moins avantageuse pour le réseau libre subventionné que pour les autres réseaux d'enseignement, entraînerait une répartition inéquitable des fonds européens et serait dès lors discriminatoire.

B.13. L'article 5, § 2, détermine la clé de répartition théorique des subventionnements comme suit :

- 41,15 % du montant prévu pour les bâtiments scolaires dans le cadre du plan de reprise et de résilience européen, majoré de 10 % et augmenté des montants nécessaires pour prendre en charge la taxe sur la valeur ajoutée, sont affectés aux investissements dans les bâtiments scolaires dont la Communauté française a la charge de propriété ou de copropriété;

- 34,12 % du même montant global servent au financement des travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné; et

- 24,73 % du même montant global sont prévus pour le financement des travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné.

B.14. Comme il est dit en B.5.2, cette clé de répartition est susceptible d'évoluer à la hausse ou à la baisse, avec une diminution maximale de 15 % . Elle sera définitivement arrêtée par le Gouvernement de la Communauté française sur la base des dossiers retenus.

B.15. Le contrôle de la Cour porte sur la constitutionnalité de l'article 5, § 2, du décret attaqué. Dans ce cadre, il ne lui appartient pas de se prononcer sur l'opportunité du choix du législateur décréteur de privilégier une clé de répartition par rapport à une autre.

B.16. Sans être contredites à ce propos par le Gouvernement de la Communauté française, les parties requérantes font valoir que le réseau d'enseignement de la Communauté française scolarise 15 % des élèves, tandis que le réseau libre subventionné scolarise 50 % de la population scolaire. Quant au réseau officiel subventionné, il scolarise 35 % des élèves.

B.17.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine : les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination sont applicables à l'égard de tous les droits et de toutes les libertés.

B.17.2. L'article 24, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution dispose que l'enseignement est libre. Cette liberté d'enseignement suppose que les pouvoirs organisateurs qui ne relèvent pas directement de la communauté puissent, sous certaines conditions, prétendre à des subventions à charge de celle-ci. Le droit aux subventions est limité, d'une part, par la possibilité pour la communauté de lier celles-ci à des exigences tenant à l'intérêt général, entre autres celles d'un enseignement de qualité et du respect de normes de population scolaire, et, d'autre part, par la nécessité de répartir les moyens financiers disponibles entre les diverses missions de la communauté.

L'article 24, § 4, de la Constitution énonce, dans le domaine de l'enseignement, le principe d'égalité et de non-discrimination qui se déduit des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.17.3. Bien que l'égalité de traitement des établissements d'enseignement constitue le principe, l'article 24, § 4, de la Constitution n'exclut pas un traitement différencié de ces établissements, à la condition que celui-ci soit fondé sur des différences objectives, « notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur ». Les travaux préparatoires de la révision constitutionnelle du 15 juillet 1988 mentionnent à cet égard la possibilité de tenir compte des obligations spécifiques qui incombent aux écoles de la communauté, du régime de propriété des constructions scolaires, ou encore de la faculté pour certains pouvoirs organisateurs ou établissements de compléter le financement octroyé par la communauté par des fonds publics ou privés (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1988, n° 100-1/1, pp. 5-7). Pour justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, une différence de traitement entre les établissements d'enseignement des réseaux d'enseignement, il ne suffit cependant pas d'indiquer l'existence de différences objectives entre ces établissements. Il doit encore être démontré qu'à l'égard de la matière réglée, la distinction alléguée est pertinente pour justifier raisonnablement une différence de traitement. Par ailleurs, le principe d'égalité en matière d'enseignement ne saurait être dissocié des autres garanties contenues dans l'article 24 de la Constitution, en particulier de la liberté d'enseignement et du droit à l'enseignement.

B.18.1. Dans les travaux préparatoires, le choix de la clé de répartition est justifié comme suit :

« La répartition de l'enveloppe entre ces trois types de bénéficiaires a été opérée en respectant les répartitions de financements déjà existants dans les budgets de la Communauté française sur la période allant de l'année 2016 à l'année 2020. Cela afin de tenir compte d'une moyenne et d'éviter ainsi les effets de dotations exceptionnelles qui fausseraient la répartition. Par ailleurs, suite aux réunions de concertations avec les fédérations de pouvoirs organisateurs, plusieurs éléments tels que les dotations exceptionnelles octroyées au bénéfice des bâtiments dont la Communauté française à la charge de propriétaire ont été déduites du calcul ainsi que les budgets alloués aux paiements de loyers. La répartition tient également compte du régime de propriété auquel sont soumis les bâtiments scolaires qui bénéficient du financement mis en place par le présent projet de décret.

Ainsi, les bâtiments scolaires dont la charge de propriétaire relève d'un pouvoir public bénéficient d'une part plus importante des financements de cette politique au vu du caractère public du patrimoine et donc du maintien de l'investissement consenti dans le domaine public.

Plus particulièrement, les bâtiments scolaires dont la Communauté française supporte elle-même la charge de propriétaire, ne peuvent bénéficier par ailleurs d'autres financements, hors subventions. En outre, la responsabilité de la Communauté française sur ces bâtiments est également plus grande, puisqu'elle doit en assumer toutes les normes et obligations, notamment d'entretien. Les bâtiments scolaires dont la Communauté française supporte la charge de propriétaire bénéficient donc d'une part plus importante des moyens.

Bien que l'article 61 du décret du 7 février 2019 dispose que la propriété des biens meubles et immeubles de la Communauté française, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences de pouvoir organisateur est transférée, sans indemnité, à WBE, il importe de souligner qu'à ce stade, le Gouvernement n'a pas encore arrêté la liste des biens immeubles concernés ainsi que les conditions et les modalités du transfert de propriété. Aussi, la Communauté française demeure la seule propriétaire à ce jour pour bénéficier du financement lié au présent dispositif.

Les bâtiments relevant d'un propriétaire privé bénéficient d'une part moins importante des moyens dévolus à cette politique au vu du fait que les sources de financement pour ces infrastructures peuvent être autres et que l'investissement consenti reste toujours du domaine privé.

La clé de répartition des moyens financiers entre les bâtiments scolaires des différents réseaux se fonde sur le régime de propriété de ces bâtiments et ce eu égard à la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle.

A cet égard, rappelons que la Cour constitutionnelle a, dans sa jurisprudence, validé les différences de traitement à condition que celles-ci soient fondées sur des caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur ' lesquels constituent une ' différence objective ' qui justifie ' un traitement approprié '.

Ainsi, le régime de propriété des bâtiments scolaires, propriété privée ou propriété de personnes de droit public a été admis par la Cour comme constituant une différence objective admissible pour fonder un traitement différencié.

Plus particulièrement, dans ses arrêts n° 38/91 et n° 27/92, la Cour constitutionnelle a validé les différences en matière de financement des bâtiments scolaires et de subventions de fonctionnement.

Dans son arrêt n° 109/2014 du 17 juillet 2014, la Cour confirme sa jurisprudence en la matière et rappelle ce qui suit :

*' B.8. Par son arrêt n° 27/92 du 2 avril 1992, la Cour a jugé que la différence de traitement qui en découle était justifiée : " 5.B.2. Le régime de propriété auquel sont soumis les bâtiments scolaires varie selon le pouvoir organisateur qui en est propriétaire. En effet, dans l'enseignement subventionné libre, ils appartiennent à des personnes morales de droit privé tandis que, dans l'enseignement communautaire, ils appartiennent à une personne morale de droit public, l'ARGO, qui est strictement contrôlée par la Communauté. Ces caractéristiques, propres à chacune des deux catégories de pouvoirs organisateurs, constituent une ' différence objective ' justifiant un ' traitement approprié ', non seulement pour l'octroi de crédits d'investissement, mais également en ce qui concerne l'octroi de crédits pour l'entretien des bâtiments à charge du propriétaire; en effet, les deux types de crédits, le premier en raison de son affectation à l'acquisition de la propriété d'immeubles, le second en raison de son affectation à la préservation de la valeur d'immeubles dont le pouvoir organisateur est propriétaire, sont transformés en une création de valeur immobilière ". '*

La différence induite par le régime de propriété porte sur plusieurs aspects de la gestion de l'infrastructure.

Tout d'abord, la responsabilité civile et pénale de propriétaire qui est d'une part supportée par la Communauté elle-même ou par un autre pouvoir public et d'autre part par une personnalité juridique privée.

Aussi, les propriétés dépendant de personnalité juridique privée bénéficient logiquement d'apport financier de ce propriétaire, et il est donc admissible que l'apport public soit de moindre importance.

De surcroît, l'impératif pour les pouvoirs publics de maintenir un enseignement sur l'ensemble du territoire quel que soit le taux de remplissage de ses établissements, ou des moyens dont ils disposent, constitue une obligation complémentaire. En effet, les pouvoirs publics sont dans l'obligation de maintenir un enseignement partout où la demande est présente et il n'est donc pas envisageable que leurs infrastructures soient source de fermeture d'établissement, sans quoi ils se verraient pris en défaut de remplir cette obligation.

En outre, tenant compte de la priorité fixée par le plan de relance et de résilience portant sur la transition climatique et plus précisément, dans le cadre d'infrastructure, sur les économies d'énergie, il y a lieu de prendre en considération les réalités infrastructurelles des bâtiments scolaires et leurs besoins dans ce cadre.

En effet, les bâtiments et leurs types de construction justifient également qu'un traitement différencié y soit apporté. Le parc immobilier scolaire public étant proportionnellement composé d'un plus grand nombre de bâtiments préfabriqués, qui sont particulièrement problématiques sur le plan écologique mais également en termes d'hygiène et de sécurité. Par conséquent, il est opportun d'y apporter une réponse plus conséquente afin d'impacter plus considérablement la transition énergétique du parc scolaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, la différenciation du financement des infrastructures scolaires se justifie » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, pp. 5-8).



B.18.2. Il ressort de ces extraits des travaux préparatoires que le législateur décretaal a fixé la clé de répartition contestée sur la base d'une répartition de financements des bâtiments scolaires existante dans les budgets de la Communauté française de l'année 2016 à l'année 2020. Le législateur décretaal a toutefois neutralisé des éléments qui fausseraient la moyenne de ces financements, comme des dotations exceptionnelles ou des montants destinés au paiement de loyers.

B.18.3. Il en ressort également que le législateur décretaal s'appuie principalement sur trois éléments pour justifier la différence de traitement créée par la clé de répartition entre les réseaux d'enseignement. Il s'agit, premièrement, du régime de propriété différent des bâtiments scolaires du réseau d'enseignement libre par rapport à celui des bâtiments scolaires des réseaux publics, deuxièmement, des nécessités de rénovation différentes de ces mêmes bâtiments et, troisièmement, de l'obligation à charge des seuls pouvoirs publics de maintenir une offre d'enseignement en permanence et sur tout le territoire.

Concernant le régime de propriété en particulier, les travaux préparatoires précisent que les bâtiments scolaires publics bénéficient d'une part plus importante de financement (i) afin que l'investissement soit maintenu dans le domaine public, (ii) en raison de l'absence de sources de financement extérieures et (iii) en raison d'une responsabilité plus grande de la Communauté française pour assumer toutes les obligations et normes, notamment celles d'entretien.

B.19. En ce qui concerne, premièrement, le régime de propriété, la Cour a jugé, par son arrêt n° 38/91 du 5 décembre 1991 :

« B.3.9. Le régime de propriété auquel sont soumis les bâtiments scolaires varie selon le pouvoir organisateur qui en est propriétaire. En effet, dans l'enseignement subventionné libre, ils sont la propriété de personnes privées tandis que dans l'enseignement subventionné officiel, ils appartiennent à des personnes de droit public. Ces caractéristiques, propres à deux catégories de pouvoirs organisateurs, constituent une 'différence objective' pouvant justifier un 'traitement approprié' ».

B.20.1. La création d'une valeur immobilière grâce à un subside public peut justifier une différence de traitement entre les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, d'une part, et le réseau d'enseignement de la Communauté française, d'autre part, lorsqu'il s'agit de répartir des subventions destinées à des investissements immobiliers.

B.20.2. En l'espèce, il y a toutefois lieu de tenir compte de ce que l'article 4, 2°, du décret attaqué impose que le bâtiment scolaire pour lequel le subventionnement est demandé soit affecté à un usage scolaire pour une durée de 30 ans au moins à partir de l'octroi de l'accord ferme de subventionnement. L'article 24, § 2, du décret attaqué prévoit, quant à lui, qu'en cas de non-respect de cette obligation, la subvention perçue doit être remboursée au prorata du nombre d'années restantes entre l'année de l'accord ferme de subvention et l'année du terme de 30 ans.

B.20.3. L'obligation du maintien du bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention à un usage scolaire pendant une durée de 30 ans minimum et le mécanisme de sanction qui l'accompagne garantissent que la plus-value immobilière créée grâce au décret attaqué en faveur d'entités privées qui mettent des bâtiments scolaires à disposition de pouvoirs organisateurs ne profite réellement pendant cette durée qu'aux usagers du service public de l'enseignement.

Cette circonstance rend moins pertinente la distinction fondée sur le régime de propriété des bâtiments scolaires invoquée pour justifier la clé de répartition contestée.

B.20.4. Il en résulte que l'objectif du législateur décretaal de maintenir l'investissement consenti dans le domaine public, s'il est légitime, ne suffit pas en l'espèce à justifier la clé de répartition contestée.

B.21.1. Il est possible que des pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné bénéficient d'un soutien financier externe grâce aux propriétaires privés des bâtiments scolaires qu'ils occupent.

B.21.2. L'existence d'un tel support financier externe peut être un élément pertinent pour évaluer les besoins financiers d'un pouvoir organisateur qui souhaite rénover le bâtiment scolaire qu'il occupe.

B.21.3. Toutefois, ce critère ne peut être appliqué de manière indifférenciée à tous les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, c'est-à-dire tant à ceux qui bénéficient d'un tel financement extérieur qu'à ceux, en témoigne l'état de dégradation dans lequel se trouvent les bâtiments scolaires qu'ils occupent, qui n'en bénéficient pas.

B.21.4. Le critère du soutien financier externe, en ce qu'il est appliqué indistinctement à tous les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, ne permet pas de justifier la clé de répartition contestée.

B.22.1. Enfin, la Communauté française assume les charges, dont les obligations d'entretien, liées aux bâtiments scolaires dont elle est propriétaire ou copropriétaire.

B.22.2. Elle reste par ailleurs tenue par des obligations relatives aux bâtiments scolaires qu'elle a transférés à des Sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires (article 4, § 2, alinéa 4, du décret de la Communauté française du 5 juillet 1993 « portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics »; article 5, § 2, alinéa 4, du décret de la Région wallonne du 7 juillet 1993 « portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics »). À l'égard de ces bâtiments, la Communauté française assume également les missions prévues par le décret du 5 février 1990 « relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté », selon des modalités convenues entre le Gouvernement et chacune des sociétés (article 5 du décret de la Communauté française du 5 juillet 1993 précité; article 6 du décret de la Région wallonne du 7 juillet 1993 précité).

B.22.3. Conformément à l'article 61 du décret spécial du 7 février 2019 « portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française », la propriété des bâtiments scolaires de la Communauté française est transférée à WBE sans indemnité.

En vertu de l'article 62 du décret spécial du 7 février 2019, WBE succède aux droits et obligations de la Communauté française en ce qui concerne les bâtiments scolaires affectés au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française.

B.22.4. Le transfert de la propriété des bâtiments scolaires de la Communauté française n'a pas encore eu lieu, de sorte que la Communauté française reste tenue par des charges liées à la propriété ou copropriété des bâtiments scolaires affectés au réseau d'enseignement de la Communauté française, sans possibilité pour elle de disposer de ressources de financement extérieures.

B.22.5. Il existe dès lors encore, sur ce point, une différence objective entre le réseau d'enseignement de la Communauté française et le réseau libre subventionné.

Celle-ci ne permet toutefois pas de justifier la différence importante créée par la clé, contestée, de répartition des subventionnements.

B.23.1. Deuxièmement, l'obligation d'assurer en permanence et sur tout le territoire une offre d'enseignement suffisamment large incombe à la Communauté française, en raison de sa qualité de service public au sens organique.

Cette obligation découle des articles 1.7.3.-1, § 1<sup>er</sup> et 1.7.3.-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire de la Communauté française, qui disposent :

« Art. 1.7.3.-1. § 1<sup>er</sup>. Des écoles fondamentales et secondaires sont créées par la Communauté française, là où le besoin s'en fait sentir ».

« Art. 1.7.3.-2. Le droit des parents de choisir le genre d'éducation de leurs enfants implique la possibilité de disposer à une distance raisonnable d'une école correspondant à leur choix.

Pour respecter le libre choix des parents, la Communauté française est tenue, après avoir consulté le conseil général concerné :

1° à la demande de parents qui désirent un enseignement non confessionnel et ne trouvent pas à une distance raisonnable soit une école officielle, soit une école libre de caractère non confessionnel :

- a) soit d'ouvrir une école organisée par la Communauté française;
- b) soit d'intervenir dans les frais de transport vers une telle école;
- c) soit d'admettre aux subventions une école libre non confessionnelle existante;

2° à la demande de parents qui désirent un enseignement confessionnel et ne trouvent pas à une distance raisonnable une école confessionnelle :

- a) soit d'admettre aux subventions une école libre confessionnelle existante;
- b) soit d'intervenir dans les frais de transport vers une telle école.

Le Gouvernement fixe le nombre de parents nécessaires pour que la Communauté française doive assumer les obligations prévues au présent article. Il détermine de même ce qu'il faut entendre par distance raisonnable.

[...] ».

B.23.2. Cette différence entre le réseau d'enseignement de la Communauté française et le réseau libre subventionné est atténuée par la circonstance que la Communauté doit aussi assurer le libre choix des parents, de sorte que les écoles du réseau libre subventionné doivent également être suffisamment présentes sur le territoire de la Communauté française. De surcroît, cette différence n'est pas pertinente pour la répartition d'un subventionnement dont le but est de permettre la reconstruction et la rénovation des bâtiments scolaires déjà construits.

B.24.1. Troisièmement, le Gouvernement de la Communauté française s'appuie sur une étude portant sur l'état du parc immobilier des différents réseaux d'enseignement pour affirmer qu'en raison d'une présence plus importante de bâtiments préfabriqués au sein du réseau d'enseignement de la Communauté française, celui-ci peut prétendre à une part de subventionnement plus importante.

B.24.2. Il ressort de cette étude que « le réseau libre confessionnel, qui représente la majorité des PO existants, a participé à hauteur de 46 % . C'est le réseau libre non-confessionnel qui a le moins participé avec 1 PO sur 4 » (p. 10) et que « les PO non-participants concernent principalement le réseau libre confessionnel (54 %) et encore davantage les PO du libre non-confessionnel (74 %) » (p. 13). WBE, qui est l'unique pouvoir organisateur pour le réseau d'enseignement de la Communauté française, a participé à l'enquête pour le réseau d'enseignement de la Communauté française.

Il ressort également de l'étude que le parc immobilier du réseau d'enseignement de la Communauté française est composé de 26,87 % de bâtiments préfabriqués de type « pavillon ».

B.24.3. Le type et l'état des bâtiments scolaires susceptibles de donner lieu à l'octroi d'une subvention sont pertinents pour fonder une distinction en matière de financement de la reconstruction ou de la rénovation de bâtiments scolaires. Il est en effet raisonnablement justifié de réserver une plus large part de financement aux établissements qui occupent des bâtiments préfabriqués, en ce que ceux-ci peuvent être particulièrement problématiques sur le plan écologique et en termes d'hygiène et de sécurité. À cet égard, il y a lieu de tenir compte de ce que les fonds européens alloués à la Communauté française sur la base du règlement (UE) 2021/241 le sont au titre de la « facilité pour la reprise et la résilience », dont le champ d'application recouvre, en vertu de l'article 3 du règlement, la transition verte et les politiques pour la prochaine génération, les enfants et les jeunes, telles que l'éducation et les compétences.

Cependant, le seul fait que le parc immobilier du réseau d'enseignement de la Communauté française serait, en comparaison avec le parc immobilier des autres réseaux d'enseignement, constitué de davantage de pavillons préfabriqués - à le supposer établi - ne permet pas de justifier l'octroi à ce réseau d'enseignement d'une enveloppe globale proportionnellement plus importante, sans qu'il soit tenu compte des besoins effectifs des pouvoirs organisateurs, indépendamment de leur appartenance à un réseau.

B.24.4. Dans son avis portant sur l'avant-projet de décret qui est devenu le décret attaqué, la section de législation du Conseil d'État a d'ailleurs rappelé sa jurisprudence constante selon laquelle :

« le principe d'égalité serait mieux assuré si les crédits étaient attribués aux établissements scolaires exclusivement en fonction des nécessités et indépendamment de leur appartenance à un réseau » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, p. 61).

B.25. Quatrièmement, il ressort du mémoire en réplique du Gouvernement de la Communauté française qu'il existe une différence objective entre les réseaux d'enseignement, dès lors que les subsides alloués sur la base du décret attaqué en faveur des bâtiments affectés à l'enseignement du réseau libre subventionné ou du réseau officiel subventionné constituent, au niveau comptable, une dépense pour la Communauté française qui réduit son résultat comptable annuel.

Cette différence est inhérente au fait que la Communauté française est une autorité publique investie de la compétence en matière d'enseignement et, à ce titre, chargée de la distribution des fonds alloués sur la base du décret attaqué aux différents pouvoirs organisateurs concernés.

Cette différence ne justifie donc pas la clé de répartition contestée.

B.26.1. Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que la clé de répartition fixée dans l'article 5, § 2, du décret attaqué n'est pas raisonnablement justifiée.

Le caractère disproportionné de la clé de répartition est accentué par le fait que la Communauté française a réservé 41,15 % des subventions accordées sur la base du décret attaqué au réseau d'enseignement qui scolarise 15 % de la population scolaire en Communauté française.

B.26.2. Le grief est fondé.

*Deuxième grief*

B.27.1 Le deuxième grief porte sur l'article 19 du décret attaqué, qui fixe des taux de financement différents par réseau d'enseignement pour les projets d'investissement dans les bâtiments scolaires.

Ainsi, les projets relatifs aux bâtiments scolaires dont la Communauté française est propriétaire ou copropriétaire peuvent bénéficier d'une subvention à concurrence de 82,5 %, sans plafond, alors que le subventionnement pour les bâtiments scolaires du réseau libre subventionné est limité à 65 % (pour l'enseignement obligatoire et les centres psychomédicosociaux) et à 35 % (pour l'enseignement supérieur) du montant total de l'investissement, avec un plafond de deux millions d'euros.

B.27.2. Si le taux de financement n'a pas d'incidence sur l'ampleur de l'enveloppe budgétaire ou sur sa répartition entre les différents réseaux d'enseignement, il reste que la différence de traitement est créée au détriment des pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné et doit à ce titre être objectivement et raisonnablement justifiée au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

En effet, la fixation d'un taux de financement inférieur pour les projets liés à des bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné crée un désavantage pour les pouvoirs organisateurs de ce réseau. D'une part, il ne peut être exclu que certains d'entre eux n'ont pas été en mesure de déposer des projets susceptibles de bénéficier des fonds européens destinés à la relance, à défaut de disposer de fonds propres suffisants ou de pouvoir contracter des emprunts pour compléter le financement accordé sur la base du décret attaqué. D'autre part, l'article 20 du décret attaqué prévoit certes que les intérêts de ces emprunts sont pris en charge par le Fonds de garantie des bâtiments scolaires visé au chapitre IV du décret de la Communauté française du 5 février 1990 « relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française », mais il n'en reste pas moins qu'un taux de financement plus faible nécessite soit de dégager une part de fonds propres plus importante soit de recourir à un emprunt, dont à tout le moins le capital doit être remboursé par le pouvoir organisateur.

B.28.1. Le commentaire de l'article 19 indique :

« [...] »

Les taux sont fixés de manière différente pour chaque enveloppe et ce afin de tenir compte des réalités et capacités financières propres de l'ensemble des bénéficiaires.

En effet, les capacités de financement ne sont pas les mêmes pour tous les types de pouvoirs organisateurs et il a donc été convenu avec l'ensemble des Fédérations de pouvoirs organisateurs et Wallonie-Bruxelles enseignement, de fixer des taux d'intervention en fonction de leurs priorités et réalités propres.

[...] » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, p. 14).

B.28.2. En invoquant les « capacités de financement » différentes et les « priorités et réalités propres » des pouvoirs organisateurs des trois réseaux d'enseignement, le législateur décretaal fait principalement allusion aux sources de financement externes dont peuvent bénéficier des pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné.

B.29.1. Or, comme il est dit en B.21.3, le critère de l'existence d'un support financier externe ne peut être appliqué de manière indifférenciée à tous les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, dont les fonds propres et les capacités financières pour contracter des emprunts peuvent être différents les uns des autres.

B.29.2. Enfin, le fait qu'en vertu de l'article 20 du décret attaqué, le solde de l'investissement non couvert par le décret attaqué pour les projets des réseaux d'enseignement subventionné peut bénéficier d'une garantie d'emprunt du Fonds de garantie des bâtiments scolaires, qui, en outre, prend en charge la totalité des intérêts de l'emprunt, ne permet pas de compenser la disproportion entre les taux de financement prévus à l'article 19 du décret attaqué.

B.30. En revanche, s'il s'agit de tenir compte des besoins réels des différents établissements pour déterminer les taux de financement des projets, ce qui constitue, comme il est dit en B.24.3, un critère pertinent au regard de l'objectif de la transition verte et de celui de mener des politiques pour la prochaine génération, une différenciation par enveloppe et donc par réseau n'est pas, en tant que telle, pertinente.

B.31.1. Il résulte de ce qui précède que la différence entre les taux de financement des projets des réseaux d'enseignement de la Communauté française et du réseau libre subventionné n'est pas objectivement et raisonnablement justifiée.

B.31.2. Le grief est fondé.

*Troisième grief*

B.32.1. Les parties requérantes soutiennent que le décret attaqué fait naître un conflit d'intérêts dans le chef du Gouvernement de la Communauté française, en ce qu'il lui confère la compétence de sélectionner les projets à subventionner pour les trois réseaux d'enseignement, alors que la Communauté française est le pouvoir organisateur d'un de ces trois réseaux.

B.32.2. En vertu de l'article 18 du décret attaqué, le Gouvernement de la Communauté française arrête la répartition définitive des enveloppes entre les trois réseaux d'enseignement, ainsi que la liste des dossiers retenus parmi les dossiers introduits par les pouvoirs organisateurs, selon les modalités fixées aux articles 6 à 17 et 19 du décret attaqué.

B.33. Il résulte de l'ensemble du décret attaqué qu'après réception des demandes de subventionnement, l'administration de la Communauté française vérifie si les demandes de subventionnement introduites par les pouvoirs organisateurs répondent aux conditions d'éligibilité fixées à l'article 4 du décret attaqué. Ensuite, les projets éligibles sont affectés à un des quatre *pools* de travaux, compte tenu de la définition des travaux et des critères d'éligibilité spécifiques du *pool*. S'il apparaît que les crédits revenant à un réseau d'enseignement sont insuffisants pour couvrir tous les projets afférents à un *pool* déterminé, l'administration met en œuvre le mécanisme de « vases communicants », visé aux articles 8 à 12 du décret attaqué, entre les *pools* C « rénovations légères » et D « interventions ponctuelles ». Si, ensuite, ce mécanisme n'a pas permis de financer tous les projets au sein d'un *pool*, l'administration procède à la priorisation des dossiers sur la base de critères pondérés qui sont fixés dans le décret attaqué et ses annexes (articles 14 à 17 du décret attaqué). La clé de répartition finale des enveloppes des trois réseaux d'enseignement est fixée après transferts éventuels de montants entre enveloppes et priorisation des dossiers (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, p. 14).

B.34.1. Le décret attaqué traite de la même manière les pouvoirs organisateurs du réseau de l'enseignement organisé par la Communauté française, ceux du réseau de l'enseignement officiel subventionné et ceux de l'enseignement libre subventionné, en ce que les projets qu'ils ont introduits sont examinés par les services de la Communauté française.

B.34.2. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Ce principe s'oppose, par ailleurs, à ce que soient traités de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure critiquée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.35. Les travaux préparatoires mentionnent :

« Enfin, l'appel à projet prévu par le présent décret est géré par la Direction générale des Infrastructures et plus particulièrement par le Service général des Infrastructures Scolaires Subventionnées. A cet égard, dans son avis du 11 août 2021 n° 63.693/2, le Conseil d'Etat indique que l'Administration étant chargée d'analyser les appels à projets et de proposer au Gouvernement la répartition définitive des enveloppes, le principe d'égalité et de non-discrimination serait mieux réservé si la proposition dont question émanait d'un organe distinct de l'Administration. Cette remarque est en lien avec le fait que les bâtiments du réseau officiel organisé sont toujours propriété de la Communauté française.

Cette observation du Conseil d'Etat appelle les remarques suivantes. Il importe tout d'abord de rappeler que l'Administration et ses agents sont tenus par une obligation de neutralité et de respect des prescrits légaux. Un manque d'impartialité de l'Administration dans le cadre de la gestion de l'appel précité serait donc par nature contraire à ses obligations. De plus, les critères de priorisation ne s'appliquent pas de manière inter-réseaux. Par conséquent, les dossiers relatifs aux propriétés de la Communauté française ne sont donc pas comparés sur base de ces critères aux dossiers relatifs à un autre réseau. Seuls les critères d'éligibilité servant au classement par POOL s'appliquent de manière inter-réseau. Ces derniers étant basés sur les règlements européens, une interprétation divergente d'un réseau à l'autre engendrerait des pénalités de la part de la Commission européenne lors de la demande de remboursement » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, pp. 8-9).

B.36.1. La compétence du Gouvernement de la Communauté française pour examiner et sélectionner les projets des pouvoirs organisateurs postulant l'octroi d'une subvention, y compris des projets qui concernent le réseau d'enseignement de la Communauté française, n'a pas pour effet de faire naître d'office un conflit d'intérêts dans le chef de ce Gouvernement.

Le Gouvernement de la Communauté française et son administration sont en effet tenus par le principe d'impartialité.

B.36.2. Une autorité administrative doit respecter les principes de bonne administration, en ce compris le principe d'impartialité, dans la mesure où le permettent la nature propre et la structure particulière de l'administration.

B.36.3. C'est au juge compétent qu'il appartient, le cas échéant, de vérifier que le Gouvernement de la Communauté française et son administration ont correctement appliqué ce principe lors de la mise en œuvre du décret attaqué.

B.37. Le grief n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le deuxième moyen*

B.38. Les parties requérantes prennent un deuxième moyen de la violation des articles 10, 11, 16, 23 et 24 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 22 et les annexes V et VI du règlement (UE) 2021/241, en ce que l'article 26 du décret attaqué oblige les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, qui organisent un enseignement fondamental ou secondaire, à céder ou à faire céder à une société de gestion patrimoniale, constituée sous la forme d'une ASBL, gratuitement, pour 30 ans au moins, la propriété ou le droit réel portant sur le bâtiment scolaire qui bénéficie d'une subvention supérieure à 383 805 euros indexés.

B.39. L'article 26 du décret attaqué dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier d'une subvention, supérieure à 383 805 euros indexés à l'indice général des prix à la consommation de janvier 2021, dans le cadre du présent dispositif, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné, à l'exception des pouvoirs organisateurs organisant un établissement d'enseignement supérieur, doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel des bâtiments scolaires qui vont bénéficier du présent dispositif à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'ASBL, commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne, et ce pour une durée de 30 ans minimum à dater de l'octroi de la subvention.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial. La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent dispositif est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés.

§ 2. Lorsque des dispositions légales relevant de l'autorité fédérale ou décrétales relevant de l'autorité régionale interdisent au propriétaire visé au § 1<sup>er</sup>, du présent article, de céder certains des biens visés ou soumet cette aliénation à autorisation des pouvoirs publics, et qu'en outre il s'avère impossible d'obtenir modification des dispositions légales ou décrétales susdites ou autorisation des pouvoirs publics, le Gouvernement peut, sur proposition de la société patrimoniale concernée, autoriser l'intervention du présent dispositif, moyennant conclusion d'un bail emphytéotique de la plus longue durée légalement autorisée avec la société patrimoniale ».

B.40.1. L'article 16 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

L'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

B.40.2. L'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme ayant une portée analogue à celle de l'article 16 de la Constitution, les garanties qu'il contient forment un ensemble indissociable avec celles qui sont inscrites dans cette disposition constitutionnelle, de sorte que la Cour en tient compte lors de son contrôle des dispositions attaquées.



B.40.3. L'article 1<sup>er</sup> du Protocole précité offre une protection non seulement contre l'expropriation ou la privation de propriété (premier alinéa, seconde phrase), mais également contre toute ingérence dans le droit au respect des biens (premier alinéa, première phrase) et contre toute réglementation de l'usage des biens (second alinéa).

B.41.1. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

B.41.2. Les parties requérantes n'exposent pas en quoi la disposition attaquée violerait l'article 23 de la Constitution. Le deuxième moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition.

B.42. L'article 26 du décret attaqué oblige uniquement les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné qui désirent obtenir une subvention supérieure à 383 805 euros indexés, à l'exception de ceux qui organisent un établissement de l'enseignement supérieur, à céder ou à faire céder le droit réel portant sur le bâtiment scolaire pour lequel la subvention est sollicitée, à une société de gestion patrimoniale, constituée sous la forme d'une ASBL, commune aux propriétaires d'écoles du même réseau d'enseignement. La cession se fait sans contrepartie et est réalisée pour une durée de 30 ans minimum à partir de l'octroi de la subvention.

B.43. La disposition attaquée fait naître deux différences de traitement.

Elle crée tout d'abord une différence de traitement entre les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, d'une part, et les pouvoirs organisateurs des autres réseaux d'enseignement, d'autre part. Elle crée ensuite une différence de traitement entre les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, selon qu'ils organisent ou non un établissement d'enseignement supérieur, étant entendu que le décret attaqué ne s'applique pas à l'enseignement universitaire (article 2 du décret attaqué).

Concrètement, tandis que les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné qui organisent un enseignement autre que supérieur doivent céder ou faire céder à une société de gestion patrimoniale, propre au réseau libre, le droit réel portant sur les bâtiments scolaires qu'ils occupent, pour obtenir une subvention supérieure à 383 805 euros indexés sur la base du décret attaqué, les pouvoirs organisateurs des autres réseaux d'enseignement, ainsi que les pouvoirs organisateurs du réseau libre qui organisent un enseignement supérieur non universitaire ne doivent pas céder le droit réel portant sur les bâtiments scolaires pour lesquels ils sollicitent une subvention supérieure à 383 805 euros indexés.

B.44. Les critères de distinction, à savoir l'appartenance du pouvoir organisateur à un réseau d'enseignement déterminé et le fait, pour le pouvoir organisateur, d'organiser ou non un enseignement supérieur sont objectifs.

B.45.1. À propos de l'article 26 du décret attaqué, les travaux préparatoires indiquent :

« Pour les pouvoirs organisateurs issus du réseau libre, il est prévu que les bâtiments bénéficiant de l'intervention subventionnée par la Communauté française et dépassant un certain montant, soient versés dans une société patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires, au sein de laquelle est désigné un commissaire du Gouvernement.

Cette mesure est proportionnée au regard du but poursuivi.

Ce mécanisme déjà existant dans le programme prioritaire de travaux, vise à offrir à la Communauté française la garantie d'une vue via les Commissaires du Gouvernement sur la gestion des bâtiments concernés et de leur maintien à une affectation scolaire. Sans ce mécanisme, la Communauté n'a aucune vue sur la gestion des bâtiments faisant l'objet de travaux qu'elle finance partiellement et ne peut s'assurer de leur bon entretien et de leur bonne utilisation.

La circonstance que l'une des conditions d'éligibilité à la subvention est d'affecter le bâtiment à l'usage scolaire pour une durée de 30 ans ne rend pas la mesure commentée disproportionnée ou inutile. Premièrement, elle permet de contrôler le respect de la condition de subventionnement. Deuxièmement, elle permet de s'assurer de la bonne gestion et utilisation des bâtiments scolaires, qui est indépendante de la condition relative à l'affectation. Enfin, elle ne s'impose qu'aux pouvoirs organisateurs qui font le choix de bénéficier de subventions importantes et qui acceptent, partant, de se soumettre à ce régime qui n'a d'autre but que de s'assurer de la bonne gestion des bâtiments dans lesquels des investissements sont faits sur financement de la Communauté française.

Au vu des missions des Commissaires déjà existantes auprès des établissements d'enseignement supérieur, ceux-ci ne sont pas concernés par le présent mécanisme. Il s'agit de la raison pour laquelle le mécanisme s'applique aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire, dans lesquels aucun Commissaire n'est désigné, mais pas aux pouvoirs organisateurs d'un établissement d'enseignement supérieur.

Les établissements de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement organisé par la Communauté française ne sont pas soumis à ce mécanisme. La Communauté contrôle la gestion des bâtiments dont elle est propriétaire. Les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné sont quant à eux des autorités publiques, dont les décisions sont publiées et soumises au régime de la transparence administrative. Il n'est donc pas nécessaire de leur imposer le mécanisme commenté afin d'avoir une vue sur la gestion des bâtiments concernés et leur affectation scolaire » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 277/1, p. 16).

B.45.2. Il en ressort qu'en instaurant le mécanisme de cession de droits réels contesté, le législateur décréta l'adoption de deux objectifs.

Il a voulu instaurer un contrôle, d'une part, de la gestion des bâtiments scolaires du réseau libre subventionné qui ont bénéficié d'une subvention importante et, d'autre part, du maintien à une affectation scolaire des mêmes bâtiments scolaires, par l'intermédiaire des commissaires du gouvernement qui siègent au sein des sociétés patrimoniales d'administration des bâtiments scolaires du réseau d'enseignement libre subventionné auxquelles ces bâtiments scolaires sont cédés.

B.46.1. Toutefois, contrairement à ce qu'indiquent les travaux préparatoires, la mission des commissaires du gouvernement qui siègent au sein des sociétés de gestion patrimoniale du réseau d'enseignement libre subventionné est limitée au contrôle de l'affectation à un usage scolaire des bâtiments scolaires cédés à la société. En effet, l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret attaqué définit la mission des commissaires comme suit :

« Celui-ci [lire : Le Commissaire du Gouvernement] a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent dispositif est soumise à son accord ».

Par ailleurs, en vertu de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du même décret, le commissaire du gouvernement « dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés ».

Le contrôle exercé par les commissaires ne porte donc pas sur la gestion globale des bâtiments scolaires dont le droit réel a été transféré à des sociétés de gestion patrimoniale de l'enseignement libre subventionné.

B.46.2. Il s'ensuit que le mécanisme contesté n'est pas pertinent pour atteindre le but qui consiste à instaurer un contrôle sur toute la gestion des bâtiments scolaires.

En revanche, ce même mécanisme est pertinent pour permettre à la Communauté française de contrôler le maintien à un usage scolaire des bâtiments scolaires du réseau libre subventionné qui ont bénéficié d'une subvention supérieure à 383 805 euros indexés.

B.47.1. La Cour doit encore déterminer si, au regard de ce dernier objectif, le mécanisme contesté est proportionné.

B.47.2. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.45.1. que ni la Communauté française ni les pouvoirs organisateurs relevant de l'enseignement officiel subventionné, à savoir les communes et les provinces, ne sont soumis au mécanisme contenu dans l'article 26 du décret attaqué, étant donné que la Communauté française peut contrôler elle-même « la gestion » des bâtiments dont elle est propriétaire et que les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné sont des autorités publiques soumises au régime de la publicité administrative.

B.47.3. Les décisions des communes et des provinces organisant un enseignement sur le territoire de la région de langue française de la Région wallonne ou en Région de Bruxelles-Capitale sont effectivement soumises à différentes exigences de publicité et de transparence.

Il peut être admis que cette réglementation, bien que conçue dans l'intérêt des administrés, puisse servir à la Communauté française pour accéder à toute décision d'une commune ou d'une province relative à l'affectation à un usage scolaire des bâtiments de l'enseignement officiel subventionné qui auraient bénéficié d'une subvention supérieure à 383 805 euros indexés, sur la base du décret attaqué.

B.47.4. Par ailleurs, la Communauté française peut contrôler l'affectation à un usage scolaire des bâtiments scolaires qui sont affectés à l'enseignement qu'elle organise.

B.47.5. Il est donc raisonnablement justifié que la mesure contestée ne s'applique ni à la Communauté française ni aux pouvoirs organisateurs du réseau officiel subventionné.

B.48.1. Ensuite, il ressort des travaux préparatoires cités en B.45.1 que les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné qui organisent un enseignement supérieur autre qu'universitaire ne sont pas visés par la mesure de cession d'un droit réel contestée, parce qu'ils sont déjà soumis à un contrôle exercé par des commissaires ou délégués du Gouvernement.

B.48.2. En effet, les dispositifs de contrôle instaurés notamment par le décret de la Communauté française du 9 septembre 1996 « relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » et par le décret de la Communauté française du 20 décembre 2001 « fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) » comportent des mécanismes de contrôle pouvant être mis en œuvre par des commissaires ou des délégués du Gouvernement sur les pouvoirs organisateurs et les autorités des hautes écoles et écoles supérieures des arts en Communauté française. Ceux-ci exercent un contrôle de légalité sur les décisions prises par les pouvoirs organisateurs ou par les autorités de ces écoles, avec la possibilité d'introduire un recours auprès du Gouvernement de la Communauté française. Les commissaires et les délégués du Gouvernement font par ailleurs rapport au Gouvernement de la Communauté française sur le fonctionnement de chaque établissement d'enseignement supérieur.

B.48.3. Il peut être admis que le contrôle exercé par les commissaires et les délégués du Gouvernement sur les hautes écoles et les écoles supérieures des arts implique un contrôle du maintien à un usage scolaire des bâtiments scolaires concernés.

Il est donc raisonnablement justifié de ne pas appliquer le mécanisme contenu dans l'article 26 du décret attaqué aux pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné organisant un enseignement supérieur autre qu'universitaire.

B.49.1. La Cour doit encore examiner si la mesure contestée, en ce qu'elle ne s'applique qu'aux seuls pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné qui organisent un enseignement autre que supérieur, produit des effets disproportionnés pour ces pouvoirs organisateurs, eu égard à l'objectif qu'elle poursuit.

B.49.2. La disposition attaquée impose une cession de droit réel pour une durée de 30 ans minimum pour pouvoir bénéficier d'une subvention supérieure à 383 805 euros indexés, et ce quelle que soit la valeur du bâtiment dont les pouvoirs organisateurs se dessaisissent. La cession est réalisée sans contrepartie, en vertu de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret attaqué.

B.49.3.1. Au vu de ces différents éléments, la disposition attaquée constitue une ingérence d'une certaine gravité dans le droit au respect des biens des propriétaires des bâtiments scolaires pour lesquels un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné sollicite une subvention supérieure à 383 805 euros indexés.

B.49.3.2. Une telle ingérence doit réaliser un juste équilibre entre les impératifs de l'intérêt général et ceux de la protection du droit au respect des biens. Il faut qu'existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but poursuivi.

B.49.4. L'octroi d'une subvention à une personne privée, même si celle-ci est investie d'un service public fonctionnel, implique un contrôle de la part de l'autorité publique quant à la bonne affectation des sommes allouées.

B.49.5. La Communauté française, en tant qu'autorité publique chargée de distribuer des subventionnements européens alloués pour le volet « bâtiments scolaires » du plan belge pour la reprise et la résilience, doit pouvoir s'assurer que ces subventions servent au but d'intérêt général pour lequel elles ont été versées.

B.49.6. L'article 24, § 2, du décret attaqué dispose :

« En cas de non maintien à usage scolaire durant la durée minimale de 30 ans prévue à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du bâtiment ayant bénéficié de la subvention, le pouvoir organisateur rembourse la subvention perçue au prorata du nombre d'année restantes entre l'année de l'accord ferme de subvention et l'année du terme du délai de 30 ans ».

L'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret attaqué dispose :

« Sont éligibles dans le cadre de l'appel visé à l'article 3, les projets répondant aux conditions cumulatives suivantes :

[...]

2. le bâtiment scolaire visé est la propriété du demandeur ou ce dernier dispose d'un droit réel propre ou l'a cédé à une société publique ou patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires, lui permettant d'en disposer et est affecté à un usage scolaire au moins pour une durée de 30 ans à dater de l'octroi de l'accord ferme de financement ».

Ces articles 4, 2<sup>o</sup>, et 24, § 2, du décret attaqué subordonnent l'octroi et le maintien des subventions au respect, par les pouvoirs organisateurs et par les propriétaires des bâtiments scolaires concernés, quel que soit le réseau d'enseignement auquel ils appartiennent, de la condition selon laquelle les bâtiments scolaires qui ont bénéficié de subventionnements sur la base du décret attaqué doivent être affectés à un usage scolaire pendant une durée minimale de 30 ans à dater de l'octroi de l'accord ferme de financement.

B.49.7. Afin de permettre à la Communauté française de contrôler de manière effective le respect de cette condition d'éligibilité, il n'est pas manifestement disproportionné de soumettre les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné qui organisent un enseignement autre que supérieur au mécanisme contenu dans l'article 26 du décret attaqué.

Il y a lieu d'abord d'observer que la cession s'opère au profit d'une société de gestion patrimoniale « commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère ».

Un tel mécanisme est au demeurant déjà prévu dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret de la Communauté française du 16 novembre 2007 « relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit; des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française ».

B.49.8. Par ailleurs, le mécanisme de cession contesté ne s'applique que lorsqu'un pouvoir organisateur du réseau libre subventionné souhaite obtenir une subvention importante, c'est-à-dire une subvention supérieure à 383 805 euros indexés.

B.49.9. En outre, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la décision d'un pouvoir organisateur du réseau libre subventionné de céder le droit réel portant sur un bâtiment scolaire à une société de gestion patrimoniale en application de la disposition attaquée ne peut pas faire l'objet d'un droit de veto de la Communauté française, dès lors que ce pouvoir organisateur a contracté un emprunt garanti par le Fonds de garantie des bâtiments scolaires visé au chapitre IV du décret de la Communauté française du 5 février 1990 « relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française ». En juger autrement reviendrait à supposer que la Communauté française commet un abus de pouvoir.

B.49.10. La disposition attaquée doit être interprétée en ce sens que le droit réel cédé doit revenir au titulaire du droit réel initial, à l'expiration du délai prévu par le décret, sauf convention contraire conclue à ce moment-là.

B.49.11. Enfin, contrairement à ce qu'indiquent les parties requérantes, les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné qui ne sont pas propriétaires des bâtiments scolaires qu'ils occupent ne sont pas privés de la possibilité d'obtenir, sur la base du décret attaqué, des subventions supérieures à 383 805 euros indexés. En effet, le mécanisme de cession contesté n'empêche pas les propriétaires de ces bâtiments de céder le droit réel portant sur ces immeubles à une société de gestion patrimoniale pour que le pouvoir organisateur qui les occupe puisse solliciter une subvention supérieure à 383 805 euros indexés.

Cette opération peut certes impliquer une nouvelle organisation ou une nouvelle construction juridique en vue de la gestion des bâtiments scolaires mis à la disposition de certains pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné, par exemple la liquidation des associations dont le seul but statuaire est de détenir des bâtiments scolaires pour les mettre à la disposition de pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné. Elle n'empêche toutefois pas les pouvoirs organisateurs de dispenser librement leur enseignement, ni de bénéficier des subventions européennes allouées sur la base du décret.

B.49.12. En conséquence, la mesure contenue dans l'article 26 du décret attaqué n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi.

B.50. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le troisième moyen*

B.51. Les parties requérantes prennent un troisième moyen de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 12 et 22 du règlement (UE) 2021/241, en ce que les articles 3 et 30 du décret attaqué obligent les pouvoirs organisateurs à déposer leur demande de subvention, qui doit comprendre toutes les informations énoncées dans le décret, pour le 31 décembre 2021 au plus tard, sous peine d'irrecevabilité.

B.52.1. Le Gouvernement de la Communauté française excipe de l'irrecevabilité du moyen en ce que la date butoir du 31 décembre 2021 n'est pas indiquée dans le décret attaqué, mais résulte de la publication, le 1<sup>er</sup> octobre 2021, de la circulaire du Gouvernement de la Communauté française n° 8291 précitée.

B.52.2. Si la date du 31 décembre 2021 n'est effectivement pas inscrite dans le décret attaqué mais dans la circulaire, le principe selon lequel le délai dans lequel les dossiers de candidatures complets doivent être déposés auprès de la Communauté française est de trois mois à dater de l'envoi de la circulaire, se trouve inscrit à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, du décret attaqué.

Par ailleurs, le décret attaqué, qui date du 30 septembre 2021, n'a été publié que le 21 octobre 2021 au *Moniteur belge*, bien qu'il déploie ses effets avec effet rétroactif depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2021 en vertu de l'article 30 du décret attaqué. La circulaire, quant à elle, date du 1<sup>er</sup> octobre 2021, date qui marque le point de départ du délai de trois mois contesté.

Les parties requérantes ont donc pu comprendre dès le 1<sup>er</sup> octobre 2021 qu'elles avaient jusqu'au 31 décembre 2021 pour déposer un dossier de candidature complet.

B.52.3. Contrairement à ce qu'affirme le Gouvernement de la Communauté française, les parties requérantes critiquent bel et bien le délai réduit qui leur a été imparti pour déposer un dossier de candidature complet, en vertu de l'article 3, combiné à l'article 30 du décret attaqué. Elles estiment que ce délai est discriminatoire pour les pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné.

En conséquence, le moyen est recevable.

B.52.4. L'exception est rejetée.

B.53. Le délai de trois mois pour déposer un dossier de candidature complet a été identique pour tous les pouvoirs organisateurs des trois réseaux d'enseignement.

B.54.1. Les contraintes temporelles imposées au niveau européen par le règlement (UE) 2021/241 et par la décision d'exécution du Conseil de l'Union européenne n° 10161/21, justifient suffisamment que le délai ait été fixé à trois mois.

B.54.2. Ensuite, à supposer même que l'administration de la Communauté française, en ce qu'elle est l'auteure de la circulaire n° 8291, ait pu préparer les dossiers de candidature pour les bâtiments scolaires de la Communauté française avant le 1<sup>er</sup> octobre 2021, le délai de trois mois, bien que court, a néanmoins pu permettre aux pouvoirs organisateurs de tous les réseaux d'enseignement de déposer un dossier de candidature complet.

Le fait que la plupart des parties requérantes aient été en mesure d'introduire un dossier de candidature démontre qu'il n'a pas été impossible ou exagérément difficile d'introduire un dossier dans les délais.

B.54.3. Par conséquent, l'identité de traitement est objectivement et raisonnablement justifiée.

B.55. Le troisième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 5 et 19 du décret de la Communauté française du 30 septembre 2021 « relatif au plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et résilience européen »;

- sous réserve des interprétations mentionnées en B.49.9 et B.49.10, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 19 mai 2022.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux

Le président,  
P. Nihoul

## GRONDWETTELIJK HOF

[2022/203242]

## Uittreksel uit arrest nr. 70/2022 van 19 mei 2022

Rolnummer 7696

*In zake* : het beroep tot vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 september 2021 « betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht », ingesteld door de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters J.-P. Moerman, T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia en W. Verrijdt, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 december 2021 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 december 2021, is beroep tot vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 september 2021 « betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 oktober 2021) ingesteld door de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », de vzw « Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique », de vzw « Pouvoir organisateur du Centre d'Enseignement secondaire catholique à Habay-la-Neuve », de vzw « Ecole libre Saint-Martin », de vzw « Centre Scolaire de la Sainte-Union Kain », de vzw « Groupe Sainte-Véronique », de vzw « Collège Saint-Augustin », de vzw « Enseignement secondaire diocésain du Plateau de Herve », de vzw « Collège Notre-Dame », de vzw « Centre Scolaire du Sacré-Cœur », de vzw « Communauté éducative Sainte-Marie de Schaerbeek Saint-Josse », de vzw « Collège Notre-Dame de la Tombe », de vzw « Comité scolaire des Ecoles fondamentales libres subventionnées de Seneffe », de vzw « Ecole de Commerce - Institut Notre-Dame », de vzw « Ecoles primaires et gardiennes libres de Messancy-Differt », de vzw « Collège Matteo Ricci », de vzw « Institut Technique Supérieur Cardinal Mercier », de vzw « Ecole pratique des hautes études commerciales », de vzw « Institut Supérieur de Musique et Pédagogie », de vzw « Ecole catholique de la Paroisse Saint Médard à Anderlues », de vzw « Centre psycho-médico-social libre Tournai-Ath », de vzw « Pouvoir Organisateur des Ecoles d'Enseignement Spécialisé Sainte-Gertrude », de vzw « Association pour la Gestion des Bâtiments de l'Enseignement Catholique de Hannut et Environs », de vzw « Enseignement Catholique de Hannut », Pascal Dumont, Christophe Renier, Caroline Blaffart, Jonathan Trigaux, Marianne Criminisi en Cécile Fache, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Renders en Mr. E. Gonthier, advocaten bij de balie te Brussel.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderden de verzoekende partijen eveneens de schorsing van hetzelfde decreet. Bij het arrest nr. 32/2022 van 24 februari 2022, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 februari 2022, heeft het Hof de artikelen 5 en 19 van dat decreet geschorst.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van het bestreden decreet en de context ervan*

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 september 2021 « betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht » (hierna : decreet van 30 september 2021).

B.1.2. Het doel van het decreet bestaat erin, wat de Franse Gemeenschap betreft, het gedeelte « schoolgebouwen » van het « nationaal plan voor herstel en veerkracht » uit te voeren dat België aan de Europese Commissie heeft voorgelegd overeenkomstig artikel 18 van de verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 « tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit » (hierna : verordening (EU) 2021/241).

B.2.1. Bij de verordening (EU) 2021/241 wordt financiële steun toegekend aan de lidstaten via de « herstel- en veerkrachtfaciliteit », die is geconcipieerd als een instrument om het hoofd te bieden aan de COVID-19-crisis en om de veerkracht van de lidstaten te verhogen met het oog op eventuele toekomstige crisissen.

B.2.2. Het toepassingsgebied bestrijkt beleidsgebieden die van Europees belang zijn en die in zes pijlers zijn ondergebracht, waaronder « groene transitie » en « beleid voor de volgende generatie, kinderen en jongeren, zoals onderwijs en vaardigheden » (artikel 3 van de verordening (EU) 2021/241).

B.2.3. Bij de verordening (EU) 2021/241 werden de lidstaten verzocht om aan de Europese Commissie nationale plannen voor herstel en veerkracht voor te leggen, die hun nationale hervormings- en investeringsprogramma's bevatten.

Indien zijn nationale plan wordt aanvaard, ontvangt de lidstaat een financiële bijdrage voor de uitvoering ervan.

B.2.4. Het Belgische nationale plan werd geldig verklaard door de Europese Commissie en goedgekeurd door de Raad van de Europese Unie. Het gaat gepaard met een financiële bijdrage voor een bedrag van 5,9 miljard euro.

In de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet wordt vermeld dat « de Franse Gemeenschap erin heeft voorzien om een aanzienlijk deel, geraamd op 230 769 231 euro, van de enveloppe die haar door de Europese Unie wordt toegekend, te bestemmen voor een groot investeringsplan voor schoolgebouwen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, p. 4).

B.3. Het bestreden decreet regelt de verdeling tussen de drie onderwijsnetten, namelijk het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, het gesubsidieerde officiële onderwijsnet en het gesubsidieerde vrije onderwijsnet van de Europese middelen voor het gedeelte « schoolgebouwen » van het nationaal plan voor herstel en veerkracht.

Met « schoolgebouw » in de zin van het bestreden decreet, wordt bedoeld « elk schoolgebouw voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en secundair onderwijs voor sociale promotie, voor kunstonderwijs met beperkt leerplan, voor hoger onderwijs buiten de universiteiten, voor onderwijs voor sociale promotie, of een gebouw waarin psycho-medisch-sociale centra of internaten en opvangtehuizen voor gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, secundair onderwijs en hoger onderwijs zijn ondergebracht, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap » (artikel 1, 9, van het bestreden decreet).

B.4.1. Overeenkomstig artikel 3, § 1, van het bestreden decreet maakt de Regering een oproep tot het indienen van projecten voor alle inrichtende machten bekend met het oog op de toekenning van het bedrag waarin voor schoolgebouwen is voorzien in het plan voor herstel en veerkracht. Die oproep wordt geformaliseerd in een omzendbrief van de Franse Gemeenschapsregering.



B.4.2. Op 1 oktober 2021 heeft de Franse Gemeenschap een omzendbrief nr. 8291 bekendgemaakt, met als opschrift « bâtiments scolaires : procédure d'octroi de financements et subventions exceptionnels dans le cadre du plan d'investissement dans les bâtiments scolaires établi dans le cadre du plan de reprise et de résilience (PRR) européen » (schoolgebouwen : procedure tot toekenning van uitzonderlijke financieringen en subsidies in het kader van het investeringsplan voor schoolgebouwen dat is opgesteld in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht).

Die omzendbrief bepaalt de procedure die moet worden gevolgd door de inrichtende machten die een subsidieaanvraagdossier in het kader van het plan voor herstel en veerkracht wensen in te dienen.

B.4.3. Krachtens artikel 3, § 1, laatste lid, van het bestreden decreet dienen volledige aanvraagdossiers binnen drie maanden na de bekendmaking van de omzendbrief te worden ingediend. De termijn die aan de inrichtende machten is toegekend om een subsidiëringaanvraag in te dienen, is dus verstreken op 31 december 2021.

B.5.1. De Europese subsidiëring wordt verdeeld volgens een verdeelsleutel die, wat het beginsel ervan betreft, wordt vastgesteld bij het bestreden decreet, maar die definitief wordt bepaald door de Franse Gemeenschapsregering op grond van de in aanmerking genomen dossiers.

Bij artikel 5, § 2, van het bestreden decreet wordt de theoretische verdeelsleutel als volgt omschreven :

« De verdeling van het in § 1 bedoelde bedrag onder de rechthebbenden geschiedt met inachtneming van het geheel van de volgende voorwaarden :

a) de in de artikelen 6 tot en met 17 van dit decreet genoemde voorwaarden;

b) de theoretische verdeelsleutel voor het in § 1 bedoelde bedrag, die als volgt wordt gedefinieerd :

1. 41,15 procent voor investeringen in schoolgebouwen die eigendom of mede-eigendom zijn van de Franse Gemeenschap;

2. 34,12 procent voor de financiering van werken in verband met schoolgebouwen voor gesubsidieerd officieel onderwijs;

3. 24,73 procent voor de financiering van werken in verband met schoolgebouwen voor gesubsidieerd vrij onderwijs ».

B.5.2. De bedragen die voortvloeien uit de verdeelsleutel, vormen enveloppes - één voor elk onderwijsnet - die kunnen stijgen of dalen, met een maximumdaling van 15 % (artikel 6 van het bestreden decreet).

B.6.1. Van de door de inrichtende machten ingediende projecten wordt nagegaan of zij in aanmerking komen voor de financiering.

Bij artikel 4 van het bestreden decreet worden de voorwaarden voor het in aanmerking nemen van de projecten als volgt vastgesteld :

« Projecten die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen, komen in aanmerking voor de in artikel 3 bedoelde oproep tot het indienen van projecten indien :

1. zij gericht zijn op schoolgebouwen [;]

2. het betrokken schoolgebouw eigendom is van de aanvrager of deze heeft er een eigen zakelijk recht op of heeft het overgedragen aan een openbare of patrimoniale beheervennootschap van schoolgebouwen, waardoor deze [erover] kan beschikken, en is bestemd om gedurende ten minste 30 jaar vanaf de datum van de toekenning van de vaste financieringsovereenkomst voor schooldoelinden te worden gebruikt;

3. de aanvrager zich ertoe verbindt de in artikel 34 van Verordening (EU) nr. 2021/241 bedoelde bekendmaking te organiseren;

4. de ' bekendmaking ' of raadpleging voor het contract voor werken voor de betrokken diensten na 1 februari 2020 plaatsvindt;

5. het dossier niet kan worden afgesloten op de datum van indiening van de projecten. De afsluiting van het dossier wordt vastgesteld bij de voorlopige aanvaarding van het dossier;

6. de voorlopige oplevering van de werken waarop de uitzonderlijke financiering betrekking heeft, uiterlijk aan het einde van het tweede kwartaal van 2026 plaats moet vinden;

7. de uitgevoerde werken aan de materiële en financiële normen voldoen die zijn vastgesteld in artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990;

8. de uitgevoerde werken aan de specifieke voorwaarden voldoen die voor elk soort werk zijn vastgesteld in de artikelen 14 tot en met 17 van dit decreet;

9. noch de renovatiewerken noch de activiteiten die in de betrokken infrastructuur worden uitgevoerd, aanzienlijke milieuschade kunnen veroorzaken in de zin van artikel 17 van Verordening (EU) 2020/852;

10. de aanvragers zich ertoe verbinden in te gaan op elk verzoek van de Franse Gemeenschap, de Europese Commissie of elk controleorgaan dat betrokken is bij de toepassing van het plan voor herstel en veerkracht, als bedoeld in Verordening (EU) 2021/241, teneinde het gebruik van de ontvangen financiële steun te kunnen monitoren en de nodige informatie aan de Commissie te kunnen meedelen ».

B.6.2. De in aanmerking komende projecten worden vervolgens ingedeeld in vier « werkpools », volgens een vastgestelde dalende volgorde van prioriteit.

De eerste *pool* omvat werken inzake « sloop/verbouwing van bestaande gebouwen », de tweede *pool* heeft betrekking op « gemiddelde minimumrenovaties », de derde *pool* betreft « lichte renovaties » en de vierde *pool* omvat « eenmalige acties » (artikel 7 van het bestreden decreet).

B.7.1. Het bestreden decreet voert eveneens een systeem van overdracht van middelen tussen de drie enveloppes in, dat ook « mechanisme van communicerende vaten » of « inhoudingsmechanisme » wordt genoemd, binnen de perken van de 15 % maximumdaling van een enveloppe.

Dat mechanisme maakt het mogelijk om de middelen die eventueel beschikbaar zijn gemaakt ingevolge het afzien of het uitsluiten van bepaalde dossiers, opnieuw toe te wijzen aan de andere enveloppes (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, p. 12).

B.7.2. Overdrachten kunnen evenwel slechts plaatsvinden nadat alle projecten zijn toegewezen aan een bepaalde *pool* in een enveloppe en met inachtneming van de volgorde van prioriteit van de *pools* (artikel 8 van het bestreden decreet).

B.7.3. Het mechanisme van overdrachten van middelen tussen enveloppes wordt gedefinieerd in artikel 9 van het decreet, dat bepaalt :

« § 1. Binnen dezelfde werkpool, en voordat een pool met lagere prioriteit wordt onderzocht, kan elke enveloppe worden aangevuld door uit de andere enveloppen te putten, mits de eerste enveloppe onvoldoende middelen heeft om alle dossiers in de gegeven pool te bestrijken en een of meer van de andere enveloppen een positief saldo heeft na toewijzing aan dezelfde pool.

§ 2. Indien twee enveloppen na de verdeling van een bepaalde pool een negatief saldo vertonen, wordt, indien nodig, van de laatste enveloppe een bedrag afgetrokken dat evenredig is met de oorspronkelijke theoretische verdeling. Omgekeerd zullen, indien slechts één enveloppe een negatief saldo vertoont, de twee andere enveloppen eveneens worden afgetrokken in verhouding tot de oorspronkelijke theoretische toewijzing.

§ 3. Indien elke enveloppe een positief saldo heeft na de toewijzing van een pool, gaat de prioriteitsbepaling verder naar de volgende pool door het saldo van elke enveloppe voor die pool te nemen.

§ 4. Indien bij de toewijzing van een bepaalde pool een negatief saldo ontstaat en geen toewijzing binnen een van de andere pools mogelijk is, worden de aan deze pool toegewezen dossiers, indien nodig, binnen deze pool voor deze pool geprioriteerd volgens de in de artikelen 12 [lees : 13] tot en met 17 van dit decreet omschreven prioriterings- en indelingscriteria ».

B.7.4. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« Artikel 9, § 2, voorziet in het inhouden van twee enveloppes op de derde of van één enveloppe op de twee andere. Om die paragraaf te begrijpen, kan het volgende voorbeeld worden gegeven :

Indien de enveloppes A en B onvoldoende middelen hebben en enveloppe C een beschikbaar saldo vertoont dat evenwel niet volstaat om tegemoet te komen aan de behoeften van A en B, dan wordt het beschikbare saldo van C verdeeld tussen de twee andere enveloppes naar verhouding van hetgeen A en B in theorie als percentage van de vertrek-enveloppe zouden hebben indien er aanvankelijk maar twee enveloppes waren geweest. Hetzelfde beginsel geldt in het omgekeerde geval met één positieve enveloppe en twee negatieve enveloppes » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, p. 13).

B.7.5. Krachtens artikel 10 van het bestreden decreet zal, indien een groep begunstigden in een van de enveloppes niet voldoende dossiers indient om 85 procent van zijn enveloppe op te gebruiken, het volledige beschikbare saldo kunnen worden herverdeeld over de andere enveloppes, volgens hetzelfde mechanisme als dat wat is beschreven in de artikelen 6 tot en met 9.

B.7.6. Ten slotte is het bij artikel 9 van het bestreden decreet ingevoerde mechanisme van communicerende vaten niet van toepassing tussen de twee eerste *werkpools* : « sloop/verbouwing van bestaande gebouwen » en « gemiddelde minimumrenovatie » (artikel 11 van het bestreden decreet).

B.8. Voor elke *werkpool* bepalen de artikelen 14 tot 17 van het bestreden decreet de typologie van de werken, de criteria voor inaanmerkingneming en de criteria om de prioriteit te bepalen.

De criteria om de prioriteit te bepalen, die worden gewogen en ingedeeld in subcriteria in de bijlagen 1 tot 4 van het bestreden decreet, maken het mogelijk om de dossiers die tot een bepaalde *pool* behoren, te rangschikken in geval van ontoereikende kredieten binnen een zelfde enveloppe na toepassing van de eventuele inhoudingen.

B.9. Krachtens artikel 18 van het bestreden decreet is het de Franse Gemeenschapsregering die beslist over de definitieve verdeling van de enveloppes alsook over de lijst van de geselecteerde dossiers, volgens de nadere regels die zijn vastgesteld in de artikelen 6 tot 17 en 19 van het bestreden decreet.

B.10.1. Bij artikel 19 van het bestreden decreet wordt de financiële tegemoetkoming beperkt die wordt toegekend aan de begunstigden voor de projecten binnen een van de drie enveloppes.

B.10.2. Aldus bedraagt de maximale financieringsratio voor directe investeringen in gebouwen die eigendom of mede-eigendom zijn van de Franse Gemeenschap, 82,5 % van het totaalbedrag van de investering, waarbij het saldo moet worden gefinancierd door middel van krediet of eigen kapitaal.

B.10.3. Voor de projecten betreffende schoolgebouwen van het gesubsidieerde officiële net bedragen de maximale financieringsratio's (i) 60 % van het totaalbedrag van de investering voor dossiers in de *pools* « sloop/verbouwing van bestaande gebouwen » en « gemiddelde minimumrenovaties », (ii) 50 % van het totaalbedrag van de investering voor dossiers in de *pool* « lichte renovaties » en (iii) 35 % van het totaalbedrag van de investering voor dossiers in de *pool* « eenmalige acties ».

B.10.4. Voor de projecten betreffende schoolgebouwen van het gesubsidieerde vrije onderwijsnet bedragen de maximale financieringsratio's 65 % van het totaalbedrag van de investering voor dossiers waarbij de inrichtende machten van het leerplichtonderwijs en de psycho-medisch-sociale centra zijn betrokken, en 35 % van het totaalbedrag van de investering voor dossiers waarbij de inrichtende machten van het niet-universitair hoger onderwijs zijn betrokken. Daarenboven wordt de financiële tegemoetkoming, voor die projecten, bepaald op een minimumbedrag van twee miljoen euro per project.

*Ten gronde*

*Wat betreft het eerste middel*

B.11. De verzoekende partijen leiden een eerste middel af uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3, 4, 5, 16, 17, 18, 19 en 22 en met de bijlagen V en VI van de verordening (EU) 2021/241.

*Eerste grief*

B.12. De eerste grief heeft betrekking op de theoretische verdeelsleutel van de subsidiëringen, die is vastgesteld in artikel 5, § 2, van het bestreden decreet. Die sleutel, die minder voordelig is voor het gesubsidieerde vrije net dan voor de andere onderwijsnetten, zou een onbillijke verdeling van de Europese middelen met zich meebrengen en bijgevolg discriminerend zijn.

B.13. Bij artikel 5, § 2, wordt de theoretische verdeelsleutel van de subsidiëringen als volgt vastgesteld :

- 41,15 % van het bedrag dat is voorzien voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht, verhoogd met 10 % en vermeerderd met de bedragen die nodig zijn om de btw te dekken, wordt bestemd voor investeringen in schoolgebouwen die eigendom of mede-eigendom zijn van de Franse Gemeenschap;

- 34,12 % van hetzelfde globale bedrag dient voor de financiering van werken in verband met schoolgebouwen voor gesubsidieerd officieel onderwijs; en

- 24,73 % van hetzelfde globale bedrag is bedoeld voor de financiering van werken in verband met schoolgebouwen voor gesubsidieerd vrij onderwijs.

B.14. Zoals in B.5.2 is vermeld, kan die verdeelsleutel stijgen of dalen, met een maximumdaling van 15 % . Hij zal definitief worden vastgesteld door de Franse Gemeenschapsregering op basis van de in aanmerking genomen dossiers.

B.15. De toetsing van het Hof heeft betrekking op de grondwettigheid van artikel 5, § 2, van het bestreden decreet. In dat kader staat het niet aan het Hof zich uit te spreken over de opportuniteit van de keuze van de decreetgever om een verdeelsleutel te bevoorrechten ten opzichte van een andere.

B.16. Zonder dat de Franse Gemeenschapsregering hen op dat punt tegenspreekt, merken de verzoekende partijen op dat het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap onderwijs verstrekt aan 15 % van de leerlingen, terwijl het gesubsidieerde vrije net onderwijs verstrekt aan 50 % van de schoolbevolking. Het gesubsidieerde officiële net verstrekt onderwijs aan 35 % van de leerlingen.

B.17.1. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet hebben een algemene draagwijdte. Zij verbieden elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan : de grondwettelijke regels van de gelijkheid en van de niet-discriminatie zijn toepasselijk ten aanzien van alle rechten en alle vrijheden.

B.17.2. Artikel 24, § 1, van de Grondwet stelt dat het onderwijs vrij is. Die vrijheid van onderwijs veronderstelt dat de inrichtende machten die niet rechtstreeks van de gemeenschap afhangen, onder bepaalde voorwaarden aanspraak kunnen maken op subsidiëring vanwege de gemeenschap. Het recht op subsidiëring wordt beperkt, enerzijds, door de mogelijkheid voor de gemeenschap om de subsidies te verbinden aan vereisten die te maken hebben met het algemeen belang, onder andere die van een kwaliteitsonderwijs en de inachtneming van normen in verband met de schoolbevolking en, anderzijds, door de noodzaak om de beschikbare financiële middelen te verdelen onder de verschillende opdrachten van de gemeenschap.

Artikel 24, § 4, van de Grondwet vestigt, op het vlak van onderwijs, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie dat is afgeleid uit de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.17.3. Hoewel de gelijke behandeling van onderwijsinstellingen het basisbeginsel is, sluit artikel 24, § 4, van de Grondwet een verschil in behandeling van die instellingen niet uit, op voorwaarde dat dat gegrond is op objectieve verschillen, « waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht ». In de parlementaire voorbereiding van de grondwetsherziening van 15 juli 1988 wordt in dat verband de mogelijkheid vermeld om rekening te houden met de eigen verplichtingen die op de scholen van de gemeenschap rusten, met de eigendomsregeling van de schoolgebouwen, of nog met de mogelijkheid voor sommige inrichtende machten of instellingen om de door de gemeenschap toegekende financiering aan te vullen met openbare of private middelen (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1988, nr. 100-1/1<sup>o</sup>, pp. 5-7). Om ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie een verschil in behandeling tussen de onderwijsinstellingen van de onderwijsnetten te verantwoorden, is het evenwel niet voldoende te wijzen op het bestaan van objectieve verschillen tussen die instellingen. Bovendien moet worden aangetoond dat, ten aanzien van de geregelde aangelegenheid, het aangevoerde onderscheid relevant is om een verschil in behandeling redelijkerwijze te verantwoorden. Het gelijkheidsbeginsel inzake onderwijs kan overigens niet los worden gezien van de andere in artikel 24 van de Grondwet vervatte waarborgen, inzonderheid van de vrijheid van onderwijs en van het recht op onderwijs.

B.18.1. In de parlementaire voorbereiding wordt de keuze van de verdeelsleutel verantwoord als volgt :

« De enveloppe werd tussen die drie soorten van begunstigden verdeeld met inachtneming van de verdelingen van financieringen die reeds bestaan in de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor de periode van het jaar 2016 tot het jaar 2020. Zulks teneinde rekening te houden met een gemiddelde en om aldus de gevolgen te vermijden van uitzonderlijke dotaties die een vertekend beeld zouden geven van de verdeling. Daarenboven werden, ingevolge overlegvergaderingen met de federaties van inrichtende machten, verschillende elementen, zoals de uitzonderlijke dotaties die worden toegekend ten voordele van de gebouwen waarvan de Franse Gemeenschap de eigendomslast heeft, alsook de budgetten die worden toegekend voor het betalen van huurgelden, afgetrokken van de berekening. Bij de verdeling wordt eveneens rekening gehouden met de eigendomsregeling waaraan de schoolgebouwen zijn onderworpen die de bij het voorliggende ontwerpdecreet ingevoerde financiering genieten.

Aldus genieten de schoolgebouwen waarvan de eigendomslast bij een overheid ligt, een groter deel van de financieringen van dat beleid gezien het openbare karakter van het patrimonium en dus gezien het behoud van de gedane investering in het openbaar domein.

Meer in het bijzonder kunnen de schoolgebouwen waarvan de Franse Gemeenschap zelf de eigendomslast draagt, daarenboven geen andere financieringen, behalve subsidies, genieten. Bovendien is de verantwoordelijkheid van de Franse Gemeenschap voor die gebouwen eveneens groter, aangezien zij alle normen en verplichtingen ervan, met name inzake onderhoud, op zich moet nemen. De schoolgebouwen waarvan de Franse Gemeenschap de eigendomslast draagt, genieten dus een aanzienlijker deel van de middelen.

Hoewel artikel 61 van het [bijzonder] decreet van 7 februari 2019 bepaalt dat de eigendom van de roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap, zowel van het openbare als van het privé-domein, die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden als inrichtende macht, zonder vergoeding aan WBE wordt overgedragen, is het van belang te beklemtonen dat de Regering in dit stadium de lijst van de desbetreffende onroerende goederen, alsook de voorwaarden en de nadere regels voor de eigendomsoverdracht, nog niet heeft vastgesteld. Aldus blijft de Franse Gemeenschap thans de enige eigenaar om de financiering met betrekking tot de voorliggende bepalingen te genieten.

De gebouwen die onder een private eigenaar vallen, genieten een minder aanzienlijk deel van de voor dat beleid toegewezen middelen, gezien het feit dat de financieringsbronnen voor die infrastructures andere bronnen kunnen zijn en de gedane investering steeds tot het privé-domein blijft behoren.

De verdeelsleutel van de financiële middelen tussen de schoolgebouwen van de verschillende netten is gebaseerd op de eigendomsregeling van die gebouwen, en zulks gelet op de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof.

In dat verband dient in herinnering te worden gebracht dat het Grondwettelijk Hof, in zijn rechtspraak, de verschillen in behandeling geldig heeft verklaard op voorwaarde dat die zijn gebaseerd op ' eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht ', die een ' objectief verschil ' uitmaken dat ' een aangepaste behandeling ' verantwoordt.

Aldus werd de eigendomsregeling van schoolgebouwen, private eigendom of eigendom van publiekrechtelijke personen, door het Hof aanvaard als een objectief verschil dat toelaatbaar is om een gedifferentieerde behandeling te rechtvaardigen.

Meer in het bijzonder heeft het Grondwettelijk Hof, in zijn arresten nrs. 38/91 en 27/92, de verschillen inzake financiering van schoolgebouwen en werkingstoelagen geldig verklaard.

In zijn arrest nr. 109/2014 van 17 juli 2014 bevestigt het Hof zijn rechtspraak ter zake en herinnert het aan hetgeen volgt :

' B.8. Bij zijn arrest nr. 27/92 van 2 april 1992 heeft het Hof het daaruit voortvloeiende verschil in behandeling verantwoord bevonden. Het oordeelde : " 5.B.2. Het eigendomsstelsel waaraan schoolgebouwen zijn onderworpen varieert naargelang van de inrichtende macht die er eigenaar van is. Immers, in het vrij gesubsidieerd onderwijs zijn schoolgebouwen eigendom van privaatrechtelijke rechtspersonen, terwijl zij in het gemeenschapsonderwijs aan een publiekrechtelijke rechtspersoon, de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs, die onder strikte controle van de Gemeenschap staat, toebehoren. Die eigen karakteristieken van iedere van de twee categorieën van inrichtende machten leveren een ' objectief verschil ' op dat een ' aangepaste behandeling ' verantwoordt, niet alleen wat betreft de toekenning van investeringskredieten maar ook die van kredieten voor het eigenaarsonderhoud, die beide in immobilienwaarde worden omgezet, de eerstgenoemde door ze te benutten voor de eigendomsverwerving van onroerend goed, de laatstgenoemde door ze aan te wenden voor de instandhouding van de waarde van onroerend goed waarvan de inrichtende macht eigenaar is. " '.

Het door de eigendomsregeling veroorzaakte verschil betreft verscheidene aspecten van het beheer van de infrastructuur.

Allereerst de burgerlijke en strafrechtelijke eigenaarsaansprakelijkheid die, enerzijds, door de Gemeenschap zelf of door een andere overheid wordt gedragen en, anderzijds, door een private rechtspersoonlijkheid.

De eigendommen die onder de private rechtspersoonlijkheid vallen, genieten logischerwijs dan ook een financiële inbreng van die eigenaar, en het is dus aanvaardbaar dat de overheidsinbreng geringer is.

Daarenboven vormt de dwingende vereiste voor de overheid om onderwijs op het gehele grondgebied te handhaven, ongeacht de bezettingsgraad van haar instellingen of de middelen waarover zij beschikt, een aanvullende verplichting. De overheid is immers verplicht om overal waar vraag ernaar is, onderwijs te handhaven, en het is dus niet denkbaar dat haar infrastructuren aanleiding geven tot het sluiten van een instelling, zo niet zou zij in gebreke worden gesteld voor het niet nakomen van die verplichting.

Bovendien, rekening houdend met de prioriteit die is vastgelegd in het plan voor herstel en veerkracht met betrekking tot de klimaattransitie en meer bepaald, in het kader van infrastructuur, met betrekking tot energiebesparing, dient rekening te worden gehouden met de infrastructurele realiteit van de schoolgebouwen en hun noden in dat kader.

De gebouwen en de soorten constructies ervan verantwoord worden immers ook dat een gedifferentieerde behandeling erop wordt toegepast. Het openbare schoolgebouwenpark omvat verhoudingsgewijs een groter aantal geprefabriceerde gebouwen, die bijzonder problematisch zijn op ecologisch vlak maar ook in termen van hygiëne en veiligheid. Bijgevolg is het opportuun om een consequenter antwoord daarop te bieden teneinde een grotere impact te hebben op de energietransitie van het scholenpark.

Om al die redenen is de differentiatie van de financiering van de schoolinfrastructuren verantwoord » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, pp. 5-8).

B.18.2. Uit die uittreksels uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de decreetgever de betwiste verdeelsleutel heeft vastgesteld op basis van een bestaande verdeling van financieringen van schoolgebouwen in de begrotingen van de Franse Gemeenschap van de jaren 2016 tot 2020. De decreetgever heeft elementen die een vertekend beeld zouden geven van het gemiddelde van die financieringen, zoals uitzonderlijke dotaties of bedragen die zijn bestemd voor het betalen van huurgelden, evenwel geneutraliseerd.

B.18.3. Daaruit blijkt eveneens dat de decreetgever zich hoofdzakelijk baseert op drie elementen om het door de verdeelsleutel in het leven geroepen verschil in behandeling tussen de onderwijsnetten te verantwoorden. Het betreft, ten eerste, de verschillende eigendomsregeling voor de schoolgebouwen van het vrije onderwijsnet ten opzichte van die voor de schoolgebouwen van de openbare netten, ten tweede, de verschillende noden inzake renovatie van diezelfde gebouwen en, ten derde, de verplichting ten laste van enkel de overheid om permanent en op het gehele grondgebied een onderwijsaanbod te behouden.

Wat in het bijzonder de eigendomsregeling betreft, wordt in de parlementaire voorbereiding gepreciseerd dat de openbare schoolgebouwen een aanzienlijker deel van de financiering genieten (i) opdat de investering wordt behouden in het openbaar domein, (ii) wegens de ontstentenis van financieringsbronnen van buitenaf en (iii) wegens een grotere verantwoordelijkheid van de Franse Gemeenschap om alle verplichtingen en normen, met name die inzake onderhoud, op zich te nemen.

B.19. Wat, ten eerste, de eigendomsregeling betreft, heeft het Hof bij zijn arrest nr. 38/91 van 5 december 1991 geoordeeld :

« B.3.9. Het eigendomsstelsel waaraan schoolgebouwen zijn onderworpen varieert naargelang van de inrichtende macht die er eigenaar van is. Immers, in het vrij gesubsidieerd onderwijs zijn schoolgebouwen eigendom van privaatrechtelijke rechtspersonen, terwijl zij in het officieel gesubsidieerd onderwijs aan publiekrechtelijke rechtspersonen toebehoren. Die eigen karakteristieken van twee categorieën van inrichtende machten leveren een ' objectief verschil ' op dat een ' aangepaste behandeling ' kan verantwoorden ».

B.20.1. Het creëren van vastgoedwaarde dankzij een overheidssubsidie kan een verschil in behandeling tussen de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net, enerzijds, en het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, anderzijds, verantwoorden wanneer het de bedoeling is om subsidies te verdelen die zijn bestemd voor investeringen in onroerend goed.

B.20.2. Te dezen dient evenwel rekening te worden gehouden met het feit dat artikel 4, 2°, van het bestreden decreet de verplichting oplegt dat het schoolgebouw waarvoor de subsidiëring wordt aangevraagd, bestemd moet zijn om gedurende ten minste 30 jaar vanaf de toekenning van de vaste subsidiëringsovereenkomst voor schooldoeleinden te worden gebruikt. Artikel 24, § 2, van het bestreden decreet bepaalt dat, indien die verplichting niet wordt nageleefd, de ontvangen subsidie moet worden terugbetaald naar rata van het aantal resterende jaren tussen het jaar van de vaste subsidieovereenkomst en het jaar waarin die periode van 30 jaar verstrijkt.

B.20.3. De verplichting om het gebouw waarvoor een subsidie werd toegekend, voor schooldoeleinden te blijven gebruiken gedurende een termijn van ten minste 30 jaar en het sanctiemechanisme dat ermee gepaard gaat, waarborgen dat de onroerende meerwaarde die dankzij het bestreden decreet wordt gecreëerd voor private entiteiten die schoolgebouwen ter beschikking stellen van inrichtende machten, gedurende die termijn enkel aan de gebruikers van de openbare dienst van het onderwijs werkelijk ten goede komt.

Die omstandigheid maakt het onderscheid op grond van de eigendomsregeling van de schoolgebouwen dat is aangevoerd om de betwiste verdeelsleutel te verantwoorden, minder pertinent.

B.20.4. Daaruit vloeit voort dat het doel van de decreetgever dat erin bestaat de gedane investering in het openbaar domein te behouden, hoewel het legitiem is, te dezen niet volstaat om de betwiste verdeelsleutel te verantwoorden.

B.21.1. Het is mogelijk dat inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net externe financiële ondersteuning genieten dankzij de private eigenaars van de schoolgebouwen die zij bezetten.

B.21.2. Het bestaan van dergelijke externe financiële steun kan een pertinent element zijn om de financiële noden te beoordelen van een inrichtende macht die het schoolgebouw dat zij bezet, wenst te renoveren.

B.21.3. Dat criterium kan evenwel niet zonder onderscheid worden toegepast op alle inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net, met andere woorden zowel op die welke een dergelijke externe financiering genieten, als op die welke ze niet genieten, zoals de verslechterde staat van hun schoolgebouwen illustreert.

B.21.4. Het criterium van de externe financiële ondersteuning, in zoverre het zonder onderscheid wordt toegepast op alle inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net, maakt het niet mogelijk om de betwiste verdeelsleutel te verantwoorden.

B.22.1. Ten slotte neemt de Franse Gemeenschap de lasten, waaronder de onderhoudsverplichtingen, op zich die zijn verbonden aan de schoolgebouwen waarvan zij eigenaar of mede-eigenaar is.



B.22.2. Zij blijft daarenboven gehouden tot de verplichtingen met betrekking tot de schoolgebouwen die zij heeft overgedragen aan een Publiekrechtelijke Maatschappijen voor het Beheer van de Schoolgebouwen (PMBS) (artikel 4, § 2, vierde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1993 « houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs »; artikel 5, § 2, vierde lid, van het decreet van het Waalse Gewest van 7 juli 1993 « tot oprichting van vijf publiekrechtelijke vennootschappen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerd onderwijs »). Ten aanzien van die gebouwen staat de Franse Gemeenschap ook in voor de opdrachten die zijn bedoeld in het decreet van 5 februari 1990 « betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap », volgens nadere regels die zijn overeengekomen tussen de Regering en elk van de maatschappijen (artikel 5 van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1993; artikel 6 van het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 7 juli 1993).

B.22.3. Overeenkomstig artikel 61 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 « tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap », wordt de eigendom van de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap overgedragen aan WBE zonder vergoeding.

Krachtens artikel 62 van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 erft WBE de rechten en plichten van de Franse Gemeenschap in verband met de schoolgebouwen toegewijd aan het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

B.22.4. De overdracht van de eigendom van de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap heeft nog niet plaatsgevonden, zodat de Franse Gemeenschap gehouden blijft tot de lasten die zijn verbonden aan de eigendom of de mede-eigendom van de schoolgebouwen die zijn bestemd voor het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, zonder dat zij over de mogelijkheid beschikt om over financieringsmiddelen van buitenaf te beschikken.

B.22.5. Er bestaat op dat punt bijgevolg eveneens een objectief verschil tussen het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap en het gesubsidieerde vrije net.

Dat verschil maakt het evenwel niet mogelijk om het aanzienlijke verschil te verantwoorden dat in het leven wordt geroepen door de betwiste verdeelsleutel van de subsidiëringen.

B.23.1. Ten tweede rust de verplichting om permanent en op het gehele grondgebied voor een voldoende ruim onderwijsaanbod te zorgen op de Franse Gemeenschap wegens haar hoedanigheid van openbare dienst in organieke zin.

Die verplichting vloeit voort uit de artikelen 1.7.3.-1, § 1, en 1.7.3-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap, die bepalen :

« Art. 1.7.3.-1. § 1. Basis- en secundaire scholen worden zo nodig opgericht door de Franse Gemeenschap ».

« Art. 1.7.3.-2. Het recht van de ouders om de wijze van opvoeding voor hun kinderen te kiezen, sluit de mogelijkheid in, over een school naar hun keuze op een redelijke afstand te beschikken.

Teneinde deze vrije keuze van de ouders te eerbiedigen, moet de Franse Gemeenschap, na raadpleging van de betrokken algemene Raad :

1° op verzoek van ouders die niet-confessioneel onderwijs wensen en op een redelijke afstand geen officiële school noch een vrije school van niet-confessioneel karakter vinden :

- a) hetzij een school georganiseerd door de Franse Gemeenschap openen;
- b) hetzij de kosten van het vervoer naar zulke school op zich nemen;
- c) hetzij een bestaande niet-confessionele vrije school in de subsidieregeling opnemen;

2° op verzoek van ouders die confessioneel onderwijs wensen en op een redelijke afstand geen confessionele school vinden :

- a) hetzij een bestaande confessionele vrije school in de subsidieregeling opnemen;
- b) hetzij de kosten van vervoer naar zulke school op zich nemen.

De Regering bepaalt hoeveel ouders er nodig zijn opdat de Franse Gemeenschap de in dit artikel bepaalde verplichtingen op zich dient te nemen. Zij bepaalt eveneens wat onder redelijke afstand moet worden verstaan.

[...] ».

B.23.2. Dat verschil tussen het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap en het gesubsidieerde vrije net wordt afgezwakt door de omstandigheid dat de Gemeenschap ook de vrije keuze van de ouders moet verzekeren, zodat de scholen van het gesubsidieerde vrije net eveneens voldoende aanwezig moeten zijn op het grondgebied van de Franse Gemeenschap. Daarenboven is dat verschil niet pertinent voor de verdeling van een subsidiëring waarvan het doel erin bestaat de verbouwing en de renovatie van reeds gebouwde schoolgebouwen mogelijk te maken.

B.24.1. Ten derde baseert de Franse Gemeenschapsregering zich op een studie over de staat van het gebouwenpark van de verschillende onderwijsnetten om te beweren dat, wegens een grotere aanwezigheid van geprefabriceerde gebouwen binnen het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, dat net aanspraak kan maken op een groter deel van de subsidiëring.

B.24.2. Uit die studie blijkt dat « het confessionele vrije net, dat de meerderheid van de bestaande inrichtende machten vertegenwoordigt, heeft deelgenomen ten belope van 46 % . Het is het niet-confessionele vrije net dat het minst heeft deelgenomen met 1 inrichtende macht op 4 » (p. 10), en dat « de niet-deelnemende inrichtende machten hoofdzakelijk het confessionele vrije net (54 %) en nog meer de inrichtende machten van het niet-confessionele vrije net (74 %) betreffen » (p. 13). WBE, die de enige inrichtende macht is voor het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, heeft deelgenomen aan de enquête voor het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap.

Uit de studie blijkt eveneens dat het gebouwenpark van het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap bestaat uit 26,87 % geprefabriceerde gebouwen van het type « paviljoen ».

B.24.3. Het type en de staat van de schoolgebouwen die aanleiding kunnen geven tot de toekenning van een subsidie, zijn pertinent om een verschil inzake financiering van de verbouwing of de renovatie van schoolgebouwen te rechtvaardigen. Het is immers redelijk verantwoord dat een groter deel van de financiering wordt voorbehouden aan de instellingen die geprefabriceerde gebouwen bezetten, in zoverre die bijzonder problematisch kunnen zijn op ecologisch vlak en in termen van hygiëne en veiligheid. Er dient immers rekening te worden gehouden met het feit dat de Europese middelen die aan de Franse Gemeenschap worden toegewezen op grond van de verordening (EU) 2021/241, worden toegewezen als « herstel- en veerkrachtfaciliteit », waarvan het toepassingsgebied, krachtens artikel 3 van de verordening, groene transitie en beleid voor de volgende generatie, kinderen en jongeren, zoals onderwijs en vaardigheden, bestrijkt.

Het loutere feit dat het gebouwenpark van het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, in vergelijking met het gebouwenpark van de andere onderwijsnetten, meer uit geprefabriceerde paviljoenen zou bestaan - gesteld dat het is aangetoond -, maakt het evenwel niet mogelijk om de toekenning van een verhoudingsgewijs grotere globale enveloppe aan dat onderwijsnet te verantwoorden, zonder dat rekening wordt gehouden met de werkelijke noden van de inrichtende machten, ongeacht of zij tot een bepaald net behoren.

B.24.4. In haar advies met betrekking tot het voorontwerp van decreet dat het bestreden decreet is geworden, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State trouwens herinnerd aan haar vaste adviespraktijk volgens welke :

« het gelijkheidsbeginsel beter zou worden gegarandeerd indien de kredieten uitsluitend op grond van de noden en ongeacht of zij tot een net behoren, aan de schoolinstellingen zouden worden toegekend » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, p. 61).

B.25. Ten vierde blijkt uit de memorie van wederantwoord van de Franse Gemeenschapsregering dat er tussen de onderwijsnetten een objectief verschil bestaat, aangezien de subsidies die op grond van het bestreden decreet worden toegekend ten gunste van de gebouwen die zijn bestemd voor het onderwijs van het gesubsidieerde vrije net dan wel van het gesubsidieerde officiële net, op boekhoudkundig vlak voor de Franse Gemeenschap een uitgave vormen die haar boekhoudkundig jaarresultaat vermindert.

Dat verschil is inherent aan het feit dat de Franse Gemeenschap een publieke overheid is die bevoegd is inzake onderwijs en in dat opzicht belast is met de verdeling van de middelen die op grond van het bestreden decreet aan de verschillende betrokken inrichtende machten worden toegekend.

Dat verschil verantwoordt de betwiste verdeelsleutel dus niet.

B.26.1. Uit al het voorgaande vloeit voort dat de in artikel 5, § 2, van het bestreden decreet vastgestelde verdeelsleutel niet verantwoord is.

Het onevenredige karakter van de verdeelsleutel wordt versterkt door het feit dat de Franse Gemeenschap 41,15 % van de op grond van het bestreden decreet toegekende subsidies heeft voorbehouden aan het onderwijsnet dat onderwijs verstrekt aan 15 % van de schoolbevolking in de Franse Gemeenschap.

B.26.2. De grief is gegrond.

*Tweede grief*

B.27.1. De tweede grief heeft betrekking op artikel 19 van het bestreden decreet dat verschillende financieringsratio's vaststelt per onderwijsnet voor de investeringsprojecten in schoolgebouwen.

Aldus kunnen de projecten met betrekking tot de schoolgebouwen waarvan de Franse Gemeenschap eigenaar of mede-eigenaar is, een subsidie genieten ten belope van 82,5 %, zonder maximumbedrag, terwijl de subsidiëring voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerde vrije net is beperkt tot 65 % (voor het leerplichtonderwijs en de psycho-medisch-sociale centra) en tot 35 % (voor het hoger onderwijs) van het totaalbedrag van de investering, met een maximumbedrag van twee miljoen euro.

B.27.2. Hoewel de financieringsratio geen weerslag heeft op de omvang van de budgettaire enveloppe of op de verdeling ervan tussen de verschillende onderwijsnetten, roept zij wel een verschil in behandeling in het leven ten nadele van de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net en moet zij in dat opzicht objectief en redelijk verantwoord zijn ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De vaststelling van een lagere financieringsratio voor de projecten met betrekking tot schoolgebouwen van het gesubsidieerd vrij onderwijs creëert immers een nadeel voor de inrichtende machten van dat net. Enerzijds valt niet uit te sluiten dat een aantal van hen niet in staat zijn geweest om projecten in te dienen die de voor het herstel bestemde Europese middelen kunnen genieten, omdat zij niet over voldoende eigen middelen beschikken of geen leningen kunnen aangaan om de op grond van het bestreden decreet toegekende financiering aan te vullen. Anderzijds bepaalt artikel 20 van het bestreden decreet weliswaar dat de rente van die leningen ten laste wordt genomen door het Waarborgfonds voor schoolgebouwen, bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1990 « betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap », maar dat neemt niet weg dat een lagere financieringsratio vereist dat hetzij een groter deel eigen middelen wordt vrijgemaakt, hetzij een beroep wordt gedaan op een lening, waarvan minstens het kapitaal moet worden terugbetaald door de inrichtende macht.

B.28.1. De toelichting bij artikel 19 vermeldt :

« [...] »

De ratio's worden op een verschillende manier vastgesteld voor elke enveloppe, en zulks teneinde rekening te houden met de realiteit en financiële draagkracht die eigen zijn aan alle begunstigden.

De financieringscapaciteit is immers niet dezelfde voor alle soorten van inrichtende machten en dus werd met alle Federaties van inrichtende machten en met ' Wallonie Bruxelles Enseignement ' overeengekomen om tegemoetkomingsratio's vast te stellen op grond van hun eigen prioriteiten en realiteit.

[...] » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, p. 14).

B.28.2. Door zich op de verschillende « financieringscapaciteit » en op de « eigen prioriteiten en realiteit » van de inrichtende machten van de drie onderwijsnetten te beroepen, zinspeelt de decreetgever hoofdzakelijk op de externe financieringsbronnen die inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net kunnen genieten.

B.29.1. Zoals in B.21.3 is vermeld, kan het criterium van het bestaan van externe financiële ondersteuning evenwel niet zonder onderscheid worden toegepast op alle inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net, waarvan de eigen middelen en de financiële draagkracht om leningen aan te gaan kunnen verschillen van de ene tot de andere.

B.29.2. Ten slotte maakt het feit dat, krachtens artikel 20 van het bestreden decreet, het saldo van de investering dat niet door het bestreden decreet wordt gedekt voor de projecten van de gesubsidieerde onderwijsnetten een leningswaarborg kan genieten van het Waarborgfonds voor schoolgebouwen, dat bovendien alle rente van de lening voor zijn rekening neemt, het niet mogelijk om de onevenredigheid in de in artikel 19 van het bestreden decreet bedoelde financieringsratio's te compenseren.

B.30. Daarentegen, indien het de bedoeling is rekening te houden met de reële noden van de verschillende instellingen om de financieringsratio's van de projecten te bepalen, hetgeen, zoals in B.24.3 is vermeld, een relevant criterium ten aanzien van het doel van groene transitie en beleid voor de volgende generatie uitmaakt, is een differentiatie per enveloppe en dus per net als dusdanig niet pertinent.

B.31.1. Uit het voorgaande vloeit voort dat het verschil in de financieringsratio's van de projecten van de onderwijsnetten van de Franse Gemeenschap en van het gesubsidieerde vrije net niet objectief en redelijk verantwoord is.

B.31.2. De grief is gegrond.

*Derde grief*

B.32.1. De verzoekende partijen voeren aan dat het bestreden decreet een belangenconflict uit hoofde van de Franse Gemeenschapsregering doet ontstaan, in zoverre het haar de bevoegdheid verleent om de te subsidiëren projecten voor de drie onderwijsnetten te kiezen, terwijl de Franse Gemeenschap de inrichtende macht van een van die drie netten is.

B.32.2. Krachtens artikel 18 van het bestreden decreet beslist de Franse Gemeenschapsregering over de definitieve verdeling van de enveloppes tussen de drie onderwijsnetten, alsook over de lijst van de geselecteerde dossiers onder de door de inrichtende machten ingediende dossiers, volgens de nadere regels die zijn vastgesteld in de artikelen 6 tot 17 en 19 van het bestreden decreet.

B.33. Uit het bestreden decreet in zijn geheel vloeit voort dat de administratie van de Franse Gemeenschap, na ontvangst van de subsidiëeringsaanvragen, nagaat of de door de inrichtende machten ingediende subsidiëeringsaanvragen voldoen aan de in artikel 4 van het bestreden decreet vastgestelde voorwaarden voor inaanmerkingneming. Vervolgens worden de in aanmerking komende projecten toegewezen aan een van de vier *werkpools*, rekening houdend met de omschrijving van de werken en de specifieke criteria voor inaanmerkingneming van de *pool*. Indien blijkt dat de kredieten die toekomen aan een onderwijsnet, ontoereikend zijn om alle projecten met betrekking tot een bepaalde *pool* te dekken, past de administratie het in de artikelen 8 tot 12 van het bestreden decreet bedoelde mechanisme van « communicerende vaten » toe tussen de *pools* C « lichte renovaties » en D « eenmalige interventies ». Indien dat mechanisme het vervolgens niet mogelijk heeft gemaakt om alle projecten binnen een *pool* te financieren, bepaalt de administratie de prioriteit van de dossiers op basis van gewogen criteria die zijn vastgesteld in het bestreden decreet en in de bijlagen ervan (artikelen 14 tot 17 van het bestreden decreet). De uiteindelijke verdeelsleutel van de enveloppes van de drie onderwijsnetten wordt vastgesteld na eventuele overdrachten van bedragen tussen enveloppes en het bepalen van de prioriteit van de dossiers (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, p. 14).

B.34.1. Het bestreden decreet behandelt op eenzelfde wijze inrichtende machten van het net van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, die van het net van het gesubsidieerd officieel onderwijs en die van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in zoverre de projecten die zij hebben ingediend, worden onderzocht door de diensten van de Franse Gemeenschap.

B.34.2. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Dat beginsel verzet er zich overigens tegen dat categorieën van personen, die zich ten aanzien van de betwiste maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.35. In de parlementaire voorbereiding wordt vermeld :

« Ten slotte wordt de in het voorliggende decreet bedoelde oproep tot het indienen van projecten beheerd door de Algemene Directie Infrastructuur en meer in het bijzonder door de Algemene Dienst voor Gesubsidieerde Schoolinfrastructuur. In dat verband geeft de Raad van State, in zijn advies nr. 63.693/2 van 11 augustus 2021, aan dat, aangezien de Administratie belast is met het analyseren van de oproepen tot het indienen van projecten en met het voorstellen van de definitieve verdeling van de enveloppes aan de Regering, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie beter zou worden gevrijwaard indien het voorstel waarvan sprake zou uitgaan van een ander orgaan dan de Administratie. Die opmerking houdt verband met het feit dat de gebouwen van het georganiseerde officiële net steeds eigendom van de Franse Gemeenschap zijn.

Bij die opmerking van de Raad van State dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt. Het is allereerst van belang eraan te herinneren dat de Administratie en haar personeelsleden zijn gehouden tot een verplichting tot neutraliteit en tot naleving van de wettelijke voorschriften. Een gebrek aan onpartijdigheid van de Administratie in het kader van het beheer van de voormelde oproep zou dus van nature in strijd zijn met haar verplichtingen. Bovendien gelden de criteria om de prioriteit te bepalen niet netoverschrijdend. Bijgevolg worden de dossiers met betrekking tot de eigendommen van de Franse Gemeenschap dus niet op basis van die criteria vergeleken met de dossiers met betrekking tot een ander net. Enkel de criteria voor inaanmerkingneming die dienen voor de indeling per *pool* gelden netoverschrijdend. Aangezien die criteria gebaseerd zijn op de Europese verordeningen, zou een interpretatie die afwijkt van het ene net tot het andere, leiden tot boetes vanwege de Europese Commissie bij de aanvraag tot terugbetaling » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, pp. 8-9).

B.36.1. De bevoegdheid van de Franse Gemeenschapsregering om de projecten te onderzoeken en te selecteren van de inrichtende machten die de toekenning van een subsidie aanvragen, met inbegrip van de projecten die het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap betreffen, heeft niet tot gevolg dat uit hoofde van die Regering automatisch een belangenconflict ontstaat.

De Franse Gemeenschapsregering en haar administratie zijn immers gehouden aan het beginsel van onpartijdigheid.

B.36.2. Een bestuursorgaan moet de beginselen van behoorlijk bestuur in acht nemen, met inbegrip van het beginsel van onpartijdigheid, in zoverre de aard zelf en de bijzondere structuur van de administratie dit mogelijk maken.

B.36.3. Het staat in voorkomend geval aan de bevoegde rechter na te gaan of de Franse Gemeenschapsregering en haar administratie dat beginsel correct hebben toegepast bij de uitvoering van het bestreden decreet.

B.37. De grief is niet gegrond.

*Wat betreft het tweede middel*

B.38. De verzoekende partijen leiden een tweede middel af uit de schending van de artikelen 10, 11, 16, 23 en 24 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 22 en de bijlagen V en VI van de verordening (EU) 2021/241, in zoverre artikel 26 van het bestreden decreet de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net, die basis- of secundair onderwijs organiseren, verplicht om de eigendom of het zakelijke recht met betrekking tot het schoolgebouw dat een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd geniet, kosteloos, voor minstens 30 jaar, over te dragen of te laten overdragen aan een maatschappij voor vermogensbeheer, opgericht in de vorm van een vzw.

B.39. Artikel 26 van het bestreden decreet bepaalt :

« § 1. Om in aanmerking te komen voor een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd op basis van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2021, in het kader van dit stelsel, moet een inrichtende macht voor gesubsidieerd vrij onderwijs, met uitzondering van inrichtende machten die een instelling voor hoger onderwijs inrichten, zonder tegenprestatie, het werkelijke recht van de schoolgebouwen die dit stelsel zullen genieten, overdragen of laten overdragen door de eigenaar indien deze niet zelf de eigenaar is, aan een maatschappij voor vermogensbeheer, opgericht in de vorm van een VZW, gemeen aan alle eigenaars van scholen van dezelfde aard, hetzij enig voor de Gemeenschap, hetzij opgericht in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in elke provincie van het Waalse Gewest, en dit voor een periode van minstens 30 jaar vanaf de datum van de toekenning van de subsidie.

Elke maatschappij voor vermogensbeheer heeft uitsluitend tot doel de overgedragen activa aan het onderwijs toe te wijzen en vestigt haar zetel in haar territoriale bevoegdheid. De maatschappij voor vermogensbeheer mag alleen gebouwen vervreemden die door de inrichtende macht buiten gebruik zijn gesteld voor onderwijsdoeleinden en moet de opbrengst van de verkoop gebruiken voor het onderhoud, de aankoop of de bouw van activa om onderwijsdoeleinden.



Elk van deze maatschappijen is onderworpen aan het toezicht van een door de regering benoemde regeringscommissaris. De commissaris heeft tot opdracht na te gaan of de door de onderneming beheerde gebouwen om onderwijsdoeleinden worden gebruikt. Elke vervreemding van een gebouw waarvoor in het kader van de huidige regeling een subsidie is ontvangen, is afhankelijk van zijn instemming.

In geval van ontbinding wordt hun vermogen kosteloos overgedragen aan een andere vennootschap van dezelfde aard die voldoet aan de in dit artikel omschreven voorwaarden.

De regeringscommissaris heeft een vetorecht tegen beslissingen die in strijd met de voor deze VZW's geldende wettelijke bepalingen zijn genomen over de toewijzing van de overgedragen gebouwen aan het onderwijs.

§ 2. Wanneer wettelijke bepalingen die onder het gezag van de federale regering vallen of decreten die onder het gezag van de regionale regering vallen, de in § 1 van dit artikel bedoelde eigenaar verbieden een deel van de bedoelde goederen te vervreemden of deze vervreemding afhankelijk stellen van de toestemming van de overheid, en indien het bovendien onmogelijk blijkt om een wijziging van voornoemde wettelijke of decretale bepalingen of een toelating van de overheid te bekomen, kan de regering, op voorstel van de betrokken maatschappij voor vermogensbeheer, de toepassing van dit stelsel toestaan, mits het sluiten van een erfpachtovereenkomst van de langste wettelijk toegelaten duur met de maatschappij voor vermogensbeheer ».

B.40.1. Artikel 16 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan van zijn eigendom worden ontzet dan ten algemenen nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling ».

Artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Alle natuurlijke of rechtspersonen hebben recht op het ongestoord genot van hun eigendom. Niemand zal van zijn eigendom worden beroofd behalve in het algemeen belang en met inachtneming van de voorwaarden neergelegd in de wet en in de algemene beginselen van het internationaal recht.

De voorgaande bepalingen zullen echter op geen enkele wijze het recht aantasten dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren ».

B.40.2. Aangezien artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens een draagwijdte heeft die analoog is met die van artikel 16 van de Grondwet, vormen de erin vervatte waarborgen een onlosmakelijk geheel met die welke zijn opgenomen in die grondwetsbepaling, zodat het Hof, bij zijn toetsing van de bestreden bepalingen, ermee rekening houdt.

B.40.3. Artikel 1 van het voormelde Protocol biedt niet alleen bescherming tegen onteigening of eigendomsberoving (eerste alinea, tweede zin), maar ook tegen elke versterking van het genot van de eigendom (eerste alinea, eerste zin) en tegen elke regeling van het gebruik van de eigendom (tweede alinea).

B.41.1. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

B.41.2. De verzoekende partijen zetten niet uiteen in welk opzicht de bestreden bepaling artikel 23 van de Grondwet zou schenden. Het tweede middel is onontvankelijk in zoverre het is afgeleid uit de schending van die bepaling.

B.42. Artikel 26 van het bestreden decreet verplicht enkel de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net die een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd wensen te verkrijgen, met uitzondering van die welke een instelling voor hoger onderwijs organiseren, om het zakelijk recht dat betrekking heeft op het schoolgebouw waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, over te dragen of te laten overdragen aan een maatschappij voor vermogensbeheer, opgericht in de vorm van een vzw, gemeen aan de eigenaars van scholen van hetzelfde onderwijsnet. De overdracht geschiedt zonder tegenprestatie en voor een periode van minstens 30 jaar vanaf de toekenning van de subsidie.

B.43. De bestreden bepaling doet twee verschillen in behandeling ontstaan.

Zij brengt allereerst een verschil in behandeling teweeg tussen, enerzijds, de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net en, anderzijds, de inrichtende machten van de andere onderwijsnetten. Zij brengt vervolgens een verschil in behandeling teweeg tussen de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net, naargelang zij al dan niet een instelling voor hoger onderwijs organiseren, met dien verstande dat het bestreden decreet niet van toepassing is op het universitair onderwijs (artikel 2 van het bestreden decreet).

*In concreto*, terwijl de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net die ander onderwijs dan hoger onderwijs organiseren, het zakelijk recht dat betrekking heeft op de schoolgebouwen die zij bezetten, moeten overdragen of laten overdragen aan een maatschappij voor vermogensbeheer, die eigen is aan het vrije net, teneinde een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd te verkrijgen op grond van het bestreden decreet, dienen de inrichtende machten van de andere onderwijsnetten en de inrichtende machten van het vrije net die niet-universitair hoger onderwijs organiseren, het zakelijk recht dat betrekking heeft op de schoolgebouwen waarvoor zij een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd aanvragen, niet over te dragen.

B.44. De criteria van onderscheid, namelijk het behoren van de inrichtende macht tot een bepaald onderwijsnet en het feit dat de inrichtende macht al dan niet hoger onderwijs organiseert, zijn objectief.

B.45.1. In verband met artikel 26 van het bestreden decreet wordt in de parlementaire voorbereiding vermeld :

« Voor de inrichtende machten uit het vrije net wordt erin voorzien dat de gebouwen die de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde tegemoetkoming genieten en een bepaald bedrag overschrijden, worden opgenomen in een patrimoniummaatschappij voor het beheer van de schoolgebouwen, waarin een regeringscommissaris wordt aangewezen.

Die maatregel is evenredig ten aanzien van het nagestreefde doel.

Dat mechanisme dat reeds bestaat in het prioritaire programma voor werken, strekt ertoe aan de Franse Gemeenschap de waarborg te bieden dat zij, via de regeringscommissarissen, zicht heeft op het beheer van de betrokken gebouwen en op het behoud van de schoolbestemming ervan. Zonder dat mechanisme heeft de Gemeenschap geen zicht op het beheer van de gebouwen waaraan werken worden uitgevoerd die zij gedeeltelijk financiert en kan zij zich niet vergewissen van het goede onderhoud en het juiste gebruik ervan.

De omstandigheid dat een van de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de subsidie erin bestaat het gebouw voor een periode van 30 jaar voor schooldoeleinden te bestemmen, maakt de toegelichte maatregel niet onevenredig of nutteloos. Ten eerste maakt hij het mogelijk de naleving van de subsidiëringsvoorwaarde te controleren. Ten tweede maakt hij het mogelijk zich te vergewissen van het goede beheer en gebruik van de schoolgebouwen, dat losstaat van de voorwaarde met betrekking tot de bestemming. Ten slotte wordt hij enkel opgelegd aan de inrichtende machten die ervoor kiezen aanzienlijke subsidies te genieten en die bijgevolg aanvaarden om zich aan die regeling te onderwerpen die geen ander doel heeft dan zich te vergewissen van het goede beheer van de gebouwen waarin investeringen worden gedaan die worden gefinancierd door de Franse Gemeenschap.



Gezien de reeds bestaande opdrachten van de commissarissen bij de instellingen voor hoger onderwijs, heeft het voorliggende mechanisme geen betrekking op die instellingen. Daarom is het mechanisme van toepassing op de inrichtende machten van het leerplichtonderwijs, waarin geen commissaris wordt aangewezen, maar niet op de inrichtende machten van een instelling voor hoger onderwijs.

De instellingen van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs worden niet aan dat mechanisme onderworpen. De Gemeenschap controleert het beheer van de gebouwen waarvan zij eigenaar is. De inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs zijn overheden, wier beslissingen worden bekendgemaakt en onderworpen zijn aan de regeling van de administratieve transparantie. Het is dus niet nodig hun het toegelichte mechanisme op te leggen teneinde zicht te hebben op het beheer van de betrokken gebouwen en op de schoolbestemming ervan » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 277/1, p. 16).

B.45.2. Daaruit blijkt dat de decreetgever, door het betwiste mechanisme van overdracht van het zakelijk recht in te voeren, twee doelstellingen heeft nagestreefd.

Hij heeft een controle willen invoeren van, enerzijds, het beheer van de schoolgebouwen van het gesubsidieerde vrije net die een aanzienlijke subsidie hebben genoten en, anderzijds, het behoud van de bestemming van dezelfde schoolgebouwen voor een school, via regeringscommissarissen die zitting hebben in de patrimoniummaatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het gesubsidieerde vrije onderwijsnet waaraan die schoolgebouwen worden overgedragen.

B.46.1. In tegenstelling tot hetgeen in de parlementaire voorbereiding wordt vermeld, is de opdracht van de regeringscommissarissen die zitting hebben in de maatschappijen voor vermogensbeheer van het gesubsidieerde vrije onderwijsnet, evenwel beperkt tot het controleren of de aan de maatschappij overgedragen schoolgebouwen voor onderwijsdoeleinden worden gebruikt. Bij artikel 26, § 1, derde lid, van het bestreden decreet wordt de opdracht van de commissarissen immers als volgt omschreven :

« De commissaris heeft tot opdracht na te gaan of de door de onderneming beheerde gebouwen om onderwijsdoeleinden worden gebruikt. Elke vervreemding van een gebouw waarvoor in het kader van de huidige regeling een subsidie is ontvangen, is afhankelijk van zijn instemming ».

Daarenboven beschikt de regeringscommissaris, krachtens artikel 26, § 1, vijfde lid, van hetzelfde decreet, over « een vetorecht tegen beslissingen die in strijd met de voor deze VZW's geldelijke wettelijke bepalingen zijn genomen over de toewijzing van de overgedragen gebouwen aan het onderwijs ».

De door de commissarissen uitgeoefende controle heeft dus geen betrekking op het globale beheer van de schoolgebouwen waarvan het zakelijk recht is overgedragen aan maatschappijen voor vermogensbeheer van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

B.46.2. Daaruit volgt dat het betwiste mechanisme niet pertinent is om het doel te bereiken dat erin bestaat een controle in te voeren op het volledige beheer van de schoolgebouwen die krachtens de bestreden bepaling moeten worden overgedragen.

Datzelfde mechanisme is daarentegen pertinent om het de Franse Gemeenschap mogelijk te maken het behoud van de schoolbestemming van de schoolgebouwen van het gesubsidieerde vrije net die een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd hebben genoten, te controleren.

B.47.1. Het Hof dient nog te bepalen of het betwiste mechanisme evenredig is ten aanzien van dat laatste doel.

B.47.2. Uit de in B.45.1 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat noch de Franse Gemeenschap, noch de inrichtende machten die tot het gesubsidieerd officieel onderwijs behoren, namelijk de gemeenten en de provincies, aan het in artikel 26 van het bestreden decreet vervatte mechanisme worden onderworpen, aangezien de Franse Gemeenschap zelf « het beheer » kan controleren van de gebouwen waarvan zij eigenaar is en aangezien de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs openbare overheden zijn die zijn onderworpen aan de regeling inzake openbaarheid van bestuur.

B.47.3. De beslissingen van de gemeenten en provincies die onderwijs organiseren op het grondgebied van het Franse taalgebied van het Waalse Gewest of in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, worden daadwerkelijk onderworpen aan verscheidene vereisten inzake openbaarheid en transparantie.

Er kan worden aangenomen dat die regeling, hoewel zij in het belang van de bestuurden is geconcipieerd, de Franse Gemeenschap kan dienen om toegang te krijgen tot elke beslissing van een gemeente of een provincie met betrekking tot het gebruik voor onderwijsdoeleinden van de gebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs die op grond van het bestreden decreet een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd zouden hebben genoten.

B.47.4. De Franse Gemeenschap kan overigens controleren of de schoolgebouwen die zijn bestemd voor het onderwijs dat zij organiseert, voor onderwijsdoeleinden worden gebruikt.

B.47.5. Het is dus redelijk verantwoord dat de betwiste maatregel noch op de Franse Gemeenschap, noch op de inrichtende machten van het gesubsidieerde officiële net van toepassing is.

B.48.1. Vervolgens blijkt uit de in B.45.1 aangehaalde parlementaire voorbereiding dat de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net die hoger onderwijs buiten de universiteit organiseren, niet worden beoogd in de betwiste maatregel van overdracht van een zakelijk recht, aangezien zij reeds worden onderworpen aan een controle die wordt uitgeoefend door regeringscommissarissen of afgevaardigden van de Regering.

B.48.2. De controle-instrumenten die met name bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 9 september 1996 « betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen » en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2001 « tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) » zijn ingevoerd, omvatten immers controlemechanismen die door regeringscommissarissen of -afgevaardigden kunnen worden aangewend ten aanzien van de inrichtende machten en de overheden van de hogescholen en kunsthogescholen in de Franse Gemeenschap. Die oefenen een wettigheidscontrole uit op de beslissingen die zijn genomen door de inrichtende machten of door de overheden van die scholen, met de mogelijkheid om bij de Franse Gemeenschapsregering een beroep in te stellen. De Regeringscommissarissen en -afgevaardigden brengen daarenboven verslag uit aan de Franse Gemeenschapsregering over de werking van elke instelling voor hoger onderwijs.

B.48.3. Er kan worden aangenomen dat de door de regeringscommissarissen en -afgevaardigden uitgeoefende controle op de hogescholen en de kunsthogescholen een controle van het gebruik voor onderwijsdoeleinden van de betrokken schoolgebouwen inhoudt.

Het is dus redelijk verantwoord dat het in artikel 26 van het bestreden decreet vervatte mechanisme niet wordt toegepast op de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net die hoger onderwijs buiten de universiteit organiseren.

B.49.1. Het Hof dient nog na te gaan of de betwiste maatregel tot eigendomsoverdracht, in zoverre hij enkel van toepassing is op de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net die ander onderwijs dan hoger onderwijs organiseren, onevenredige gevolgen heeft voor die inrichtende machten, gelet op het doel dat ermee wordt nagestreefd.

B.49.2. Bij de bestreden bepaling wordt een overdracht van zakelijke rechten, opgelegd voor een periode van minstens 30 jaar om een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd te kunnen genieten, en zulks ongeacht de waarde van het gebouw waarvan de inrichtende machten afstand doen. De overdracht geschiedt zonder tegenprestatie, krachtens artikel 26, § 1, eerste lid, van het bestreden decreet.

B.49.3.1. Gelet op die verschillende elementen, vormt de bestreden bepaling een inneming van een zekere ernst in het recht op het ongestoord genot van de eigendom van de eigenaars van de schoolgebouwen waarvoor een inrichtende macht van het gesubsidieerd vrij onderwijs een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd aanvraagt.

B.49.3.2. Dergelijke inneming moet een billijk evenwicht vertonen tussen de vereisten van het algemeen belang en die van de bescherming van het recht op het ongestoord genot van eigendom. Er moet een redelijk verband van evenredigheid bestaan tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel.

B.49.4. De toekenning van een subsidie aan een privépersoon, ook al is hij belast met een functionele openbare dienst, houdt een controle vanwege de overheid in met betrekking tot de goede bestemming van de toegekende bedragen.

B.49.5. Als overheid die belast is met het verdelen van Europese subsidiëringen die zijn toegewezen voor het gedeelte « schoolgebouwen » van het Belgische plan voor herstel en veerkracht, moet de Franse Gemeenschap zich ervan kunnen vergewissen dat die subsidies dienen voor het doel van algemeen belang waarvoor zij werden uitgekeerd.

B.49.6. Artikel 24, § 2, van het bestreden decreet bepaalt :

« Indien het gesubsidieerde gebouw gedurende de in artikel 4, 2°, bepaalde minimumperiode van 30 jaar niet om schooldoeleinden wordt gebruikt, betaalt de inrichtende macht de ontvangen subsidie terug naar rata van het aantal resterende jaren tussen het jaar van de vaste subsidieovereenkomst en het jaar waarin de periode van 30 jaar verstrijkt ».

Artikel 4, 2°, van het bestreden decreet bepaalt :

« Projecten die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen, komen in aanmerking voor de in artikel 3 bedoelde oproep tot het indienen van projecten indien :

[...]

2. het betrokken schoolgebouw eigendom is van de aanvrager of deze heeft er een eigen zakelijk recht op of heeft het overgedragen aan een openbare of patrimoniale beheervenootschap van schoolgebouwen, waardoor deze [erover] kan beschikken, en is bestemd om gedurende ten minste 30 jaar vanaf de datum van de toekenning van de vaste financieringsovereenkomst voor schooldoeleinden te worden gebruikt ».

Die artikelen 4, 2°, en 24, § 2, van het bestreden decreet stellen de toekenning en het behoud van de subsidies afhankelijk van de inachtneming, door de inrichtende machten en door de eigenaars van de betrokken schoolgebouwen, ongeacht het onderwijsnet waartoe zij behoren, van de voorwaarde volgens welke de schoolgebouwen die subsidiëringen op grond van het bestreden decreet hebben genoten, gedurende een minimumperiode van 30 jaar vanaf de toekenning van de vaste financieringsovereenkomst moeten worden bestemd voor onderwijsdoeleinden.

B.49.7. Teneinde het de Franse Gemeenschap mogelijk te maken de inachtneming van die voorwaarde voor inaanmerkingneming daadwerkelijk te controleren, is het niet kennelijk onevenredig om de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net die ander onderwijs dan hoger onderwijs organiseren, te onderwerpen aan het in artikel 26 van het bestreden decreet vervatte mechanisme.

Vooreerst moet worden opgemerkt dat de overdracht geschiedt ten voordele van een maatschappij voor vermogensbeheer die « gemeen [is] aan alle eigenaars van scholen van dezelfde aard ».

In een dergelijk mechanisme wordt overigens reeds voorzien bij artikel 10, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 november 2007 « betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ».

B.49.8. Het betwiste overdrachtsmechanisme is overigens enkel van toepassing wanneer een inrichtende macht van het gesubsidieerde vrije net een aanzienlijke subsidie, met andere woorden een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd, wenst te verkrijgen.

B.49.9. Bovendien, in tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen aanvoeren, kan de beslissing van een inrichtende macht van het gesubsidieerde vrije net om het zakelijk recht dat betrekking heeft op een schoolgebouw met toepassing van de bestreden bepaling over te dragen aan een maatschappij voor vermogensbeheer, niet het voorwerp uitmaken van een vetorecht van de Franse Gemeenschap, aangezien die inrichtende macht een lening is aangegaan die wordt gewaarborgd door het Waarborgfonds voor schoolgebouwen, bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1990 « betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap ». Anders daarover oordelen zou erop neerkomen dat wordt verondersteld dat de Franse Gemeenschap machtsmisbruik pleegt.

B.49.10. De bestreden bepaling dient aldus te worden begrepen dat het overgedragen zakelijk recht moet terugkeren naar de houder van het zakelijk recht, tenzij op dat ogenblik anders wordt overeengekomen.

B.49.11. Ten slotte, in tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen aangeven, wordt aan de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net die geen eigenaar zijn van de schoolgebouwen die zij bezetten, niet de mogelijkheid ontzegd om op grond van het bestreden decreet subsidies van meer dan 383 805 euro geïndexeerd te verkrijgen. Het betwiste overdrachtsmechanisme belet de eigenaars van die gebouwen immers niet het zakelijk recht dat betrekking heeft op die onroerende goederen over te dragen aan een maatschappij voor vermogensbeheer, opdat de inrichtende macht die ze bezet, een subsidie van meer dan 383 805 euro geïndexeerd kan aanvragen.

Die operatie kan weliswaar een nieuwe organisatie of een nieuwe juridische constructie inhouden met het oog op het beheer van de schoolgebouwen die ter beschikking worden gesteld van bepaalde inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net, bijvoorbeeld de vereffening van verenigingen wier enige statutaire doel erin bestaat schoolgebouwen te bezitten om ze ter beschikking te stellen van inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net. Zij belet de inrichtende machten evenwel niet om hun onderwijs vrij te verstrekken, noch om de op grond van het decreet toegewezen Europese subsidies te genieten.

B.49.12. Bijgevolg is de in artikel 26 van het bestreden decreet vervatte maatregel niet onevenredig met het nagestreefde doel.

B.50. Het tweede middel is niet gegrond.

*Wat betreft het derde middel*

B.51. De verzoekende partijen leiden een derde middel af uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 12 en 22 van de verordening (EU) 2021/241, in zoverre de artikelen 3 en 30 van het bestreden decreet de inrichtende machten verplichten om hun subsidieaanvraag, die alle in het decreet vermelde informatie moet bevatten, uiterlijk tegen 31 december 2021 in te dienen, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

B.52.1. De Franse Gemeenschapsregering voert de niet-ontvankelijkheid van het middel aan in zoverre de uiterste datum van 31 december 2021 niet wordt vermeld in het bestreden decreet, maar voortvloeit uit de bekendmaking, op 1 oktober 2021, van de voormelde omzendbrief nr. 8291 van de Franse Gemeenschapsregering.

B.52.2. Hoewel de datum van 31 december 2021 niet daadwerkelijk is opgenomen in het bestreden decreet maar in de omzendbrief, is het beginsel volgens hetwelk de termijn waarbinnen de volledige aanvraagdossiers moeten worden ingediend bij de Franse Gemeenschap drie maanden bedraagt vanaf de toezending van de omzendbrief, evenwel opgenomen in artikel 3, § 1, laatste lid, van het bestreden decreet.

Daarenboven werd het bestreden decreet, dat dateert van 30 september 2021, pas op 21 oktober 2021 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, hoewel het met terugwerkende kracht uitwerking heeft sedert 1 oktober 2021 krachtens artikel 30 van het bestreden decreet. De omzendbrief dateert van 1 oktober 2021, datum die het aanvangspunt van de betwiste termijn van drie maanden aangeeft.

De verzoekende partijen wisten dus vanaf 1 oktober 2021 dat zij tot 31 december 2021 een volledig aanvraagdossier konden indienen.

B.52.3. In tegenstelling tot hetgeen de Franse Gemeenschapsregering beweert, bekritisieren de verzoekende partijen wel degelijk de beperkte termijn die hun werd toegekend om een volledig aanvraagdossier in te dienen krachtens artikel 3, in samenhang gelezen met artikel 30, van het bestreden decreet. Zij zijn van mening dat die termijn discriminerend is voor de inrichtende machten van het gesubsidieerde vrije net.

Bijgevolg is het middel ontvankelijk.

B.52.4. De exceptie wordt verworpen.

B.53. De termijn van drie maanden om een volledig aanvraagdossier in te dienen was identiek voor alle inrichtende machten van de drie onderwijsnetten.

B.54.1. De temporele verplichtingen die op Europees niveau worden opgelegd bij de verordening (EU) 2021/241 en bij het uitvoeringsbesluit nr. 10161/21 van de Raad van de Europese Unie, verantwoordt voldoende dat de termijn werd vastgesteld op drie maanden.

B.54.2. Vervolgens, zelfs in de veronderstelling dat de administratie van de Franse Gemeenschap, in zoverre zij de auteur van de omzendbrief nr. 8291 is, de aanvraagdossiers voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap heeft kunnen voorbereiden vóór 1 oktober 2021, heeft de termijn van drie maanden, hoewel hij kort is, de inrichtende machten van alle onderwijsnetten desalniettemin in staat kunnen stellen om een volledig aanvraagdossier in te dienen.

Het feit dat de meeste verzoekende partijen in staat zijn geweest om een aanvraagdossier in te dienen, toont aan dat het niet onmogelijk of overdeven moeilijk is geweest om tijdig een dossier in te dienen.

B.54.3. Bijgevolg is de gelijke behandeling objectief en redelijk verantwoord.

B.55. Het derde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 5 en 19 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 september 2021 « betreffende het investeringsplan voor schoolgebouwen in het kader van het Europees plan voor herstel en veerkracht »;

- onder voorbehoud van de interpretaties vermeld in B.49.9 en B.49.10, verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 19 mei 2022.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,  
P. Nihoul

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2022/203242]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 70/2022 vom 19. Mai 2022

Geschäftsverzeichnisnummer 7696

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 30. September 2021 « über den Investitionsplan für Schulgebäude im Rahmen des europäischen Aufbau- und Resilienzplans », erhoben von der VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern J.-P. Moerman, T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia und W. Verrijdt, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 8. Dezember 2021 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Dezember 2021 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 30. September 2021 « über den Investitionsplan für Schulgebäude im Rahmen des europäischen Aufbau- und Resilienzplans » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Oktober 2021): die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens », die VoG « Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique », die VoG « Pouvoir organisateur du Centre d'Enseignement secondaire catholique à Habay-la-Neuve », die VoG « Ecole libre Saint-Martin », die VoG « Centre Scolaire de la Sainte-Union Kain », die VoG « Groupe Sainte-Véronique », die VoG « Collège Saint-Augustin », die VoG « Enseignement secondaire diocésain du Plateau de Herve », die VoG « Collège Notre-Dame », die VoG « Centre Scolaire du Sacré-Cœur », die VoG « Communauté éducative Sainte-Marie de Schaerbeek Saint-Josse », die VoG « Collège Notre-Dame de la Tombe »,



die VoG « Comité scolaire des Ecoles fondamentales libres subventionnées de Senefve », die VoG « Ecole de Commerce - Institut Notre-Dame », die VoG « Ecoles primaires et gardiennes libres de Messancy-Differt », die VoG « Collège Matteo Ricci », die VoG « Institut Technique Supérieur Cardinal Mercier », die VoG « Ecole pratique des hautes études commerciales », die VoG « Institut Supérieur de Musique et Pédagogie », die VoG « Ecole catholique de la Paroisse Saint Médard à Anderlues », die VoG « Centre psycho-médico-social libre Tournai-Ath », die VoG « Pouvoir Organisateur des Ecoles d'Enseignement Spécialisé Sainte-Gertrude », die VoG « Association pour la Gestion des Bâtiments de l'Enseignement Catholique de Hannut et Environs », die VoG « Enseignement Catholique de Hannut », Pascal Dumont, Christophe Renier, Caroline Blaffart, Jonathan Trigaux, Marianne Criminisi und Cécile Fache, unterstützt und vertreten durch RA D. Renders und RÄin E. Gonthier, in Brüssel zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragten die klagenden Parteien ebenfalls die einstweilige Aufhebung desselben Dekrets. Durch Entscheid Nr. 32/2022 vom 24. Februar 2022, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Februar 2022, hat der Gerichtshof die Artikel 5 und 19 dieses Dekrets einstweilig aufgehoben.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

*In Bezug auf das angefochtene Dekret und dessen Kontext*

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 30. September 2021 « über den Investitionsplan für Schulgebäude im Rahmen des europäischen Aufbau- und Resilienzplans » (nachstehend: Dekret vom 30. September 2021).

B.1.2. Der Gegenstand des Dekrets besteht in der Umsetzung des Teils « Schulgebäude » des « nationalen Aufbau- und Resilienzplans » in Bezug auf die Französische Gemeinschaft, den Belgien gemäß Artikel 18 der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 « zur Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität » (nachstehend: Verordnung (EU) 2021/241) der Europäischen Kommission unterbreitet hat.

B.2.1. Mit der Verordnung (EU) 2021/241 wird den Mitgliedstaaten mit der « Aufbau- und Resilienzfazilität », die als ein Instrument zur Bewältigung der mit Covid 19 verbundenen Krise und zur Erhöhung der Resilienz der Mitgliedstaaten im Hinblick auf etwaige künftige Krisen gedacht ist, eine finanzielle Unterstützung bereitgestellt.

B.2.2. Der Anwendungsbereich deckt Politikbereiche von europäischer Bedeutung, die in sechs Säulen aufgliedert sind, darunter der « ökologische Wandel » und « Maßnahmen für die nächste Generation, Kinder und Jugendliche, wie zum Beispiel Bildung und Kompetenzen », ab (Artikel 3 der Verordnung (EU) 2021/241).

B.2.3. Mit der Verordnung (EU) 2021/241 wurden die Mitgliedstaaten aufgefordert, der Europäischen Kommission nationale Aufbau- und Resilienzpläne vorzulegen, die ihre nationalen Reform- und Investitionsprogramme enthalten.

Im Fall der Annahme seines Plans erhält der Mitgliedstaat einen finanziellen Beitrag für dessen Umsetzung.

B.2.4. Der belgische nationale Plan wurde von der Europäischen Kommission validiert und vom Rat der Europäischen Union gebilligt. Er ist mit einem finanziellen Beitrag in Höhe von 5,9 Milliarden Euro verbunden.

In den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Dekret heißt es, dass « die Französische Gemeinschaft vorgesehen hat, einen bedeutenden mit 230 769 231 € veranschlagten Teil der Mittelzuweisung, die ihr von der Europäischen Union gewährt wird, für einen umfassenden Investitionsplan für die Schulgebäude zu verwenden » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, S. 4).

B.3. Das angefochtene Dekret regelt die Verteilung der europäischen Mittel für den Teil « Schulgebäude » des nationalen Aufbau- und Resilienzplans zwischen den drei Unterrichtsnetzen, das heißt dem Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft, dem offiziellen subventionierten Unterrichtsnetz und dem freien subventionierten Unterrichtsnetz.

Die « Schulgebäude », auf die sich das angefochtene Dekret bezieht, sind « alle Schulgebäude des Regel- und Fördergrundschulwesens, des Regel-, Förder- und Weiterbildungssekundarschulwesens, des Teilzeit-Kunstunterrichtswesens, des Hochschulwesens ohne Universitäten, des Weiterbildungsunterrichtswesens oder Gebäude, in denen psycho-medizinisch-soziale Zentren oder Internate oder Betreuungsheime des Regel- und Fördergrundschulwesens, -sekundarschulwesens und -hochschulwesens untergebracht sind, das von der Französischen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert wird » (Artikel 1 Nr. 9 des angefochtenen Dekrets).

B.4.1. Gemäß Artikel 3 § 1 des angefochtenen Dekrets veröffentlicht die Regierung einen Projektauftrag für Arbeiten an sämtliche Organisationsträger, um den für die Schulgebäude im Aufbau- und Resilienzplan vorgesehenen Betrag zu gewähren. Dieser Auftrag wird in einem Rundschreiben der Regierung der Französischen Gemeinschaft formalisiert.

B.4.2. Am 1. Oktober 2021 hat die Französische Gemeinschaft ein Rundschreiben Nr. 8291 mit der Überschrift « Schulgebäude: Verfahren zur Gewährung der außerordentlichen Finanzierung und Zuschüsse im Rahmen des Investitionsplans für die Schulgebäude, der im Rahmen des europäischen Aufbau- und Resilienzplans (ARP) erstellt wurde » veröffentlicht.

In diesem Rundschreiben ist das Verfahren festgelegt, das von den Organisationsträgern zu befolgen ist, die im Rahmen des Aufbau- und Resilienzplans eine Bezuschussungsantragsakte einreichen möchten.

B.4.3. Aufgrund von Artikel 3 § 1 letzter Absatz des angefochtenen Dekrets müssen die vollständigen Bewerbungsakten innerhalb von drei Monaten nach der Veröffentlichung des Rundschreibens eingereicht werden. Die den Organisationsträgern gesetzte Frist, um einen Bezuschussungsantrag zu stellen, ist folglich am 31. Dezember 2021 abgelaufen.

B.5.1. Die Verteilung der europäischen Zuschüsse erfolgt nach einem Verteilerschlüssel, der dem Grunde nach in dem angefochtenen Dekret festgelegt ist, der aber von der Regierung der Französischen Gemeinschaft endgültig auf der Grundlage der ausgewählten Projekte erlassen wird.

In Artikel 5 § 2 des angefochtenen Dekrets ist der theoretische Verteilerschlüssel wie folgt festgelegt:

« La répartition du montant visé au § 1<sup>er</sup> s'effectue entre les bénéficiaires moyennant le respect cumulativement :

a) des modalités et conditions fixées aux articles 6 à 17 du présent décret;

b) de la clé de répartition théorique du montant visé au § 1<sup>er</sup> définie comme suit :

1. 41,15 pour cent pour les investissements consentis au bénéfice des bâtiments scolaires dont la Communauté française à la charge de propriétaire ou de copropriétaire;

2. 34,12 pour cent pour financer les travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;

3. 24,73 pour cent pour financer les travaux relatifs aux bâtiments scolaires de l'enseignement libre subventionné ».

B.5.2. Die Beträge, die sich aus dem Verteilerschlüssel ergeben, stellen Gesamtrahmenbeträge dar, einen für jedes Unterrichtsnetz, die steigen oder sinken können, sich aber höchstens um 15 Prozent verringern dürfen (Artikel 6 des angefochtenen Dekrets).



B.6.1. Die von den Organisationsträgern eingereichten Projekte werden in Bezug auf ihre Voraussetzungen für die Gewährung der Finanzierung geprüft.

In Artikel 4 des angefochtenen Dekrets sind die Bedingungen für die Gewährung wie folgt festgelegt:

« Sont éligibles dans le cadre de l'appel visé à l'article 3, les projets répondant aux conditions cumulatives suivantes :

1. viser des bâtiments scolaires;
2. le bâtiment scolaire visé est la propriété du demandeur ou ce dernier dispose d'un droit réel propre ou l'a cédé à une société publique ou patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires, lui permettant d'en disposer et est affecté à un usage scolaire au moins pour une durée de 30 ans à dater de l'octroi de l'accord ferme de financement;
3. le demandeur s'engage à organiser la publicité prévue à l'article 34 du Règlement (UE) 2021/241;
4. la ' publication ' ou la consultation en vue du marché de travaux des prestations concernées est postérieure au 1<sup>er</sup> février 2020;
5. le dossier ne peut être clôturé à la date de remise des projets. La clôture du dossier est fixée à la réception provisoire de celui-ci;
6. la réception provisoire accordée des travaux concernés par le financement exceptionnel doit intervenir au plus tard à la fin du second trimestre 2026;
7. les travaux réalisés répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu de l'article 2 du décret du 5 février 1990;
8. les travaux réalisés répondent aux conditions particulières relatives à chaque typologie de travaux définies aux articles 14 à 17 du présent décret;
9. ni les travaux de rénovation, ni les activités réalisées dans l'infrastructure visée ne peuvent causer de préjudice environnemental important au sens de l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852;
10. les demandeurs s'engagent à répondre à toute demande provenant de la Communauté française, de la Commission européenne ou de tout organe de contrôle entrant dans l'application du plan de relance et de résilience visé par le Règlement (UE) 2021/241, et ce en vue de permettre le contrôle de l'utilisation des interventions financières perçues et le rapportage des informations nécessaires à l'attention de la Commission ».

B.6.2. Die zuschussfähigen Projekte werden sodann in vier « Pools von Arbeiten » eingestuft, für die eine Reihenfolge absteigender Priorität festgelegt wird.

Der erste Pool umfasst Arbeiten zu « Abbruch/Wiederaufbau bestehender Gebäude », der zweite Pool bezieht sich auf « mittlere Mindestrenovierungen », der dritte Pool betrifft « kleinere Renovierungen » und der vierte Pool umfasst « punktuelle Maßnahmen » (Artikel 7 des angefochtenen Dekrets).

B.7.1. In dem angefochtenen Dekret wird auch ein System zur Übertragung von Mitteln zwischen den drei Gesamtrahmen, auch « Mechanismus kommunizierender Röhren » oder « Entnahmemechanismus » genannt, in den Grenzen einer Verringerung von höchstens 15 Prozent eines Gesamtrahmens eingeführt.

Mit diesem Mechanismus können eventuell nach der Aufgabe oder dem Ausschluss bestimmter Projekte verfügbar gewordene Mittel neu zugeteilt werden (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, S. 12).

B.7.2. Die Übertragungen können jedoch erst nach Zuordnung aller Projekte zu einem bestimmten Pool in einem Gesamtrahmen und unter Einhaltung der Reihenfolge der Priorität der Pools vorgenommen werden (Artikel 8 des angefochtenen Dekrets).

B.7.3. Der Mechanismus zur Übertragung von Mitteln zwischen den Gesamtrahmen ist in Artikel 9 des Dekrets festgelegt, der bestimmt:

« § 1<sup>er</sup>. Au sein d'un même pool de travaux, et avant d'examiner un pool moins prioritaire, chaque enveloppe peut se réalimenter en ponctionnant dans les autres enveloppes pour autant que cette première présente des moyens insuffisants pour couvrir l'ensemble des dossiers émergeant au pool donné, et que l'une ou plusieurs autres enveloppes présentent un solde positif après attribution de ce même pool.

§ 2. Si deux enveloppes présentent un solde négatif après l'affectation d'un pool donné, la ponction effectuée sur la dernière enveloppe se fera, s'il échet, au prorata de la répartition théorique initiale. A l'inverse, si une seule enveloppe présente un solde négatif, la ponction sur les deux autres enveloppes se fait également au prorata de la répartition théorique initiale.

§ 3. Si chaque enveloppe présente un solde positif après l'affectation d'un pool, la priorisation passe au pool suivant en reprenant pour ce pool, le solde de chaque enveloppe.

§ 4. Si une enveloppe présente un solde négatif à l'attribution d'un pool donné et qu'aucune ponction n'est possible au sein d'une des autres enveloppes, les dossiers affectés à ce pool sont priorisés, s'il échet, au sein de celui-ci pour cette enveloppe selon les critères de priorisation et de cotation définis aux articles 12 [lire : 13] à 17 du présent décret ».

B.7.4. In den Vorarbeiten heißt es:

« L'article 9, § 2, prévoit la ponction de deux enveloppes sur la troisième ou d'une seule enveloppe dans les deux autres. Pour la compréhension de ce paragraphe, l'exemple suivant peut-être donné :

Si les enveloppes A et B manquent de moyens et que l'enveloppe C présente un solde disponible mais qui n'est pas suffisant pour couvrir les besoins de A et B, alors le solde disponible de C est réparti entre les deux autres enveloppes au prorata de ce que A et B aurait théoriquement comme pourcentage de l'enveloppe de départ si elles n'avaient été que deux au départ. Le même principe s'applique dans le cas inverse d'une seule enveloppe positive et de deux enveloppes négatives » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, S. 13).

B.7.5. Wenn eine Gruppe von Begünstigten, die Mittel aus einem der Gesamtrahmenbeträge erhalten, keine ausreichenden Projekte vorlegt, um 85 Prozent ihres Gesamtrahmens auszuschöpfen, kann aufgrund von Artikel 10 des angefochtenen Dekrets der gesamte verfügbare Restbetrag nach demselben wie dem in den Artikeln 6 bis 9 beschriebenen Mechanismus den anderen Gesamtrahmen zugewiesen werden.

B.7.6. Schließlich findet der Mechanismus der kommunizierenden Röhren, der durch Artikel 9 des angefochtenen Dekrets eingeführt wird, keine Anwendung zwischen den beiden ersten Pools von Arbeiten: « Abbruch/Wiederaufbau bestehender Gebäude » und « mittlere Mindestrenovierungen » (Artikel 11 des angefochtenen Dekrets).

B.8. In den Artikeln 14 bis 17 des angefochtenen Dekrets werden für jeden Pool von Arbeiten die Art der Arbeiten, die Kriterien für die Gewährung der Finanzierung und die Kriterien für die Priorisierung festgelegt.

Die Kriterien für die Priorisierung, die in den Anlagen 1 bis 4 des angefochtenen Dekrets gewichtet und in Unterkriterien unterteilt werden, ermöglichen es, die Akten, die zu einem bestimmten Pool gehören, im Fall unzureichender Mittel in einem Gesamtrahmen nach Anwendung eventueller Entnahmen zu sortieren.

B.9. Aufgrund von Artikel 18 des angefochtenen Dekrets erlässt die Regierung der Französischen Gemeinschaft nach den in den Artikeln 6 bis 17 und 19 des angefochtenen Dekrets festgelegten Modalitäten die endgültige Verteilung der Gesamtrahmenbeträge sowie die Liste der ausgewählten Akten.

B.10.1. Artikel 19 des angefochtenen Dekrets begrenzt die finanzielle Beteiligung, die den Begünstigten für die Projekte, die Mittel aus einem der drei Gesamtrahmen erhalten, gewährt wird.

B.10.2. So beträgt der Finanzierungshöchstsatz für direkte Investitionen in die Gebäude, für die die Französische Gemeinschaft die Eigentumslast oder die Miteigentumslast trägt, 82,5 % des Gesamtbetrags der Investition, wobei der Restbetrag durch einen Kredit oder Eigenkapital finanziert werden muss.

B.10.3. Für Projekte, die sich auf Schulgebäude des offiziellen subventionierten Netzes beziehen, betragen die Finanzierungshöchstsätze (i) 60 % des Gesamtbetrags der Investition für Projekte, die Mittel aus den *Pools* « Abbruch/Wiederaufbau bestehender Gebäude » und « mittlere Mindestrenovierungen » erhalten, (ii) 50 % des Gesamtbetrags der Investitionen für Projekte, die Mittel aus dem *Pool* « kleinere Renovierungen » erhalten, und (iii) 35 % des Gesamtbetrags der Investition für Projekte, die Mittel aus dem *Pool* « punktuelle Maßnahmen » erhalten.

B.10.4. Für Projekte, die sich auf Schulgebäude des freien subventionierten Unterrichtsnetzes beziehen, betragen die Finanzierungshöchstsätze 65 % des Gesamtbetrags der Investition für Projekte der Organisationsträger des Pflichtschulwesens und von psycho-medizinisch-sozialen Zentren und 35 % des Gesamtbetrags der Investition für Projekte der Organisationsträger des nichtuniversitären Hochschulwesens. Außerdem ist die finanzielle Beteiligung an diesen Projekten auf eine Zuschusshöchstgrenze von zwei Millionen Euro pro Projekt festgelegt.

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf den ersten Klagegrund*

B.11. Die klagenden Parteien leiten einen ersten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 3, 4, 5, 16, 17, 18, 19, 22 und den Anhängen V und VI der Verordnung (EU) 2021/241.

*Erster Beschwerdegrund*

B.12. Der erste Beschwerdegrund betrifft den in Artikel 5 § 2 des angefochtenen Dekrets festgelegten theoretischen Verteilerschlüssel der Zuschüsse. Dieser Schlüssel, der für das freie subventionierte Netz ungünstiger ist als für die anderen Unterrichtsnetze, nehme eine ungleiche Verteilung der europäischen Mittel vor und sei daher diskriminierend.

B.13. Artikel 5 § 2 bestimmt den theoretischen Verteilerschlüssel der Zuschüsse wie folgt:

- 41,15 % des im Rahmen des Aufbau- und Resilienzplans für Schulgebäude vorgesehenen Betrags, zuzüglich 10 % und erhöht um die notwendigen Beträge, um die Mehrwertsteuer zu übernehmen, wird für Investitionen in die Schulgebäude, für die die Französische Gemeinschaft die Eigentumslast oder die Miteigentumslast trägt, verwendet,

- 34,12 % desselben Gesamtbetrags dient der Finanzierung von Arbeiten an Schulgebäuden des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens und

- 24,73 % desselben Gesamtbetrags ist für die Finanzierung von Arbeiten an Schulgebäuden des freien subventionierten Unterrichtswesens vorgesehen.

B.14. Wie in B.5.2 erwähnt, kann dieser Verteilerschlüssel steigen oder sinken, sich aber höchstens um 15 % verringern. Er wird von der Regierung der Französischen Gemeinschaft auf der Grundlage der ausgewählten Projekte endgültig erlassen.

B.15. Die Kontrolle des Gerichtshofes bezieht sich auf die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 5 § 2 des angefochtenen Dekrets. In diesem Rahmen ist er nicht befugt, über die Zweckmäßigkeit der Entscheidung des Dekretgebers zu befinden, einem Verteilerschlüssel gegenüber einem anderen den Vorzug zu geben.

B.16. Ohne dass ihnen diesbezüglich von der Regierung der Französischen Gemeinschaft widersprochen worden wäre, machen die klagenden Parteien geltend, dass 15 % der Schüler Schulen des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft besuchen, während 50 % der Schulbevölkerung Schulen des freien subventionierten Netzes besuchen. Die Schulen des offiziellen subventionierten Netzes würden von 35 % der Schüler besucht.

B.17.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung haben eine allgemeine Tragweite. Sie untersagen jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Ursprungs; die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und Nichtdiskriminierung gelten angesichts aller Rechte und aller Freiheiten.

B.17.2. Artikel 24 § 1 der Verfassung besagt, dass das Unterrichtswesen frei ist. Diese Unterrichtsfreiheit setzt voraus, dass die Organisationsträger, die nicht direkt der Gemeinschaft unterstehen, unter gewissen Bedingungen Anspruch auf eine Subventionierung durch die Gemeinschaft haben können. Das Recht auf Subventionierung ist einerseits durch die Möglichkeit der Gemeinschaft, die Subventionen mit Anforderungen im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse zu verbinden, unter anderem denjenigen eines Qualitätsunterrichts und der Einhaltung von Normen in Bezug auf die Schulpopulation, und andererseits durch die Notwendigkeit, die verfügbaren Finanzmittel auf die verschiedenen Aufträge der Gemeinschaft zu verteilen, begrenzt.

In Artikel 24 § 4 der Verfassung ist im Bereich des Unterrichtswesens der aus den Artikeln 10 und 11 der Verfassung abgeleitete Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verankert.

B.17.3. Obwohl die Gleichbehandlung der Unterrichtsanstalten als Prinzip gilt, schließt Artikel 24 § 4 der Verfassung einen Behandlungsunterschied dieser Anstalten nicht aus, unter der Bedingung, dass er auf objektiven Unterschieden, « insbesondere den jedem Organisationsträger eigenen Merkmalen », gründet. In den Vorarbeiten zur Verfassungsrevision vom 15. Juli 1988 wurde diesbezüglich die Möglichkeit erwähnt, spezifische Verpflichtungen, die den Schulen der Gemeinschaft obliegen, die Eigentumsverhältnisse der Schulgebäude oder auch die Möglichkeit einiger Organisationsträger oder Anstalten zu berücksichtigen, die von der Gemeinschaft gewährte Finanzierung durch öffentliche oder private Mittel zu ergänzen (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 100-1/1, SS. 5-7). Um im Hinblick auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung einen Behandlungsunterschied zwischen Unterrichtsanstalten der Unterrichtsnetze zu rechtfertigen, genügt es jedoch nicht, auf die Existenz von objektiven Unterschieden zwischen diesen Anstalten hinzuweisen. Es muss darüber hinaus nachgewiesen werden, dass der vorgebrachte Unterschied in der geregelten Angelegenheit sachdienlich ist, um einen Behandlungsunterschied vernünftig zu rechtfertigen. Außerdem muss der Grundsatz der Gleichheit in Angelegenheiten des Unterrichtswesens im Zusammenhang mit den anderen in Artikel 24 der Verfassung enthaltenen Garantien gesehen werden, insbesondere der Unterrichtsfreiheit und dem Recht auf Unterricht.

B.18.1. Die Wahl des Verteilerschlüssels wird in den Vorarbeiten wie folgt gerechtfertigt:

« La répartition de l'enveloppe entre ces trois types de bénéficiaires a été opérée en respectant les répartitions de financements déjà existants dans les budgets de la Communauté française sur la période allant de l'année 2016 à l'année 2020. Cela afin de tenir compte d'une moyenne et d'éviter ainsi les effets de dotations exceptionnelles qui fausseraient la répartition. Par ailleurs, suite aux réunions de concertations avec les fédérations de pouvoirs organisateurs, plusieurs éléments tels que les dotations exceptionnelles octroyées au bénéfice des bâtiments dont la Communauté française à la charge de propriétaire ont été déduites du calcul ainsi que les budgets alloués aux paiements de loyers. La répartition tient également compte du régime de propriété auquel sont soumis les bâtiments scolaires qui bénéficient du financement mis en place par le présent projet de décret.

Ainsi, les bâtiments scolaires dont la charge de propriétaire relève d'un pouvoir public bénéficient d'une part plus importante des financements de cette politique au vu du caractère public du patrimoine et donc du maintien de l'investissement consenti dans le domaine public.

Plus particulièrement, les bâtiments scolaires dont la Communauté française supporte elle-même la charge de propriétaire, ne peuvent bénéficier par ailleurs d'autres financements, hors subventions. En outre, la responsabilité de la Communauté française sur ces bâtiments est également plus grande, puisqu'elle doit en assumer toutes les normes et obligations, notamment d'entretien. Les bâtiments scolaires dont la Communauté française supporte la charge de propriétaire bénéficient donc d'une part plus importante des moyens.

Bien que l'article 61 du décret du 7 février 2019 dispose que la propriété des biens meubles et immeubles de la Communauté française, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences de pouvoir organisateur est transférée, sans indemnité, à WBE, il importe de souligner qu'à ce stade, le Gouvernement n'a pas encore arrêté la liste des biens immeubles concernés ainsi que les conditions et les modalités du transfert de propriété. Aussi, la Communauté française demeure la seule propriétaire à ce jour pour bénéficier du financement lié au présent dispositif.

Les bâtiments relevant d'un propriétaire privé bénéficient d'une part moins importante des moyens dévolus à cette politique au vu du fait que les sources de financement pour ces infrastructures peuvent être autres et que l'investissement consenti reste toujours du domaine privé.

La clé de répartition des moyens financiers entre les bâtiments scolaires des différents réseaux se fonde sur le régime de propriété de ces bâtiments et ce eu égard à la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle.

A cet égard, rappelons que la Cour constitutionnelle a, dans sa jurisprudence, validé les différences de traitement à condition que celles-ci soient fondées sur des ' caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur ' lesquels constituent une ' différence objective ' qui justifie ' un traitement approprié '.

Ainsi, le régime de propriété des bâtiments scolaires, propriété privée ou propriété de personnes de droit public a été admis par la Cour comme constituant une différence objective admissible pour fonder un traitement différencié.

Plus particulièrement, dans ses arrêts n° 38/91 et n° 27/92, la Cour constitutionnelle a validé les différences en matière de financement des bâtiments scolaires et de subventions de fonctionnement.

Dans son arrêt n° 109/2014 du 17 juillet 2014, la Cour confirme sa jurisprudence en la matière et rappelle ce qui suit :

*' B.8. Par son arrêt n° 27/92 du 2 avril 1992, la Cour a jugé que la différence de traitement qui en découle était justifiée : " 5.B.2. Le régime de propriété auquel sont soumis les bâtiments scolaires varie selon le pouvoir organisateur qui en est propriétaire. En effet, dans l'enseignement subventionné libre, ils appartiennent à des personnes morales de droit privé tandis que, dans l'enseignement communautaire, ils appartiennent à une personne morale de droit public, l'ARGO, qui est strictement contrôlée par la Communauté. Ces caractéristiques, propres à chacune des deux catégories de pouvoirs organisateurs, constituent une ' différence objective ' justifiant un ' traitement approprié ', non seulement pour l'octroi de crédits d'investissement, mais également en ce qui concerne l'octroi de crédits pour l'entretien des bâtiments à charge du propriétaire; en effet, les deux types de crédits, le premier en raison de son affectation à l'acquisition de la propriété d'immeubles, le second en raison de son affectation à la préservation de la valeur d'immeubles dont le pouvoir organisateur est propriétaire, sont transformés en une création de valeur immobilière ". '*

La différence induite par le régime de propriété porte sur plusieurs aspects de la gestion de l'infrastructure.

Tout d'abord, la responsabilité civile et pénale de propriétaire qui est d'une part supportée par la Communauté elle-même ou par un autre pouvoir public et d'autre part par une personnalité juridique privée.

Aussi, les propriétés dépendant de personnalité juridique privée bénéficient logiquement d'apport financier de ce propriétaire, et il est donc admissible que l'apport public soit de moindre importance.

De surcroît, l'impératif pour les pouvoirs publics de maintenir un enseignement sur l'ensemble du territoire quel que soit le taux de remplissage de ses établissements, ou des moyens dont ils disposent, constitue une obligation complémentaire. En effet, les pouvoirs publics sont dans l'obligation de maintenir un enseignement partout où la demande est présente et il n'est donc pas envisageable que leurs infrastructures soient source de fermeture d'établissement, sans quoi ils se verraient pris en défaut de remplir cette obligation.

En outre, tenant compte de la priorité fixée par le plan de relance et de résilience portant sur la transition climatique et plus précisément, dans le cadre d'infrastructure, sur les économies d'énergie, il y a lieu de prendre en considération les réalités infrastructurelles des bâtiments scolaires et leurs besoins dans ce cadre.

En effet, les bâtiments et leurs types de construction justifient également qu'un traitement différencié y soit apporté. Le parc immobilier scolaire public étant proportionnellement composé d'un plus grand nombre de bâtiments préfabriqués, qui sont particulièrement problématiques sur le plan écologique mais également en termes d'hygiène et de sécurité. Par conséquent, il est opportun d'y apporter une réponse plus conséquente afin d'impacter plus considérablement la transition énergétique du parc scolaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, la différenciation du financement des infrastructures scolaires se justifie » (Parl. Dok., Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, SS. 5-8).

B.18.2. Aus diesen Auszügen aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Dekretgeber den angefochtenen Verteilerschlüssel auf der Grundlage einer in den Haushalten der Französischen Gemeinschaft des Jahres 2016 bis zum Jahr 2020 bestehenden Verteilung der Finanzierung der Schulgebäude festgesetzt hat. Der Dekretgeber hat jedoch Elemente, die den Durchschnitt dieser Finanzierungen verfälschen würden, wie außerordentliche Dotationen oder Beträge zur Zahlung von Mieten neutralisiert.

B.18.3. Daraus geht auch hervor, dass sich der Dekretgeber hauptsächlich auf drei Elemente stützt, um den durch den Verteilerschlüssel zwischen den Unterrichtsnetzen eingeführten Behandlungsunterschied zu rechtfertigen. Dabei handelt es sich erstens um die andere Eigentumsregelung der Schulgebäude des freien Unterrichtsnetzes als die Eigentumsregelung der Schulgebäude der öffentlichen Netze, zweitens um den unterschiedlichen Renovierungsbedarf derselben Gebäude und drittens um die Verpflichtung nur zulasten der öffentlichen Behörden, ein ständiges Unterrichtsangebot auf dem gesamten Gebiet aufrechtzuerhalten.

Bezüglich der Eigentumsregelung im Besonderen ist in den Vorarbeiten erläutert, dass die öffentlichen Schulgebäude einen größeren Anteil der Finanzierung erhalten, (i) damit die Investition im öffentlichen Eigentum bleibt, (ii) aufgrund des Fehlens von externen Finanzierungsquellen und (iii) wegen einer größeren Verantwortung der Französischen Gemeinschaft, alle Pflichten zu übernehmen und Anforderungen zu erfüllen, insbesondere die der Instandhaltung.

B.19. Was erstens die Eigentumsregelung betrifft, hat der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 38/91 vom 5. Dezember 1991 geurteilt:

« B.3.9. Die Eigentumsregelung, der die Schulgebäude unterliegen, ist je nach dem Organisationsträger, der sie besitzt, unterschiedlich. Im freien subventionierten Unterrichtswesen sind die Schulgebäude Eigentum von Privatpersonen, während sie im öffentlichen subventionierten Unterrichtswesen juristischen Personen öffentlichen Rechts gehören. Diese jeweils eigenen Merkmale von zwei Kategorien von Organisationsträgern ergeben einen ' objektiven Unterschied ', der eine ' angepasste Behandlung ' rechtfertigen kann ».



B.20.1. Die Schaffung eines Immobilienwertes dank eines öffentlichen Zuschusses kann einen Behandlungsunterschied zwischen den Organisationsträgern des freien subventionierten Netzes einerseits und dem Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft andererseits rechtfertigen, wenn es darum geht, Subventionen für Immobilieninvestitionen zu verteilen.

B.20.2. Im vorliegenden Fall ist jedoch zu berücksichtigen, dass Artikel 4 Nr. 2 des angefochtenen Dekrets vorschreibt, dass das Schulgebäude, für das der Zuschuss beantragt wird, für eine Dauer von mindestens 30 Jahren ab der Gewährung der verbindlichen Zuschussvereinbarung für schulische Zwecke genutzt werden muss. Artikel 24 § 2 des angefochtenen Dekrets sieht außerdem vor, dass der erhaltene Zuschuss im Fall der Nichteinhaltung dieser Verpflichtung anteilig entsprechend der Anzahl der verbleibenden Jahre zwischen der verbindlichen Zuschussvereinbarung und dem Jahr, in dem die 30 Jahre enden, zurückgezahlt werden muss.

B.20.3. Die Verpflichtung, das Gebäude, für das ein Zuschuss gezahlt wurde, während einer Dauer von mindestens 30 Jahren weiterhin zu schulischen Zwecken zu nutzen, und der damit verbundene Sanktionsmechanismus gewährleisten, dass der Wertzuwachs der Immobilie, der dank des angefochtenen Dekrets zugunsten von privaten Einrichtungen, die den Organisationsträgern Schulgebäude zur Verfügung stellen, geschaffen wird, während dieser Dauer tatsächlich nur den Nutzern des öffentlichen Dienstes des Unterrichts zugutekommt.

Dieser Umstand macht die Unterscheidung auf der Grundlage der Eigentumsverhältnisse der Schulgebäude, die zur Rechtfertigung des angefochtenen Verteilerschlüssels herangezogen wird, weniger sachdienlich.

B.20.4. Daraus folgt, dass das Ziel des Dekretgebers, die gewährte Investition im öffentlichen Eigentum zu halten, zwar legitim ist, aber im vorliegenden Fall nicht ausreicht, um den angefochtenen Verteilerschlüssel zu rechtfertigen.

B.21.1. Es ist möglich, dass Organisationsträger des freien subventionierten Netzes dank der privaten Eigentümer der von ihnen genutzten Schulgebäude eine externe finanzielle Unterstützung erhalten.

B.21.2. Das Vorhandensein einer solchen externen finanziellen Unterstützung kann ein sachdienliches Element sein, um den finanziellen Bedarf eines Organisationsträgers, der das von ihm genutzte Schulgebäude renovieren möchte, zu beurteilen.

B.21.3. Jedoch kann dieses Kriterium nicht unterschiedslos auf alle Organisationsträger des freien subventionierten Netzes, das heißt sowohl auf diejenigen, die eine solche externe Finanzierung genießen, als auch auf diejenigen, die - wie der schlechte Zustand, in dem sich die von ihnen genutzten Gebäude befinden, zeigt - sie nicht genießen, angewandt werden.

B.21.4. Das Kriterium der externen finanziellen Unterstützung, insoweit es unterschiedslos auf alle Organisationsträger des freien subventionierten Netzes angewandt wird, kann den angefochtenen Verteilerschlüssel nicht rechtfertigen.

B.22.1. Schließlich übernimmt die Französische Gemeinschaft die Lasten, darunter die Instandhaltungspflichten, im Zusammenhang mit den Schulgebäuden, deren Eigentümerin oder Miteigentümerin sie ist.

B.22.2. Ihr obliegen außerdem weiterhin die Pflichten in Bezug auf die Schulgebäude, die sie an öffentliche Gesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude übertragen hat (Artikel 4 § 2 Absatz 4 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. Juli 1993 « zur Schaffung von sechs Gesellschaften öffentlichen Rechts zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens »; Artikel 5 § 2 Absatz 4 des Dekrets der Wallonischen Region vom 7. Juli 1993 « zur Schaffung von fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens »). Für diese Gebäude übernimmt die Französische Gemeinschaft auch die vom Dekret vom 5. Februar 1990 « über die Schulgebäude des von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten nichtuniversitären Unterrichtswesens » vorgesehenen Aufträge gemäß den zwischen der Regierung und den einzelnen Gesellschaften vereinbarten Modalitäten (Artikel 5 des vorerwähnten Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. Juli 1993; Artikel 6 des vorerwähnten Dekrets der Wallonischen Region vom 7. Juli 1993).

B.22.3. Gemäß Artikel 61 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 « zur Schaffung der mit der Funktion des Organisationsträgers des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens beauftragten öffentlichen Einrichtung » wird das Eigentum an den Schulgebäuden der Französischen Gemeinschaft ohne Entschädigung auf WBE übertragen.

Aufgrund von Artikel 62 des Sonderdekrets vom 7. Februar 2019 tritt WBE in die Rechte und Pflichten der Französischen Gemeinschaft in Bezug auf die für das von der Französischen Gemeinschaft organisierte Unterrichtswesen genutzten Schulgebäude ein.

B.22.4. Der Eigentumsübergang der Schulgebäude der Französischen Gemeinschaft ist noch nicht erfolgt, sodass die Französische Gemeinschaft weiterhin die mit dem Eigentum oder Miteigentum an den für das Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft genutzten Schulgebäuden verbundenen Lasten zu tragen hat, ohne über eine Möglichkeit externer Finanzierungsmittel zu verfügen.

B.22.5. Es besteht daher in diesem Punkt noch ein objektiver Unterschied zwischen dem Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft und dem freien subventionierten Netz.

Dieser kann jedoch nicht den durch den angefochtenen Schlüssel bei der Verteilung der Zuschüsse eingeführten erheblichen Unterschied rechtfertigen.

B.23.1. Zweitens obliegt die Verpflichtung, ständig und auf dem gesamten Gebiet ein ausreichend breites Unterrichtsangebot sicherzustellen, der Französischen Gemeinschaft aufgrund ihrer Eigenschaft als öffentlicher Dienst im grundlegenden Sinne.

Diese Verpflichtung ergibt sich aus den Artikeln 1.7.3.-1 § 1 und 1.7.3.-2 des Gesetzbuches über das Grundschul- und Sekundarschulwesen der Französischen Gemeinschaft, die bestimmen:

« Art. 1.7.3.-1. § 1<sup>er</sup>. Des écoles fondamentales et secondaires sont créées par la Communauté française, là où le besoin s'en fait sentir ».

« Art. 1.7.3.-2. Le droit des parents de choisir le genre d'éducation de leurs enfants implique la possibilité de disposer à une distance raisonnable d'une école correspondant à leur choix.

Pour respecter le libre choix des parents, la Communauté française est tenue, après avoir consulté le conseil général concerné :

1° à la demande de parents qui désirent un enseignement non confessionnel et ne trouvent pas à une distance raisonnable soit une école officielle, soit une école libre de caractère non confessionnel :

- a) soit d'ouvrir une école organisée par la Communauté française;
- b) soit d'intervenir dans les frais de transport vers une telle école;
- c) soit d'admettre aux subventions une école libre non confessionnelle existante;

2° à la demande de parents qui désirent un enseignement confessionnel et ne trouvent pas à une distance raisonnable une école confessionnelle :

- a) soit d'admettre aux subventions une école libre confessionnelle existante;



b) soit d'intervenir dans les frais de transport vers une telle école.

Le Gouvernement fixe le nombre de parents nécessaires pour que la Communauté française doive assumer les obligations prévues au présent article. Il détermine de même ce qu'il faut entendre par distance raisonnable.

[...] ».

B.23.2. Dieser Unterschied zwischen dem Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft und dem freien subventionierten Netz wird durch den Umstand abgemildert, dass die Gemeinschaft auch die freie Wahl der Eltern gewährleisten muss, sodass Schulen des freien subventionierten Netzes ebenfalls ausreichend im Gebiet der Französischen Gemeinschaft vorhanden sein müssen. Überdies ist dieser Unterschied nicht für die Verteilung eines Zuschusses sachdienlich, dessen Ziel es ist, den Wiederaufbau und die Renovierung von bereits errichteten Schulgebäuden zu ermöglichen.

B.24.1. Drittens stützt sich die Regierung der Französischen Gemeinschaft auf eine Studie über den Zustand des Immobilienbestandes der verschiedenen Unterrichtsnetze, um zu argumentieren, dass das Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft wegen der größeren Zahl an vorgefertigten Gebäuden Anspruch auf einen größeren Anteil an den Zuschüssen erheben könne.

B.24.2. Aus dieser Studie geht hervor, dass « sich das freie konfessionelle Netz, das die Mehrheit der vorhandenen Organisationsträger stellt, zu 46 % beteiligt hat. Am wenigsten hat sich mit 1 Organisationsträger von 4 das freie nichtkonfessionelle Netz beteiligt » (S. 10) und dass « die nicht teilnehmenden Organisationsträger hauptsächlich das freie konfessionelle Netz (54 %) und noch mehr die Organisationsträger des freien nichtkonfessionellen Netzes (74 %) betreffen » (S. 13). WBE, der einzige Organisationsträger für das Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft, hat sich an der Untersuchung für das Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft beteiligt.

Aus der Studie geht auch hervor, dass der Immobilienbestand des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft zu 26,87 % aus vorgefertigten Gebäuden vom Typ « Pavillon » besteht.

B.24.3. Die Art und der Zustand der Schulgebäude, für die ein Zuschuss gewährt werden kann, sind sachdienlich, um darauf eine Unterscheidung im Bereich der Finanzierung des Wiederaufbaus oder der Renovierung von Schulgebäuden zu stützen. Es ist nämlich vernünftig gerechtfertigt, einen größeren Anteil der Finanzierung den Anstalten vorzubehalten, die vorgefertigte Gebäude nutzen, insofern diese in ökologischer Hinsicht und in Bezug auf Hygiene und Sicherheit besonders problematisch sein können. Diesbezüglich ist zu berücksichtigen, dass die der Französischen Gemeinschaft auf der Grundlage der Verordnung (EU) 2021/241 bewilligten europäischen Mittel als « Aufbau- und Resilienzfähigkeit » gewährt werden, deren Anwendungsbereich nach Artikel 3 der Verordnung den ökologischen Wandel und Maßnahmen für die nächste Generation, Kinder und Jugendliche, wie zum Beispiel Bildung und Kompetenzen umfasst.

Allerdings kann der Umstand allein, dass der Immobilienbestand des Unterrichtsnetzes der Französischen Gemeinschaft im Vergleich zum Immobilienbestand der anderen Unterrichtsnetze aus mehr vorgefertigten Pavillons bestehen würde - falls dies erwiesen wäre -, nicht die Gewährung eines proportional größeren Gesamtrahmensbetrags für dieses Unterrichtsnetz rechtfertigen, ohne dass der tatsächliche Bedarf der Organisationsträger unabhängig von ihrer Zugehörigkeit zu einem Netz berücksichtigt wird.

B.24.4. In ihrem Gutachten zum Vorentwurf des Dekrets, das zu dem angefochtenen Dekret geworden ist, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates im Übrigen auf seine ständige Rechtsprechung hingewiesen, nach der:

« le principe d'égalité serait mieux assuré si les crédits étaient attribués aux établissements scolaires exclusivement en fonction des nécessités et indépendamment de leur appartenance à un réseau » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, S. 61).

B.25. Viertens geht aus dem Gegenwärtigkeitsschriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft hervor, dass es einen objektiven Unterschied zwischen Unterrichtsnetzen gibt, da die aufgrund des angefochtenen Dekrets gewährten Zuschüsse zugunsten der für den Unterricht des freien subventionierten Netzes oder des offiziellen subventionierten Netzes genutzten Gebäude auf Buchführungsebene für die Französische Gemeinschaft eine Ausgabe darstellen, die ihr jährliches Buchführungsergebnis verringert.

Dieser Unterschied hängt damit zusammen, dass die Französische Gemeinschaft eine öffentliche Behörde ist, die in Sachen Unterricht zuständig und demzufolge mit Verteilung der aufgrund des angefochtenen Dekrets gewährten Mittel an die verschiedenen betroffenen Organisationsträger beauftragt ist.

Dieser Unterschied rechtfertigt also nicht den beanstandeten Verteilerschlüssel.

B.26.1. Aus all dem Vorstehenden ergibt sich, dass der in Artikel 5 § 2 des angefochtenen Dekrets festgelegte Verteilerschlüssel nicht vernünftig gerechtfertigt ist.

Die Unverhältnismäßigkeit des Verteilerschlüssels wird dadurch verstärkt, dass die Französische Gemeinschaft 41,15 % der auf der Grundlage des angefochtenen Dekrets gewährten Zuschüsse dem Unterrichtsnetz vorbehalten hat, dessen Schulen von 15 % der Schulbevölkerung in der Französischen Gemeinschaft besucht werden.

B.26.2. Der Beschwerdegrund ist begründet.

*Zweiter Beschwerdegrund*

B.27.1. Der zweite Beschwerdegrund betrifft Artikel 19 des angefochtenen Dekrets, der unterschiedliche Finanzierungssätze je Unterrichtsnetz für die Investitionsprojekte in die Schulgebäude festlegt.

So können die Projekte für Schulgebäude, deren Eigentümerin oder Miteigentümerin die Französische Gemeinschaft ist, in den Genuss eines Zuschusses von 82,5 % ohne Höchstgrenze kommen, während die Bezuschussung für Schulgebäude des freien subventionierten Netzes auf 65 % (für das Pflichtschulwesen und psycho-medizinisch-soziale Zentren) und auf 35 % (für das Hochschulwesen) des Gesamtbetrags der Investition begrenzt ist, mit einer Höchstgrenze von zwei Millionen Euro.

B.27.2. Zwar hat der Finanzierungssatz keine Auswirkung auf den Umfang des Gesamthaushaltsrahmens oder seine Verteilung auf die verschiedenen Unterrichtsnetze, aber es wird ein Behandlungsunterschied zum Nachteil der Organisationsträger des freien subventionierten Netzes eingeführt, der in dieser Hinsicht im Hinblick auf die Artikel 10 und 11 der Verfassung objektiv und vernünftig gerechtfertigt sein muss.

Die Festlegung eines niedrigeren Finanzierungssatzes für mit Schulgebäuden des freien subventionierten Unterrichtswesens verbundene Projekte führt nämlich zu einer Benachteiligung der Organisationsträger dieses Netzes. Einerseits kann nicht ausgeschlossen werden, dass einige von ihnen nicht in der Lage waren, Projekte einzureichen, die in den Genuss der europäischen Mittel für die Wiederbelebung kommen können, da sie nicht über ausreichende Eigenmittel verfügen oder Darlehen aufnehmen können, um die auf der Grundlage des angefochtenen Dekrets gewährte Finanzierung aufzustocken. Andererseits sieht Artikel 20 des angefochtenen Dekrets zwar vor, dass die Zinsen für diese Darlehen von dem Garantiefonds für Schulgebäude, der in Kapitel IV des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. Februar 1990 « über die Schulgebäude des von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten nichtuniversitären Unterrichtswesens » erwähnt ist, übernommen werden, aber ein niedrigerer Finanzierungssatz erfordert es entweder, einen höheren Anteil an Eigenmitteln bereitzustellen oder ein Darlehen aufzunehmen, von dem zumindest der Kapitalbetrag von dem Organisationsträger zurückgezahlt werden muss.

B.28.1. Im Kommentar zu Artikel 19 heißt es:

« [...] »

Les taux sont fixés de manière différente pour chaque enveloppe et ce afin de tenir compte des réalités et capacités financières propres de l'ensemble des bénéficiaires.

En effet, les capacités de financement ne sont pas les mêmes pour tous les types de pouvoirs organisateurs et il a donc été convenu avec l'ensemble des Fédérations de pouvoirs organisateurs et Wallonie-Bruxelles enseignement, de fixer des taux d'intervention en fonction de leurs priorités et réalités propres.

[...] » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, S. 14).

B.28.2. Mit den unterschiedlichen « Finanzierungsfähigkeiten » und den « eigenen Prioritäten und Realitäten » der Organisationsträger der drei Unterrichtsnetze spielt der Dekretgeber hauptsächlich auf die externen Finanzierungsquellen an, die die Organisationsträger des freien subventionierten Netzes genießen können.

B.29.1. Wie in B.21.3 erwähnt, kann das Kriterium des Vorhandenseins einer externen finanziellen Unterstützung jedoch nicht unterschiedlos auf alle Organisationsträger des freien subventionierten Netzes, deren Eigenmittel und finanzielle Fähigkeiten zur Aufnahme von Darlehen sich voneinander unterscheiden können, angewandt werden.

B.29.2. Schließlich ermöglicht es der Umstand, dass für den nicht von dem angefochtenen Dekret abgedeckten Restbetrag der Investition für die Projekte der subventionierten Unterrichtsnetze aufgrund von Artikel 20 des angefochtenen Dekrets eine Darlehensgarantie des Garantiefonds für Schulgebäude gewährt werden kann, der außerdem die gesamten Darlehenszinsen übernimmt, nicht, das Missverhältnis bei den in Artikel 19 des angefochtenen Dekrets vorgesehenen Finanzierungssätzen auszugleichen.

B.30. Wenn der tatsächliche Bedarf der verschiedenen Anstalten berücksichtigt werden soll, um die Finanzierungssätze der Projekte zu bestimmen, was - wie in B.24.3 erwähnt - ein sachdienliches Kriterium im Hinblick auf die Zielsetzung des ökologischen Wandels und des Ziels, eine Politik für die nächste Generation zu verfolgen, darstellt, ist wiederum eine Differenzierung nach Gesamtrahmen und folglich nach Netz an sich nicht sachdienlich.

B.31.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Unterschied zwischen den Finanzierungssätzen für die Projekte der Unterrichtsnetze der Französischen Gemeinschaft und der freien subventionierten Netze nicht objektiv und vernünftig gerechtfertigt ist.

B.31.2. Der Beschwerdegrund ist begründet.

*Dritter Beschwerdegrund*

B.32.1. Die klagenden Parteien führen an, dass das angefochtene Dekret zu einem Interessenkonflikt bei der Regierung der Französischen Gemeinschaft führe, insofern es ihr die Befugnis zuweise, die zu bezuschussenden Projekte für die drei Unterrichtsnetze auszuwählen, während die Französischen Gemeinschaft der Organisationsträger eines dieser drei Netze sei.

B.32.2. Aufgrund von Artikel 18 des angefochtenen Dekrets erlässt die Regierung der Französischen Gemeinschaft nach den in den Artikeln 6 bis 17 und 19 des angefochtenen Dekrets festgelegten Modalitäten die endgültige Verteilung der Gesamtrahmenbeträge auf die drei Unterrichtsnetze sowie die Liste der aus den von den Organisationsträgern eingereichten Akten ausgewählten Projekte.

B.33. Aus der Gesamtheit des angefochtenen Dekrets ergibt sich, dass die Verwaltung der Französischen Gemeinschaft nach Erhalt der Bezuschussungsanträge prüft, ob die von den Organisationsträgern eingereichten Bezuschussungsanträge den in Artikel 4 des angefochtenen Dekrets festgelegten Bedingungen für die Gewährung entsprechen. Sodann werden die zuschussfähigen Projekte unter Berücksichtigung der Definition der Arbeiten und der spezifischen Kriterien des *Pools* für die Gewährung einem der vier *Pools* von Arbeiten zugeordnet. Stellt sich heraus, dass die auf ein Unterrichtsnetz entfallenden Kredite nicht ausreichen, um alle zu einem bestimmten *Pool* gehörenden Projekte abzudecken, wendet die Verwaltung den in den Artikeln 8 bis 12 des angefochtenen Dekrets erwähnten Mechanismus der « kommunizierenden Röhren » zwischen den *Pools* C « kleinere Renovierungen » und D « punktuelle Maßnahmen » an. Wenn es dieser Mechanismus daraufhin nicht ermöglicht hat, alle Projekte in einem *Pool* zu finanzieren, nimmt die Verwaltung eine Priorisierung der Akten auf der Grundlage gewichteter Kriterien vor, die in dem angefochtenen Dekret und seinen Anlagen festgelegt sind (Artikel 14 bis 17 des angefochtenen Dekrets). Der endgültige Verteilerschlüssel für die drei Unterrichtsnetze wird nach etwaigen Übertragungen von Beträgen zwischen den Gesamtrahmen und nach Priorisierung der Akten festgelegt (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, S. 14).

B.34.1. Das angefochtene Dekret behandelt die Organisationsträger des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtsnetzes, des offiziellen subventionierten Unterrichtsnetzes und des freien subventionierten Unterrichtsnetzes gleich, insofern die Projekte, die sie eingereicht haben, von den Diensten der Französischen Gemeinschaft geprüft werden.

B.34.2. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist. Dieser Grundsatz steht übrigens dem entgegen, dass Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne dass hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.35. In den Vorarbeiten heißt es:

« Enfin, l'appel à projet prévu par le présent décret est géré par la Direction générale des Infrastructures et plus particulièrement par le Service général des Infrastructures Scolaires Subventionnées. A cet égard, dans son avis du 11 août 2021 n° 63.693/2, le Conseil d'Etat indique que l'Administration étant chargée d'analyser les appels à projets et de proposer au Gouvernement la répartition définitive des enveloppes, le principe d'égalité et de non-discrimination serait mieux préservé si la proposition dont question émanait d'un organe distinct de l'Administration. Cette remarque est en lien avec le fait que les bâtiments du réseau officiel organisé sont toujours propriété de la Communauté française.

Cette observation du Conseil d'Etat appelle les remarques suivantes. Il importe tout d'abord de rappeler que l'Administration et ses agents sont tenus par une obligation de neutralité et de respect des prescrits légaux. Un manque d'impartialité de l'Administration dans le cadre de la gestion de l'appel précité serait donc par nature contraire à ses obligations. De plus, les critères de priorisation ne s'appliquent pas de manière inter-réseaux. Par conséquent, les dossiers relatifs aux propriétés de la Communauté française ne sont donc pas comparés sur base de ces critères aux dossiers relatifs à un autre réseau. Seuls les critères d'éligibilité servant au classement par POOL s'appliquent de manière inter-réseaux. Ces derniers étant basés sur les règlements européens, une interprétation divergente d'un réseau à l'autre engendrerait des pénalités de la part de la Commission européenne lors de la demande de remboursement » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, SS. 8-9).

B.36.1. Die Zuständigkeit der Regierung der Französischen Gemeinschaft für die Prüfung und Auswahl der Projekte der Organisationsträger, die sich um die Gewährung eines Zuschusses bewerben, auch der Projekte, die das Unterrichtsnetz der Französischen Gemeinschaft betreffen, hat nicht zur Folge, dass es bei dieser Regierung automatisch zu einem Interessenkonflikt kommt.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft und ihre Verwaltung haben nämlich den Grundsatz der Unparteilichkeit zu beachten.

B.36.2. Eine Verwaltungsbehörde muss die Grundsätze der ordnungsmäßigen Verwaltung einhalten, einschließlich des Grundsatzes der Unparteilichkeit, insofern die Beschaffenheit und die besondere Struktur der Verwaltung dies ermöglichen.

B.36.3. Es ist gegebenenfalls Aufgabe des zuständigen Richters zu prüfen, ob die Regierung der Französischen Gemeinschaft und ihre Verwaltung diesen Grundsatz bei der Umsetzung des angefochtenen Dekrets korrekt angewandt haben.

B.37. Der Beschwerdegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den zweiten Klagegrund*

B.38. Die klagenden Parteien leiten einen zweiten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 16, 23 und 24 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 22 und den Anhängen V und VI der Verordnung (EU) 2021/241, insofern Artikel 26 des angefochtenen Dekrets die Organisationsträger des freien subventionierten Netzes, die Grundschul- oder Sekundarschulunterricht organisieren, verpflichtet, das Eigentum oder das dingliche Recht an dem Schulgebäude, für das ein Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro gezahlt wird, für mindestens dreißig Jahre an eine Vermögensverwaltungsgesellschaft in Form einer VoG unentgeltlich abzutreten oder abtreten zu lassen.

B.39. Artikel 26 des angefochtenen Dekrets bestimmt :

« § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier d'une subvention, supérieure à 383 805 euros indexés à l'indice général des prix à la consommation de janvier 2021, dans le cadre du présent dispositif, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné, à l'exception des pouvoirs organisateurs organisant un établissement d'enseignement supérieur, doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel des bâtiments scolaires qui vont bénéficier du présent dispositif à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'ASBL, commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne, et ce pour une durée de 30 ans minimum à dater de l'octroi de la subvention.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial. La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent dispositif est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés.

§ 2. Lorsque des dispositions légales relevant de l'autorité fédérale ou décrétales relevant de l'autorité régionale interdisent au propriétaire visé au § 1<sup>er</sup>, du présent article, de céder certains des biens visés ou soumet cette aliénation à autorisation des pouvoirs publics, et qu'en outre il s'avère impossible d'obtenir modification des dispositions légales ou décrétales susdites ou autorisation des pouvoirs publics, le Gouvernement peut, sur proposition de la société patrimoniale concernée, autoriser l'intervention du présent dispositif, moyennant conclusion d'un bail emphytéotique de la plus longue durée légalement autorisée avec la société patrimoniale ».

B.40.1. Artikel 16 der Verfassung bestimmt:

« Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn zum Nutzen der Allgemeinheit, in den Fällen und in der Weise, die das Gesetz bestimmt, und gegen gerechte und vorherige Entschädigung ».

Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Jede natürliche oder juristische Person hat ein Recht auf Achtung ihres Eigentums. Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn, dass das öffentliche Interesse es verlangt, und nur unter den durch Gesetz und durch die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts vorgesehenen Bedingungen.

Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält ».

B.40.2. Da Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention eine analoge Tragweite hat wie diejenige von Artikel 16 der Verfassung, bilden die darin enthaltenen Garantien ein untrennbares Ganzes mit denjenigen, die in dieser Verfassungsbestimmung festgelegt sind, weshalb der Gerichtshof bei der Prüfung der angefochtenen Bestimmungen die erstgenannte Bestimmung berücksichtigt.

B.40.3. Artikel 1 des vorerwähnten ersten Zusatzprotokolls bietet nicht nur einen Schutz gegen eine Enteignung oder eine Eigentumsentziehung (Absatz 1 Satz 2), sondern auch gegen jeden Eingriff in das Recht auf Achtung des Eigentums (Absatz 1 Satz 1) und gegen jede Regelung der Benutzung des Eigentums (Absatz 2).

B.41.1. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

B.41.2. Die klagenden Parteien legen nicht dar, inwiefern die angefochtene Bestimmung gegen Artikel 23 der Verfassung verstoßen würde. Der zweite Klagegrund ist unzulässig, indem er aus einem Verstoß gegen diese Bestimmung abgeleitet ist.



B.42. Artikel 26 des angefochtenen Dekrets verpflichtet nur die Organisationsträger des freien subventionierten Netzes, die einen Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro erhalten möchten, mit Ausnahme derjenigen, die eine Hochschuleinrichtung organisieren, das dingliche Recht an dem Schulgebäude, für das der Zuschuss beantragt wird, an eine gemeinsame Vermögensverwaltungsgesellschaft der Schuleigentümer desselben Unterrichtsnetzes in Form einer VoG abzutreten oder abtreten zu lassen. Diese Abtretung erfolgt ohne Gegenleistung und für eine Dauer von mindestens 30 Jahren ab der Gewährung des Zuschusses.

B.43. Die angefochtene Bestimmung führt zwei Behandlungsunterschiede herbei.

Sie führt an erster Stelle zu einem Behandlungsunterschied zwischen den Organisationsträgern des freien subventionierten Netzes einerseits und den Organisationsträgern der anderen Unterrichtsnetze andererseits. Sie führt ebenfalls zu einem Behandlungsunterschied zwischen den Organisationsträgern des freien subventionierten Netzes je nachdem, ob sie Träger einer Hochschuleinrichtung sind oder nicht, weil das angefochtene Dekret nicht auf den Universitätsunterricht anwendbar ist (Artikel 2 des angefochtenen Dekrets).

Konkret ist festzuhalten, dass, während die Organisationsträger des freien subventionierten Netzes, die einen anderen Unterricht als Hochschulunterricht organisieren, dazu verpflichtet sind, das dingliche Recht an den von ihnen genutzten Schulgebäuden an eine eigene Vermögensverwaltungsgesellschaft für das freie Netz abzutreten oder abtreten zu lassen, um einen Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro zu erhalten, die Organisationsträger der anderen Unterrichtsnetze sowie die Organisationsträger des freien Netzes, die einen nichtuniversitären Hochschulunterricht organisieren, das dingliche Recht an den Schulgebäuden, für die sie einen Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro beantragen, nicht abtreten müssen.

B.44. Die Unterscheidungskriterien, und zwar die Zugehörigkeit des Organisationsträgers zu einem bestimmten Unterrichtsnetz und der Umstand, dass der Organisationsträger gegebenenfalls einen Hochschulunterricht organisiert, sind objektiv.

B.45.1. Im Zusammenhang mit Artikel 26 des angefochtenen Dekrets heißt es in den Vorarbeiten:

« Pour les pouvoirs organisateurs issus du réseau libre, il est prévu que les bâtiments bénéficiant de l'intervention subventionnée par la Communauté française et dépassant un certain montant, soient versés dans une société patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires, au sein de laquelle est désigné un commissaire du Gouvernement.

Cette mesure est proportionnée au regard du but poursuivi.

Ce mécanisme déjà existant dans le programme prioritaire de travaux, vise à offrir à la Communauté française la garantie d'une vue via les Commissaires du Gouvernement sur la gestion des bâtiments concernés et de leur maintien à une affectation scolaire. Sans ce mécanisme, la Communauté n'a aucune vue sur la gestion des bâtiments faisant l'objet de travaux qu'elle finance partiellement et ne peut s'assurer de leur bon entretien et de leur bonne utilisation.

La circonstance que l'une des conditions d'éligibilité à la subvention est d'affecter le bâtiment à l'usage scolaire pour une durée de 30 ans ne rend pas la mesure commentée disproportionnée ou inutile. Premièrement, elle permet de contrôler le respect de la condition de subventionnement. Deuxièmement, elle permet de s'assurer de la bonne gestion et utilisation des bâtiments scolaires, qui est indépendante de la condition relative à l'affectation. Enfin, elle ne s'impose qu'aux pouvoirs organisateurs qui font le choix de bénéficier de subventions importantes et qui acceptent, partant, de se soumettre à ce régime qui n'a d'autre but que de s'assurer de la bonne gestion des bâtiments dans lesquels des investissements sont faits sur financement de la Communauté française.

Au vu des missions des Commissaires déjà existantes auprès des établissements d'enseignement supérieur, ceux-ci ne sont pas concernés par le présent mécanisme. Il s'agit de la raison pour laquelle le mécanisme s'applique aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire, dans lesquels aucun Commissaire n'est désigné, mais pas aux pouvoirs organisateurs d'un établissement d'enseignement supérieur.

Les établissements de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement organisé par la Communauté française ne sont pas soumis à ce mécanisme. La Communauté contrôle la gestion des bâtiments dont elle est propriétaire. Les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné sont quant à eux des autorités publiques, dont les décisions sont publiées et soumises au régime de la transparence administrative. Il n'est donc pas nécessaire de leur imposer le mécanisme commenté afin d'avoir une vue sur la gestion des bâtiments concernés et leur affectation scolaire » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 277/1, S. 16).

B.45.2. Daraus geht hervor, dass der Dekretgeber mit der Einführung des beanstandeten Mechanismus der Abtretung von dinglichen Rechten zwei Zielsetzungen verfolgt hat.

Er wollte einerseits eine Kontrolle über die Verwaltung der Schulgebäude des freien subventionierten Netzes, für die erhebliche Zuschüsse gewährt wurden, einerseits und über die Aufrechterhaltung der Nutzung derselben Schulgebäude zu schulischen Zwecken andererseits einführen, und zwar über Regierungskommissare, die in den Vermögensgesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude des freien subventionierten Unterrichtsnetzes, an die diese Schulgebäude abgetreten werden, tagen.

B.46.1. Im Gegensatz zu dem, was in den Vorarbeiten angegeben wird, beschränkt sich die Aufgabe der Regierungskommissare, die in den Vermögensverwaltungsgesellschaften des freien subventionierten Unterrichtsnetzes tagen, jedoch darauf zu kontrollieren, ob die an die Gesellschaft abgetretenen Schulgebäude zu schulischen Zwecken genutzt werden. Artikel 26 § 1 Absatz 3 des angefochtenen Dekrets definiert die Aufgabe der Kommissare nämlich wie folgt:

« Celui-ci [lire : Le Commissaire du Gouvernement] a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent dispositif est soumise à son accord ».

Im Übrigen verfügt der Regierungskommissar aufgrund von Artikel 26 § 1 Absatz 5 desselben Dekrets « über ein Vetorecht gegen Entscheidungen, die unter Verletzung der auf diese VoGs anwendbaren Gesetzesbestimmungen im Bereich der zu Unterrichtszwecken dienenden Nutzung der übertragenen Gebäude getroffen werden ».

Die von den Kommissaren ausgeübte Kontrolle betrifft also nicht die gesamte Verwaltung der Schulgebäude, bei denen das dingliche Recht an Vermögensverwaltungsgesellschaften des freien subventionierten Unterrichtswesens übertragen wurde.

B.46.2. Daraus ergibt sich, dass der beanstandete Mechanismus nicht sachdienlich ist, um das Ziel zu erreichen, das darin besteht, eine Kontrolle über die gesamte Verwaltung der Schulgebäude einzuführen.

Derselbe Mechanismus ist hingegen sehr wohl sachdienlich, damit die Französische Gemeinschaft kontrollieren kann, ob die Schulgebäude des freien subventionierten Netzes, für die ein Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro gewährt wurde, weiterhin zu schulischen Zwecken genutzt werden.

B.47.1. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob der beanstandete Mechanismus angesichts der letztgenannten Zielsetzung verhältnismäßig ist.



B.47.2. Aus den in B.45.1 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass weder die Französische Gemeinschaft noch die Organisationsträger, die zum offiziellen subventionierten Unterrichtswesen gehören, d.h. die Gemeinden und Provinzen, dem in Artikel 26 des angefochtenen Dekrets vorgesehenen Mechanismus unterliegen, da die Französische Gemeinschaft « die Verwaltung » der in ihrem Besitz befindlichen Gebäude selbst kontrollieren kann und die Organisationsträger des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens öffentliche Behörden sind, die der Regelung der Öffentlichkeit der Verwaltung unterliegen.

B.47.3. Die Entscheidungen der Gemeinden und Provinzen, die im französischsprachigen Gebiet der Wallonischen Region oder in der Region Brüssel-Hauptstadt einen Unterricht organisieren, unterliegen tatsächlich verschiedenen Anforderungen im Bereich der Öffentlichkeit und Transparenz.

Es kann angenommen werden, dass diese Regelung, die zwar im Interesse der Bürger zustande gekommen ist, der Französischen Gemeinschaft dienlich sein kann, damit sie Zugriff hat auf jede Entscheidung einer Gemeinde oder einer Provinz über die zu schulischen Zwecken dienende Nutzung der Gebäude des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens, für die aufgrund des angefochtenen Dekrets ein Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro gewährt worden wäre.

B.47.4. Im Übrigen kann die Französische Gemeinschaft die zu schulischen Zwecken dienende Nutzung der Schulgebäude, die für den von ihr organisierten Unterricht genutzt werden, kontrollieren.

B.47.5. Es ist also vernünftig gerechtfertigt, dass die angefochtene Maßnahme weder auf die Französische Gemeinschaft, noch auf die Organisationsträger des offiziellen subventionierten Netzes anwendbar ist.

B.48.1. Des Weiteren geht aus den in B.45.1 zitierten Vorarbeiten hervor, dass die Organisationsträger des freien subventionierten Netzes, die einen Hochschulunterricht, der kein Universitätsunterricht ist, organisieren, nicht von der angefochtenen Maßnahme der Abtretung eines dinglichen Rechts betroffen sind, weil sie bereits einer von Regierungskommissaren oder -vertretern ausgeübten Kontrolle unterliegen.

B.48.2. Die Kontrollverfahren, die insbesondere durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 9. September 1996 « über die Finanzierung der von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Hochschulen » und durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 2001 « zur Festlegung der spezifischen Vorschriften für den in Kunsthochschulen organisierten Kunsthochschulunterricht (Organisation, Finanzierung, Festlegung der Stellenpläne, Personalstatut, Rechte und Pflichten der Studenten) » eingeführt wurden, enthalten nämlich Mechanismen für die Kontrolle, die von Regierungskommissaren oder -vertretern über die Organisationsträger und die Behörden der Hochschulen und Kunsthochschulen in der Französischen Gemeinschaft ausgeübt werden kann. Diese üben eine Kontrolle der Rechtmäßigkeit der von den Organisationsträgern oder Behörden dieser Schulen getroffenen Entscheidungen aus, wobei die Möglichkeit besteht, Beschwerde bei der Regierung der Französischen Gemeinschaft einzureichen. Die Regierungskommissare und -vertreter erstatten der Regierung der Französischen Gemeinschaft übrigens Bericht über die Arbeitsweise jeder Hochschuleinrichtung.

B.48.3. Es kann angenommen werden, dass die Kontrolle, die von den Regierungskommissaren und -vertretern über die Hochschulen und Kunsthochschulen ausgeübt wird, eine Kontrolle über die Aufrechterhaltung der zu schulischen Zwecken dienenden Nutzung der betreffenden Schulgebäude impliziert.

Es ist also vernünftig gerechtfertigt, dass der in Artikel 26 des angefochtenen Dekrets vorgesehene Mechanismus nicht auf jene Organisationsträger des freien subventionierten Netzes angewandt wird, die einen Hochschulunterricht, der kein Universitätsunterricht ist, organisieren.

B.49.1. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die angefochtene Maßnahme insofern, als sie nur auf jene Organisationsträger des freien subventionierten Netzes anwendbar ist, die einen Unterricht, der kein Hochschulunterricht ist, organisieren, für diese Organisationsträger in Anbetracht der verfolgten Zielsetzung unverhältnismäßige Folgen nach sich zieht.

B.49.2. Die angefochtene Bestimmung erlegt zum Erhalt eines Zuschusses von mehr als 383 805 indexierten Euro die Verpflichtung zur Abtretung eines dinglichen Rechts für eine Dauer von mindestens 30 Jahren auf, und zwar ungeachtet des Wertes des von den Organisationsträgern abgetretenen Gebäudes. Die Abtretung erfolgt aufgrund von Artikel 26 § 1 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets ohne Gegenleistung.

B.49.3.1. In Anbetracht dieser verschiedenen Elemente stellt die angefochtene Bestimmung eine Einmischung von gewisser Ernsthaftigkeit in das Recht auf Achtung des Eigentums der Eigentümer der Schulgebäude dar, für die ein Organisationsträger des freien subventionierten Unterrichtswesens einen Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro beantragt.

B.49.3.2. Eine solche Einmischung in das Eigentumsrecht muss ein billiges Gleichgewicht zwischen den Erfordernissen des Allgemeininteresses und denjenigen des Schutzes des Rechtes auf Achtung des Eigentums zustande bringen. Es muss ein vernünftiger Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel bestehen.

B.49.4. Die Gewährung eines Zuschusses an eine Privatperson, selbst wenn sie mit einem funktionalen öffentlichen Dienst betraut ist, bringt eine Kontrolle seitens der öffentlichen Behörde bezüglich der ordnungsgemäßen Verwendung der gewährten Beträge mit sich.

B.49.5. Die Französische Gemeinschaft, als öffentliche Behörde beauftragt mit der Verteilung der europäischen Zuschüsse, die für den Teil « Schulgebäude » des belgischen Aufbau- und Resilienzplans gewährt werden, muss sich vergewissern können, dass diese Zuschüsse dem gemeinnützigen Zweck dienen, für den sie gezahlt wurden.

B.49.6. Artikel 24 § 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt:

« En cas de non maintien à usage scolaire durant la durée minimale de 30 ans prévue à l'article 4, 2°, du bâtiment ayant bénéficié de la subvention, le pouvoir organisateur rembourse la subvention perçue au prorata du nombre d'année restantes entre l'année de l'accord ferme de subvention et l'année du terme du délai de 30 ans ».

Artikel 4 Nr. 2 des angefochtenen Dekrets bestimmt:

« Sont éligibles dans le cadre de l'appel visé à l'article 3, les projets répondant aux conditions cumulatives suivantes :

[...]

2. le bâtiment scolaire visé est la propriété du demandeur ou ce dernier dispose d'un droit réel propre ou l'a cédé à une société publique ou patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires, lui permettant d'en disposer et est affecté à un usage scolaire au moins pour une durée de 30 ans à dater de l'octroi de l'accord ferme de financement ».

Diese Artikel 4 Nr. 2 und 24 § 2 des angefochtenen Dekrets machen die Gewährung und Beibehaltung der Zuschüsse davon abhängig, dass die Organisationsträger und die Eigentümer der betreffenden Schulgebäude, ungeachtet des Unterrichtsnetzes, dem sie angehören, die Bedingung einhalten, dass die Schulgebäude, für die Zuschüsse aufgrund des angefochtenen Dekrets gewährt wurden, während einer Dauer von mindestens 30 Jahren ab der Gewährung der verbindlichen Finanzierungsvereinbarung für schulische Zwecke genutzt werden müssen.

B.49.7. Damit die Französische Gemeinschaft die Einhaltung dieser Gewährungsbedingung auf wirksame Weise kontrollieren kann, ist es nicht offensichtlich unverhältnismäßig, die Organisationsträger des freien subventionierten Netzes, die einen Unterricht, der kein Hochschulunterricht ist, organisieren, dem in Artikel 26 des angefochtenen Dekrets vorgesehenen Mechanismus zu unterwerfen.

An erster Stelle ist darauf hinzuweisen, dass die Abtretung zugunsten einer « gemeinsamen » Vermögensverwaltungsgesellschaft « der Gesamtheit der Schuleigentümer desselben Charakters » erfolgt.

Ein solcher Mechanismus ist im Übrigen bereits vorgesehen in Artikel 10 § 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 16. November 2007 « über das Prioritätsprogramm der Arbeiten für Schulgebäude des Grundschulunterrichts des Regel- und Sonderschulwesens, des Sekundarunterrichts des Regel- und Sonderschulwesens und des Weiterbildungssekundarunterrichts, des Teilzeitkunstunterrichts, der psycho-medizinisch-sozialen Zentren sowie der Internate des Grundschul- und Sekundarunterrichts des Regel- und Sonderschulwesens, die von der Französischen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert werden ».

B.49.8. Im Übrigen kommt der beanstandete Abtretungsmechanismus nur dann zur Anwendung, wenn ein Organisationsträger des freien subventionierten Netzes einen beträchtlichen Zuschuss erhalten möchte, d.h. einen Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro.

B.49.9. Außerdem kann - im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien behaupten - die Entscheidung eines Organisationsträgers des freien subventionierten Netzes, das dingliche Recht an einem Schulgebäude in Anwendung der angefochtenen Bestimmung an eine Vermögensverwaltungsgesellschaft abzutreten, nicht Gegenstand eines Vetorechts seitens der Französischen Gemeinschaft sein, insofern dieser Organisationsträger eine Anleihe aufgenommen hat, die vom Garantiefonds für Schulgebäude im Sinne von Kapitel IV des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. Februar 1990 « über die Schulgebäude des von der Gemeinschaft organisierten oder subventionierten nichtuniversitären Unterrichtswesens » garantiert wird. Anders darüber zu entscheiden käme der Annahme gleich, dass die Französische Gemeinschaft Machtmissbrauch begehen würde.

B.49.10. Die angefochtene Bestimmung ist dahin auszulegen, dass das dingliche Recht nach Ablauf der im Dekret vorgesehenen Frist wieder auf den ursprünglichen Inhaber des dinglichen Rechts übergehen soll, wenn zu diesem Zeitpunkt keine anders lautende Vereinbarung getroffen wird.

B.49.11. Schließlich wird im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, den Organisationsträgern des freien subventionierten Netzes, die nicht Eigentümer der von ihnen genutzten Schulgebäude sind, nicht die Möglichkeit versagt, auf der Grundlage des angefochtenen Dekrets Zuschüsse von mehr als 383 805 indexierten Euro zu erhalten. Der beanstandete Abtretungsmechanismus hindert die Eigentümer dieser Gebäude nämlich nicht daran, das dingliche Recht an diesen Immobilien an eine Vermögensverwaltungsgesellschaft abzutreten, damit der Organisationsträger, der sie nutzt, einen Zuschuss von mehr als 383 805 indexierten Euro beantragen kann.

Dieser Vorgang kann zwar eine Umorganisation oder eine neue Rechtsvereinbarung im Hinblick auf die Verwaltung der Schulgebäude, die gewissen Organisationsträgern des freien subventionierten Netzes zur Verfügung gestellt werden, voraussetzen, wie etwa die Liquidation der Vereinigungen, deren einziger satzungsmäßiger Zweck das Halten von Schulgebäuden im Hinblick auf die Zurverfügungstellung an Organisationsträger des freien subventionierten Netzes ist. Er hindert die Organisationsträger jedoch weder daran, frei ihren Unterricht zu erteilen, noch daran, auf der Grundlage des Dekrets gewährte europäische Zuschüsse zu erhalten.

B.49.12. Demzufolge ist die in Artikel 26 des angefochtenen Dekrets enthaltene Maßnahme nicht unverhältnismäßig in Anbetracht der verfolgten Zielsetzung.

B.50. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den dritten Klagegrund*

B.51. Die klagenden Parteien leiten einen dritten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 12 und 22 der Verordnung (EU) 2021/241, insofern die Artikel 3 und 30 des angefochtenen Dekrets die Organisationsträger verpflichten, ihren Bezuschussungsantrag, der alle im Dekret aufgeführten Informationen umfassen muss, zur Vermeidung der Unzulässigkeit bis spätestens zum 31. Dezember 2021 einzureichen.

B.52.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft führt die Unzulässigkeit des Klagegrunds an, insofern der Stichtag 31. Dezember 2021 nicht in dem angefochtenen Dekret angegeben ist, sondern sich aus der Veröffentlichung des vorerwähnten Rundschreibens Nr. 8291 der Regierung der Französischen Gemeinschaft am 1. Oktober 2021 ergibt.

B.52.2. Zwar ist das Datum 31. Dezember 2021 in der Tat nicht in dem angefochtenen Dekret, sondern in dem Rundschreiben aufgeführt, aber das Prinzip, dass die Frist, in der die vollständigen Bewerbungsakten bei der Französischen Gemeinschaft eingereicht werden müssen, drei Monate ab der Zusendung des Rundschreibens beträgt, ist in Artikel 3 § 1 letzter Absatz des angefochtenen Dekrets enthalten.

Außerdem wurde das angefochtene Dekret, das vom 30. September 2021 datiert, erst am 21. Oktober 2021 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, obwohl es aufgrund von Artikel 30 des angefochtenen Dekrets rückwirkend ab dem 1. Oktober 2021 wirksam wird. Das Rundschreiben datiert hingegen vom 1. Oktober 2021, der der Anfangszeitpunkt der angefochtenen Frist von drei Monaten ist.

Die klagenden Parteien konnten somit ab dem 1. Oktober 2021 verstehen, dass sie über eine Frist bis zum 31. Dezember 2021 verfügen, um eine vollständige Bewerbungsakte einzureichen.

B.52.3. Im Gegensatz zu dem, was die Regierung der Französischen Gemeinschaft anführt, beanstanden die klagenden Parteien sehr wohl die kurze Frist, die ihnen nach Artikel 3 in Verbindung mit Artikel 30 des angefochtenen Dekrets gesetzt wurde, um eine vollständige Bewerbungsakte einzureichen. Sie sind der Auffassung, dass diese Frist für die Organisationsträger des freien subventionierten Netzes diskriminierend ist.

Folglich ist der Klagegrund zulässig.

B.52.4. Die Einrede wird abgewiesen.

B.53. Die Frist von drei Monaten, um eine vollständige Bewerbungsakte einzureichen, war für alle Organisations-träger der drei Unterrichtsnetze gleich.

B.54.1. Die auf europäischer Ebene durch die Verordnung (EU) 2021/241 und den Durchführungsbeschluss Nr. 10161/21 des Rates der Europäischen Union auferlegten Zeitvorgaben rechtfertigen es ausreichend, dass die Frist auf drei Monate festgesetzt wurde.

B.54.2. Selbst wenn man ferner annimmt, dass die Verwaltung der Französischen Gemeinschaft, weil sie die Verfasserin des Rundschreibens Nr. 8291 ist, die Bewerbungsakten für die Schulgebäuden der Französischen Gemeinschaft vor dem 1. Oktober 2021 vorbereiten konnte, hat es die Frist von drei Monaten, auch wenn sie kurz ist, dennoch den Organisationsträgern aller Unterrichtsnetze ermöglicht, eine vollständige Bewerbungsakte einzureichen.

Der Umstand, dass die meisten klagenden Parteien in der Lage waren, eine Bewerbungsakte einzureichen, zeigt, dass die fristgerechte Einreichung einer Akte nicht unmöglich oder übermäßig schwer war.

B.54.3. Folglich ist die Gleichbehandlung objektiv und vernünftig gerechtfertigt.

B.55. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Artikel 5 und 19 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 30. September 2021 « über den Investitionsplan für Schulgebäude im Rahmen des europäischen Aufbau- und Resilienzplans » für nichtig;

- weist die Klage vorbehaltlich der in B.49.9 und B.49.10 erwähnten Auslegungen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Mai 2022.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
P. Nihoul

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

#### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/21040]

**23 JUNI 2022. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een globaal bedrag van 37 500 000 euro ten gunste van de gemeenten voor de herwaardering van de wijken in het kader van de duurzame wijkcontracten**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, de artikelen 92 tot 95 ;

Gelet op de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, de artikelen 1,2,7 tot 18 en afdeling 2 'Duurzame wijkcontracten' ;

Gelet op de ordonnantie van 24 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2022 ;

Gelet op het besluit van de Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de regering, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 16 maart en 29 november 2001, 30 maart, 15 juni, 13 juli en 19 oktober 2006, 19 juli 2007, 22 mei 2008, 22 december 2010, 1 en 30 juni 2011, 3 mei en 12 juli 2012, 7 maart, 18 juli en 5 september 2013, 16 december 2021, artikel 5, 14° ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de Duurzame Wijkcontracten ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de gewestelijke entiteit ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van Koekelberg van 21 februari 2022 betreffende het herwaarderingsprogramma van de wijk "Jacquet" ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek van 23 februari 2022 betreffende hetherwaarderingsprogramma van de wijk " Zwarte Vijvers " ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van de Stad Brussel van 21 februari 2022 betreffende het herwaarderingsprogramma van de wijk " Helihaven-Antwerpen " ;

Gelet op de rapporten van het bestuur aan de regering ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 23/05 2022 ;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting d.d. 13/06 2022 ;

#### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/21040]

**23 JUNI 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant des subsides d'un montant global de 37 500 000 euros au bénéfice des communes œuvrant à la revitalisation urbaine dans le cadre des Contrats de Quartier Durable**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, les articles 92 à 95 ;

Vu l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 de la revitalisation urbaine, les articles 1, 2, 7 à 18 et la section 2 ' les contrats de quartier durable ;

Vu l'ordonnance du 24 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 16 mars et 29 novembre 2001, 30 mars, 15 juin, 13 juillet et 19 octobre 2006, 19 juillet 2007, 22 mai 2008, 22 décembre 2010, 1<sup>er</sup> et 30 juin 2011, 3 mai et 12 juillet 2012, 7 mars, 18 juillet et 5 septembre 2013, 16 décembre 2021, l'article 5, 14° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux contrats de quartier durable ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale ;

Vu la délibération du Conseil communal de Koekelberg en date du 21 février 2022 relative au programme de revitalisation urbaine « Jacquet » ;

Vu la délibération du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean en date du 23 février 2022 relative au programme de revitalisation urbaine « Etangs Noirs » ;

Vu la délibération du Conseil communal de la Ville de Bruxelles en date du 21 février 2022 relative au programme de revitalisation urbaine « Hélicoptère-Anvers » ;

Vu les rapports de l'Administration au Gouvernement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 23/05 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 13/06 2022 ;